

LA RÉGLEMENTATION DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

Louis CORNILLE

ARCHITECTE

DIPLOMÉ PAR L'ÉTAT

Président : M. SCELLE, professeur.

Suffragants : { MM. HAMEL, professeur.
LAFERRIÈRE, professeur.

IMPRIMERIE DE L'AVRANCHIN

AVRANCHES

1937

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA RÉGLEMENTATION

DE LA

PROFESSION

D'ARCHITECTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

Louis CORNILLE

ARCHITECTE

DIPLOMÉ PAR L'ÉTAT

Président : M. SCELLE, professeur.

Suffragants : { MM. HAMEL, *professeur.*
LAFERRIÈRE, *professeur.*

IMPRIMERIE DE L'AVRANCHIN

AVRANCHES

1937



TABLE DES ABRÉVIATIONS

C. M. — *Jurisprudence de l'Architecture, l'Entreprise et la Propriété bâtie*. Recueil Juridique C. M. publié par *La Construction Moderne*.

D. H. — Dalloz. - Recueil hebdomadaire de Jurisprudence.

D. P. — Dalloz. - *Jurisprudence générale*. - Recueil périodique.

G. P. — Gazette du Palais.

G. T. — Gazette des Tribunaux.

L. — Lebon. - Recueil des arrêts du Conseil d'Etat.

S. — Sirey. - Recueil général des lois et arrêts.

Introduction

Faillite de la loi des 2 et 17 Mars 1791.

Ce fut une grande délivrance pour les travailleurs d'alors que la loi des 2 et 17 mars 1791, dont l'art. 7 énonçait : « il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ; mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix... et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits ». (1)

Cet excès de liberté engendra des abus. La loi Le Chapelier est devenue un sujet d'inquiétudes, car elle compromet l'honorabilité, l'existence même de certaines professions. Aussi des exceptions de plus en plus nombreuses ne cessent de la grignoter, en sorte que presque toutes les carrières libérales sont actuellement réglementées, notamment celles de médecin,

(1) Cité par Capitant et Cuche, *Précis de législation industrielle*, 4^e édition, page 9.

de pharmacien, de dentiste, de vétérinaire, d'avocat, de notaire. Seules quelques rares professions demeurent libres, celle d'architecte est du nombre. pour peu de temps encore puisque sa réglementation est à l'ordre du jour des travaux de la Chambre des Députés.

Surpris par l'évolution sociale à laquelle nous assistons, les derniers vestiges de la loi des 2 et 17 mars 1791 sont gravement menacés d'une disparition prochaine. Perpétuel recommencement de l'Histoire.

Cependant, les architectes n'ont pas attendu cette évolution actuelle pour réclamer la réglementation légale de leur profession. Depuis longtemps, ils la souhaitent.

Nécessité de la réglementation légale de la profession d'architecte.

Parce qu'il a le devoir de veiller à l'équilibre des forces intellectuelles du pays, à la sécurité et à l'hygiène publiques, à la probité des relations économiques et professionnelles, à la protection des travailleurs contre la concurrence étrangère, enfin à l'esthétique des édifices qui peuplent son territoire, l'Etat doit réglementer au plus tôt la profession d'architecte.

L'Etat a le devoir de contrôler le marché du travail et d'empêcher que l'encombrement d'une activité professionnelle, en avilissant cette dernière, ne paralyse les autres, car la solution du problème de l'équilibre des forces vitales du Pays n'appartient

qu'à lui seul. Si actuellement la profession d'architecte est dévaluée, cela tient à deux causes : la liberté de son exercice et les effets de la crise économique que nous traversons. En imposant des conditions sévères pour l'exercice de cette activité professionnelle, autrement dit, en la réglementant, le législateur remédiera à son encombrement et à la dépréciation qui en résulte.

La vie et la santé des individus sont pour une part à la merci de la solidité, de la salubrité des habitations, donc de la capacité des architectes. N'est-il pas imprudent, dès lors, de laisser l'exercice de cette profession à la portée de n'importe quel audacieux ! Le législateur doit intervenir rapidement pour fixer les conditions d'exercice de la profession d'architecte et exiger de ceux qui désirent la pratiquer la preuve d'une capacité professionnelle indispensable. En agissant ainsi, non seulement l'Etat défendra les intérêts généraux, mais il assurera également la protection des architectes contre les incapables qui envahissent actuellement cette profession et diminuent de la sorte son prestige.

L'Etat ne peut se désintéresser également de l'honorabilité de ceux qui exercent une profession quelconque. L'intérêt public est en jeu comme celui des travailleurs qui ne demandent qu'à être débarrassés des indésirables qui encombrement leurs professions. Pour cela, encore, la réglementation légale de la profession d'architecte se justifie.

L'Etat a aussi le devoir de protéger ses nationaux contre la concurrence déloyale étrangère quelle qu'en soit la forme. La réglementation légale de la profession d'architecte apparaît encore indispensable

pour fixer les conditions que doivent remplir les architectes étrangers qui désireraient exercer en France. Des règles de réciprocité sont à établir ; la réglementation intéresse donc le droit international.

Enfin, la réglementation légale de la profession d'architecte s'impose au point de vue artistique. L'esthétique des édifices qui peuplent les paysages de France n'est-il pas entre les mains des architectes ? Voilà qui ne saurait laisser l'Etat indifférent et pourquoi il a le devoir d'exiger que ceux qui contribuent à meubler et à embellir son territoire, soient à la hauteur de leur mission.

Histoire de la Réglementation de la profession d'architecte en France.

Vers le milieu du XIX^e siècle, la complexité sans cesse croissante des règles de la construction favorisa le développement de la profession d'architecte, lui donnant ainsi son individualité propre. Soucieux de protéger le plus possible leur activité qui venait de s'affirmer et de la garantir des désastreux effets de la loi du 2 mars 1791, les architectes, instruits par l'expérience des autres, se donnèrent à eux-mêmes une réglementation. Ce fut le « Code Guadet », appelé du nom de son auteur et dont l'heureuse initiative appartient à la « Société Centrale », doyenne des groupements professionnels d'architectes. (1)

(1) La Société Centrale des Architectes fut fondée en 1840.

Réunis en congrès à Bordeaux en 1895, les architectes adoptèrent ce Code à l'unanimité (1) et en firent l'un des articles essentiels des statuts de leurs sociétés. Le « Code Guadet » est une longue énumération des devoirs professionnels de l'architecte « envers lui-même et ses confrères, envers ses clients, envers les entrepreneurs et le personnel du bâtiment ». Malheureusement, n'ayant pas force de loi, ce règlement privé porte en lui les germes de son inefficacité.

S'étant ainsi donné ces règles de conduite, les architectes exerçaient leur profession sous l'égide de cette réglementation volontaire, lorsque survint la grande-guerre.

Après le cataclysme de 1914 et la détente de l'après-guerre, la faiblesse du Code Guadet se fit particulièrement sentir. La réglementation légale de la profession d'architecte devenait indispensable et urgente. Aussi, sous l'impulsion de son président, M. Pontrémoli, la « Fédération des Sociétés françaises d'architectes », fondée en 1917, présentait en 1930 une proposition de loi comprenant deux articles dont le premier était ainsi conçu : « nul ne peut faire œuvre de construction, s'il ne possède une licence, relative à sa profession, constatant qu'il a les connaissances et les aptitudes nécessaires pour l'exercer sans danger pour la sécurité publique ». Les architectes espéraient éliminer ainsi « toutes les dangereuses incompétences ».

Mais ce projet, à peine élaboré, se révélait insuffisant. La crise économique mettait en relief l'encom-

(1) Louvet : *L'Art d'Architecture et la profession d'architecte*, Tome II, p. 14.

brement de la profession d'architecte envahie par un trop grand nombre d'indésirables. Pour remédier à cet état de chose, la « Fédération des Sociétés françaises d'architectes », lors de son assemblée générale du 29 juin 1933, adoptait une résolution par laquelle elle réclamait du législateur « l'intervention d'une réglementation s'inspirant des programmes d'études d'architecture sanctionnées par les principes suivants : 1° l'établissement par l'Etat d'un examen officiel indispensable pour avoir le droit d'exercer en France la profession d'architecte et d'en porter le titre ; — 2° l'intervention obligatoire d'un architecte français « pour l'établissement et le contrôle de l'exécution de travaux pour lesquels les lois et règlements en vigueur exigent une demande préalable en autorisation de bâtir ».

M. Raoul Brandon, architecte et député, se faisait l'écho de ces revendications en déposant le 17 novembre 1933, sur le bureau de la Chambre, sa première proposition de loi « relative à l'exercice de la profession d'architecte et à l'usage du titre d'architecte... » (1) Cette proposition réservait l'exercice de la profession d'architecte en France aux « citoyens ou sujets français (ayant) subi avec succès l'examen donnant droit de porter le titre d'architecte sans autre qualificatif » qu'ainsi elle protégeait ; rendait obligatoire l'intervention de l'architecte pour « toute construction comportant une demande en autorisation de bâtir » ; édictait les conditions que devaient

(1) Proposition de loi n° 2.545. XV^e législature (Session extraordinaire de 1933. — Annexe au procès-verbal de la séance du 17 novembre 1933).

remplir les architectes étrangers pour pouvoir exercer en France leur activité professionnelle ; et prévoyait un délai d'application pour cette loi dont les infractions étaient réprimées conformément à l'article 259 du Code pénal. (1)

Soumise à l'examen de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts, cette proposition eut pour rapporteur M. Pomaret, député de la Lozère. Celui-ci recevait le 7 mars 1934 « les représentants qualifiés des groupements d'architectes » venus lui apporter dans un but de conciliation, leur renoncement à l'article 3 de la proposition Brandon, article qui rendait leur intervention obligatoire pour les constructions nécessitant une demande en autorisation de bâtir. Malgré cet abandon et malgré le rapport très documenté (2) dans lequel M. Pomaret montrait l'urgence du vote de cette proposition, celle-ci ne vint jamais en discussion devant la Chambre.

Pendant ce temps, la crise économique s'aggravait, réduisant au chômage un nombre sans cesse croissant de jeunes intellectuels même pourvus des diplômes les plus recherchés. Telle est l'origine de la proposition de loi « tendant à assurer le placement immédiat et régulier de la jeunesse française », déposée sur

(1) Code pénal, art. 259 : 1^o alinéa *in fine* « Sera puni des mêmes peines (emprisonnement de six mois à deux ans) quiconque aura fait usage d'un titre attaché à une profession légalement réglementée sans remplir les conditions exigées pour le porter. »

(1) Rapport n^o 4.284. XV^e législature. (Session extraordinaire de 1934. — Annexe au procès-verbal de la première séance du 13 décembre 1934).

le bureau de la Chambre par M. Pomaret le 5 janvier 1936. (1)

L'article 14 de cette proposition reprenait l'essentiel de la proposition de loi Brandon en supprimant toutefois l'intervention obligatoire de l'architecte, mais en y ajoutant la déclaration d'incompatibilité d'exercice de cette profession avec celle « d'entrepreneur, d'industriel, de fournisseur de matériaux ou toute activité rétribuée par des remises ou commissions. »

Mais cette tentative n'eut pas de suite.

Aussi, le 15 septembre 1936, M. Brandon déposait une seconde proposition de loi « relative à l'exercice » de la profession d'architecte et à l'usage du titre d'architecte ». (2) Celle-ci reprenait les mêmes données que la première en les faisant précéder d'une définition de l'architecte, celle du Code Guadet (3). Toutefois, à l'exemple de la proposition Pomaret, cette seconde proposition Brandon ajoutait : « L'architecte qui exerce, même accidentellement, la profession d'entrepreneur etc., perd le titre d'architecte. »

Les différents groupements professionnels d'architectes étudièrent avidement ce nouveau texte. Enfin, après des discussions passionnées, la « Confédération des Sociétés françaises d'Architectes » établissait un projet de réglementation et le présentait, le 23 février 1937, à la « Confédération des travailleurs intellectuels. »

(1) Proposition n° 151. XVI^e législature. (Session de 1936. — Annexe au procès-verbal de la séance du 5 juin 1936).

(2) Proposition n° 1.486. XVI^e législature. (2^e Session extraordinaire de 1936. — Annexe au procès-verbal de la 3^e séance du 15 décembre 1936).

(3) Voir Louvet, *op. cit.* page 11.

Prenant ce projet pour base, la sous-commission des architectes groupés à la C. T. I., en établit un nouveau. Ce projet de réglementation, achevé le 8 mai 1937, commence par indiquer que : « nul ne peut porter le titre et exercer la profession d'architecte,, s'il n'est citoyen français, jouissant de ses droits civils, s'il n'a subi avec succès les examens ou concours d'entrée et de sortie d'une école publique ou reconnue par l'Etat et qui sera spécialement autorisée à enseigner l'architecture, s'il ne justifie pas de deux années de pratique professionnelle contrôlée s'il pratique l'exercice d'une profession commerciale... » Suivent des dispositions transitoires. Puis, le projet édicte l'intervention obligatoire de l'architecte pour les constructions « a) visées par les règlements d'hygiène et d'urbanisme en vigueur ; — b) financées ou subventionnées par les fonds publics ; — c) intéressant l'esthétique des villes ou agglomérations, des sites et des paysages. » Ce projet interdit les cumuls, prévoit les conditions que devront remplir les architectes étrangers pour exercer en France, laisse à un règlement d'administration publique le soin d'établir les conditions d'application de la loi et l'assistance architecturale. Enfin, ce projet réprime les infractions aux dispositions qu'il émet par des sanctions se référant à l'article 259 du Code pénal.

Ce projet de réglementation, qui eut la bonne fortune d'être approuvé par toutes les sociétés d'architectes adhérentes à la C. T. I., fut adressé à la Commission de l'Enseignement de la Chambre des Députés.

Ce problème, que nous nous proposons d'étudier,

est donc d'une actualité brûlante. Mais réglementer cette profession est-ce simplement en déterminer les conditions d'exercice et les règles concernant l'usage du titre d'architecte ? — Nous ne le croyons pas.

Ce que doit être la Réglementation légale de la profession d'architecte. Les problèmes qu'elle pose.

A notre avis, la réglementation légale de la profession d'architecte doit codifier tout ce qui intéresse cette profession et, par suite, répondre aux trois grands groupes de problèmes qu'elle pose : *Qu'est-ce que la profession d'architecte ? — Quelle responsabilité fait-elle encourir à celui qui l'exerce ? — Quels sont les droits de celui qui la pratique ?*

Au premier groupe de problèmes, à celui qui comporte la définition de la profession d'architecte, se rattachent les corollaires suivants : les conditions d'exercice de cette profession en France, les règles concernant l'usage et la protection du titre d'architecte, l'intervention obligatoire de l'architecte, l'interdiction pour lui d'agir en entrepreneur et inversement.

Le second groupe de problèmes a pour mission d'établir ce que doit être la responsabilité de l'architecte dans les différentes phases de sa mission.

Enfin, le troisième groupe concerne les droits de celui qui exerce la profession d'architecte. Comme ils ne sont pas nombreux, nous pouvons les indiquer dès maintenant. Ces droits ont trait au paiement des honoraires de l'architecte et à la propriété artistique de son œuvre.

Les garanties du paiement des honoraires de l'architecte sont au nombre de deux: le droit de rétention et le privilège de l'article 2.103 du Code civil.

Le droit de rétention, que possède l'architecte sur ses dossiers jusqu'au paiement de ses honoraires, n'exige pas un développement particulier. Les tribunaux sont unanimes à le reconnaître, la réglementation légale le consacrera simplement.

L'article 2.103 du Code civil place l'architecte parmi les « créanciers privilégiés sur les immeubles ». Mais les conditions d'exercice de ce privilège le rendent inopérant. L'architecte devient, en effet, créancier privilégié pourvu que « par un expert, nommé d'office par le tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal, à l'effet de constater l'état des lieux, relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au plus tard de leur perfection, reçus par un expert, également nommé d'office. »

Pas un architecte, évidemment, n'est assez peu psychologue pour user de cet article 2.103. La réglementation devra donc supprimer ces formalités vexatoires et suivre la voie que lui a tracée la proposition de loi Brandon en date du 12 mars 1932, aux termes de laquelle « il était stipulé que l'entrepreneur et l'architecte bénéficieraient de plein droit et sans nécessité d'inscription, pour les travaux neufs sur terrains nus, d'un privilège garantissant le paiement des sommes à eux dues par les propriétaires. » (1)

(1) *L'Architecture* du 15 nov. 1933.

En ce qui concerne les travaux d'entretien ou de transformation, le législateur pourrait adopter, dans la réglementation légale, la solution suivante : l'architecte chargé de ces travaux établirait, pour avoir droit au privilège qui nous occupe, l'état préalable des lieux en présence du maître de l'ouvrage ou d'un de ses représentants. Cet état, signé par les deux parties, remplacerait avantageusement les formalités prévues par l'article 2.103 du Code civil.

Le droit d'auteur de l'architecte n'est pas discuté. Il a pour fondement la loi des 12 et 24 juillet 1793 complétée par celle du 11 mars 1902. Ce droit comporte pour l'architecte celui de signer son œuvre, d'y maintenir sa signature tant que cette œuvre dure en son état artistique essentiel (1), d'en vendre, d'en faire vendre ou d'en autoriser toute représentation et de poursuivre les plagiaires. Toutefois, le droit de l'architecte « ne peut faire échec à celui du propriétaire pouvant démolir, reconstruire, modifier, ou réparer son immeuble à sa guise » (2). La réglementation aura donc pour mission de confirmer le droit de propriété artistique que possède l'architecte et d'en préciser les limites à l'égard des droits du propriétaire.

(1) Tribunal de Cusset, 24 déc. 1930. (*L'Architecture* du 15 fév. 1932 et C. M. 1929-32, p. 229).

(2) Même jugement.

PLAN DE L'OUVRAGE

Il nous reste donc à résoudre les deux premiers groupes de problèmes que pose la réglementation légale de la profession d'architecte. Leur étude formera le cadre de notre ouvrage qui se divise comme suit :

LIVRE I^{er} : Définition de la Profession d'Architecte. - Ses corollaires.

LIVRE II^e : La responsabilité de l'Architecte.

Puis, en *Appendice*, nous donnerons un aperçu de la **Réglementation de la profession d'Architecte à l'Etranger.**

LIVRE PREMIER

La définition de la profession d'architecte et ses corollaires :

*les conditions d'exercice de cette
profession, les règles concernant
l'usage du titre d'architecte, l'in-
tervention obligatoire de ce dernier,
l'interdiction pour l'architecte d'ex-
ercer les fonctions d'entrepreneur*

Que la définition de la profession d'architecte figure en tête de la réglementation légale de cette profession, cela semble naturel. Mais cette évidence ne nous satisfait pas ; nous préférons démontrer la nécessité qu'il y a de faire figurer cette définition dans la loi qui nous occupe.

Quelle serait, tout d'abord, l'efficacité d'une réglementation qui interdirait d'usurper les fonctions de l'architecte sans prendre soin de les énumérer ? De plus, puisque c'est sur les attributions qu'elle comporte que se fondent les conditions d'exercice de cette profession et la responsabilité qu'elle fait encourir à qui la pratique, il est donc indispensable de les définir.

Mais, nous objectera-t-on peut-être, la définition de l'architecte existe déjà, le « Code Guadet » prend soin de l'énoncer. Il est donc inutile d'en rechercher une autre ! — Nous ne partageons pas cet avis. Examinons la définition qu'on nous propose. L'architecte, indique-t-elle, est « l'artiste qui compose les édifices, en détermine les proportions, les distributions, les décorations, les fait exécuter sous ses ordres et en règle la dépense » (1). Le rôle de l'archi-

(1) Lire le Code Guadet dans l'ouvrage de Louvet intitulé : *L'art d'architecture et la profession d'architecte*, Tome II, p. 10 et suivantes.

tekte n'est pas, croyons-nous, suffisamment précisé, étant donnée, surtout, la confusion qui existe entre ce rôle et celui de l'entrepreneur. Nous dirons même que cette définition contient le germe de cette confusion dont les architectes supportent, aujourd'hui, les conséquences désastreuses. En effet, quelle différence y a-t-il entre l'entrepreneur et l'architecte qui fait exécuter sous ses ordres la réalisation matérielle de son œuvre ? De même, l'expression « règle la dépense » ne nous paraît pas définir le rôle normal de l'architecte, qui consiste à vérifier les mémoires mais non à les régler, c'est-à-dire à en fixer définitivement le montant, en sorte que celui-ci s'impose au maître de l'ouvrage. Enfin cette définition est incomplète, car elle ne précise pas la nature juridique de la profession d'architecte ; or cette lacune est des plus fâcheuses pour ceux qui exercent cette carrière. Ce sont toutes ces raisons qui nous obligent à repousser la définition de l'architecte donnée par le Code Guadet et qui nous forcent à en établir une nouvelle.

Nous consacrerons donc les deux premiers titres de ce livre à la recherche des éléments professionnels et juridiques qui composent la définition de la profession d'architecte, puis, dans un troisième titre nous donnerons l'énoncé de cette définition et nous entreprendrons l'étude des corollaires qu'elle comporte, c'est-à-dire : les conditions d'exercice de cette profession, les règles concernant l'usage du titre d'architecte, l'intervention obligatoire de ce dernier, enfin l'interdiction pour l'architecte d'exercer les fonctions d'entrepreneur.

TITRE I^{er}

Le Rôle de l'Architecte

L'établissement du projet, la direction et la surveillance des travaux, la vérification des mémoires, telles sont les attributions que l'on reconnaît généralement à l'architecte. Sont-elles toutes justifiées ? Nous ne le pensons pas et espérons le démontrer dans l'étude qui va suivre.

Pour nous, la mission de l'architecte consiste à remplir auprès de son client le rôle de conseiller artistique et technique, à établir tous les documents nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage, à en suivre (non à en surveiller) l'exécution, enfin à en vérifier la dépense.

L'étude de chacune de ces attributions formera le cadre de notre premier titre et comportera autant de chapitres distincts.

CHAPITRE PREMIER

L'architecte, conseiller artistique et technique

De même que l'avocat est le conseiller juridique de son client, l'architecte doit être le conseiller artistique et technique de celui qui fait confiance à sa capacité et à son honnêteté. Ce rôle, qui s'impose à l'architecte pendant toute la durée de son intervention, constitue en quelque sorte une mission générale se superposant à la mission spéciale qui lui est confiée. Il apparaît particulièrement important au moment de l'élaboration du programme de la construction projetée, de la passation du marché entre l'entrepreneur et le maître de l'ouvrage et de la réception des travaux.

Celui qui fait construire, parfois insuffisamment familiarisé avec l'art et la science du bâtiment, peut élaborer, pour la réalisation de l'édifice qu'il désire, un programme dont l'exécution rendrait la construction impropre à l'usage qui lui est réservé.

Grâce à sa formation professionnelle, au contraire, l'architecte, auquel le maître de l'ouvrage a exposé ses desiderata, est apte à apprécier le programme que celui-ci lui soumet. Aussi doit-il, le cas échéant, faire à son client les remarques nécessaires, lui montrer les inconvénients de ce programme, lui indiquer ou rechercher avec lui une solution meil-

leure et l'amener, par ses conseils judicieux, à abandonner telle disposition défectueuse.

L'architecte doit défendre les intérêts de son client contre son client lui-même, car il n'a pas le droit de laisser ce dernier s'engager dans une affaire hasardeuse ou qui ne lui donnerait pas satisfaction, sans l'avertir des inconvénients qui en résultent.

Ces consultations peuvent aboutir à l'une des deux conclusions suivantes : ou le maître de l'ouvrage refuse de remédier aux défauts du programme et l'architecte doit se récuser afin de ne pas s'associer à une décision qui lui serait justement reprochée par la suite ; ou, le maître de l'ouvrage, reconnaissant le bien fondé des observations qui lui sont faites, autorise l'architecte à rechercher une solution meilleure et celui-ci doit mettre alors au service de son client son talent et sa science.

Lorsque le maître de l'ouvrage a accepté le projet « bon pour exécution », il n'en connaît que la dépense approximative indiquée par l'architecte. (1) Aussi, avant d'en poursuivre l'exécution, il fait remettre une expédition de ce projet (2) soit à un seul entrepreneur, soit à plusieurs, qu'il admet à une sorte d'adjudication, afin d'être fixé d'une façon certaine sur la dépense par des propositions forfaitaires, ou pour connaître les bases définitives d'évaluation de la dépense, par des propositions de séries de prix unitaires.

(1) N'étant pas l'exécutant, l'architecte n'a pas à établir le montant exact et définitif de la dépense occasionnée par le projet.

(2) Par projet, nous entendons non seulement les dessins, mais le devis descriptif et le cahier des charges.

Au reçu de ces propositions, le maître de l'ouvrage n'étant pas en mesure de les comparer, les communique à l'architecte. Celui-ci les examine avec soin et équité, s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires, provoque au besoin quelques éclaircissements de la part de certains entrepreneurs et peut même discuter avec eux l'établissement des prix. Puis, lorsqu'il est suffisamment documenté, l'architecte fait part à son client des résultats de son étude et lui indique la proposition la meilleure. Ainsi le maître de l'ouvrage peut choisir son entrepreneur en pleine connaissance de cause.

Lorsque ce choix est fait, ou que le maître de l'ouvrage a décidé de confier directement l'exécution de l'édifice à un entrepreneur unique, l'architecte intervient encore utilement pour conseiller son client lors de la rédaction des clauses du marché (délais d'exécution, prix, mode de paiement). Bien que n'étant pas partie à ce contrat, l'architecte, par l'exercice de sa profession, est plus qualifié que son client pour en discuter les termes et les préciser. Ses conseils sont donc, à ce moment encore, très précieux à celui qui fait construire.

Ces arguments, qui justifient l'intervention de l'architecte lors de l'élaboration du programme et de la rédaction du marché, expliquent également le rôle de conseiller artistique et technique qu'il doit tenir auprès de son client au moment de la réception des travaux.

Sa connaissance approfondie du projet, jointe à sa formation professionnelle, fait que l'architecte est beaucoup mieux qualifié que son client pour vérifier si l'édifice réalisé reproduit fidèlement le projet

établi. Les malfaçons apparentes de la construction peuvent, en effet, être invisibles pour le maître de l'ouvrage. Il appartient donc à l'architecte de les lui signaler.

Ainsi renseigné sur la valeur du travail de l'entrepreneur, celui qui a fait construire peut, si cela est nécessaire, exiger de ce dernier des rabais dans les prix, ou certaines rectifications, avant de consentir à recevoir l'ouvrage.

Etre le conseiller artistique et technique de son client, voilà le rôle général de l'architecte. Etudions à présent son développement successif.

CHAPITRE II

L'établissement du projet

Si l'architecte accepte d'établir un projet sur un programme déterminé, c'est qu'il le reconnaît conforme aux intérêts du maître de l'ouvrage et aux règles de l'art. Dès lors, il doit en respecter les données et en remplir toutes les conditions de la manière la plus satisfaisante possible. La phase de l'établissement des documents artistiques et techniques, nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage, commence. Elle comprend deux étapes: la recherche du « parti » et celle de sa mise au point définitive.

La recherche du « parti »

Les architectes désignent sous le nom de *parti* la solution la meilleure du problème posé par le programme.

Comment s'obtient le parti ? — Celui qui le cherche classe, tout d'abord, les données du programme selon leur importance et les groupe suivant leur destination et leur interdépendance. Ce premier travail exige, chez celui qui l'entreprend, la connaissance approfondie du programme, un esprit méthodique, un sens précis des réalités, un jugement sûr.

A ce classement succèdent les esquisses. Celles-ci ne sont tout d'abord que des plans de masses bien imprécis encore. C'est qu'en effet, de nombreux facteurs interviennent pour leur composition. La solution la meilleure, le « parti », est parfois difficile à découvrir. Ce programme contient peut-être des données qui se contrarient ou son adaptation au terrain choisi peut être rendue délicate soit par la forme de ce dernier, soit par sa situation, son orientation ou sa nature. Il se peut, également, que le maître de l'ouvrage ne consente qu'à une dépense restreinte.

Cela explique pourquoi l'auteur du projet oriente d'abord ses recherches dans des sens différents. La solution la meilleure est le plus souvent le fruit de tentatives nombreuses et de comparaisons entre différents arrangements. Elle ne s'obtient généralement qu'après de nombreuses éliminations successives. Or, si l'auteur du projet abandonne très vite certaines directives, son hésitation est grande lorsqu'il lui faut choisir entre deux solutions qui lui paraissent *a priori* également défendables. Aussi, pour se fixer, il est tenu de pousser plus avant ses recherches. Alors, les esquisses se précisent, elle font apparaître peu à peu les grandes lignes de l'ouvrage : sa disposition générale, ses proportions, sa forme, son carac-

tère, sa silhouette. Enfin, la supériorité d'une solution se manifeste, il ne reste plus qu'à en éprouver la valeur en déterminant certains détails jusqu'alors négligés et en s'assurant que toutes les données du programme sont respectées, ses conditions remplies. Le parti est trouvé, l'avant-projet établi.

Pour se livrer à ces recherches multiples, il faut posséder une imagination fertile, jamais à court d'invention. Ces éliminations nécessaires et le choix de la solution la meilleure supposent chez l'auteur du projet un esprit critique et tranchant, joint à un sens précis des réalités. Pour découvrir le parti, il est nécessaire, enfin, de pouvoir s'adapter au programme suffisamment pour vivre par avance sa réalisation.

Toutes ces qualités naturelles ne suffiraient pas cependant. La découverte du parti exige, en outre, des connaissances particulières telles que : le dessin, l'emploi et la résistance des matériaux, la législation du bâtiment, les lois de l'hygiène de l'habitation, etc. Bref, pour être capable de découvrir le parti qui s'impose et de l'exprimer convenablement, il est indispensable d'avoir reçu une formation spéciale.

Telles sont, brièvement décrites, les recherches que nécessite la découverte du « parti », ainsi que les qualités et connaissances indispensables pour entreprendre ce travail. Mais, qui peut le mener à bien ? Le peintre ? le sculpteur ? le décorateur ? l'ingénieur ? — Nous ne le croyons pas : l'architecture est art et technique à la fois. Seul l'architecte artiste-technicien tout ensemble est désigné pour cette mission. Ses qualités naturelles l'y préparent, mais surtout sa formation pré-professionnelle le rend apte

à la remplir avec succès. « Art et technique », n'est-ce pas la formule qui symbolise le cycle des longues études qu'il a faites avant d'exercer sa profession ! Il a reçu dans les écoles spéciales un entraînement comprenant en particulier l'étude des programmes les plus divers.

Aussi, nous concluons que cette première phase de l'établissement des documents artistiques et techniques nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage, c'est-à-dire la phase de la recherche du parti et de son expression, ne peut avoir qu'un seul acteur : l'architecte.

Celui-ci soumet au maître de l'ouvrage le résultat de ses recherches et lui explique les raisons qui l'ont amené à adopter telle ou telle disposition. Le client peut alors présenter quelques observations auxquelles l'architecte se soumet lorsqu'il les juge bien fondées et si elles ne sont pas contraires aux règles de l'art.

L'avant-projet terminé et approuvé par le maître de l'ouvrage, il reste encore à entreprendre :

La mise au point du projet

Bien que l'avant-projet donne au maître de l'ouvrage la possibilité de se rendre compte de ce que sera la construction prévue, il est insuffisant pour permettre d'entreprendre l'exécution des travaux. Celle-ci exige des documents très précis : dessins cotés et exécutés à une échelle suffisante pour pouvoir représenter tous les détails de construction, devis descriptifs complétant et précisant la documentation linéaire ; enfin, calculs de résistance déter-

minant la forme, la section, la composition des différents éléments qui forment la structure de l'édifice.

Comme nous l'établirons par la suite, l'entrepreneur n'est qu'un exécutant ; aussi appartient-il à l'architecte d'établir tous les documents artistiques et techniques nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage. Mais peut-il entreprendre seul ce travail ?

Le progrès, qui fait reculer l'empirisme, engendre les spécialités scientifiques les plus diverses. La technique de l'architecture n'a pas échappé à cette règle. C'est ce qui explique le nombre croissant des spécialités qui interviennent dans la construction : le béton armé, les diverses installations électriques, hydrauliques et acoustiques ; les procédés assurant l'étanchéité, l'assèchement, l'isolation, etc. En outre, chacune de ces spécialités, en se perfectionnant, devient plus complexe en sorte que, celui qui veut en connaître les détails, doit y consacrer toute son activité. Enfin chaque spécialité comporte des solutions diverses, qui font l'objet de nombreux brevets d'invention.

Est-il possible d'exiger que l'architecte connaisse jusque dans leurs détails d'application ces différentes spécialités ? — Nous ne le pensons pas.

Le temps nécessaire pour acquérir un tel savoir dépasserait de beaucoup la durée de la vie humaine et, comme le progrès marche sans cesse, l'architecte ne terminerait jamais ses études. Il ne pourrait donc exercer sa profession, si pour le faire il lui fallait connaître les moindres détails des spécialités intéressant la construction.

Il est impossible de soutenir raisonnablement que seul, l'architecte peut échapper à la grande loi naturelle de la division du travail, dont nous trouvons partout l'application. Plus une branche de l'activité humaine se perfectionne, plus elle se divise et chaque division se subdivise à son tour. Nous ne pouvons que nous soumettre à cette loi qui nous dépasse, contre laquelle, dès lors, il serait vain de lutter. Le progrès, qui fait disparaître certaines professions et qui en provoque de nouvelles, entraîne également l'évolution de certaines autres en les spécialisant de plus en plus.

Aussi, ne pouvant connaître tous les détails d'application des différentes spécialités qui intéressent le bâtiment, mais, devant d'autre part établir tous les documents nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage puisque l'entrepreneur n'est qu'un exécutant, l'architecte est obligé, pour la mise au point du projet, de s'entourer d'une pléiade de collaborateurs spécialisés.

Tous ne font pas partie de son agence. Celle-ci ne peut comprendre, en effet, les différents spécialistes dont la construction d'un édifice nécessite l'emploi. Aussi, l'architecte a-t-il parfois recours à des collaborateurs extérieurs connus sous le nom de « Bureaux d'Etudes ». (1)

(1) Quelques techniciens, spécialisés dans une branche intéressant la construction des édifices, mettent leurs agences au service des architectes pour la mise au point des particularités du projet qui concernent leur compétence. Ces agences spécialisées sont couramment désignées sous le nom de « Bureaux d'Etudes ».

Nés du progrès et de la spécialisation obligatoire qu'il

Mais alors, quel est le rôle de l'architecte vis-à-vis de ces collaborateurs spécialisés qui font, ou non, partie de son agence ?

Pour nous, l'architecte doit diriger et coordonner les travaux de tous ceux qui coopèrent à la mise au point définitive du projet, depuis le dessinateur jusqu'au technicien. Les études techniques, qu'il a faites dans les écoles d'architecture où il s'est formé, n'ont pas eu d'autre but que de lui permettre de remplir convenablement ce double rôle.

L'architecte précise tout d'abord à ses collaborateurs les principes directeurs qui les guideront dans leurs recherches. Puis il lui appartient de discuter, d'apprécier, d'accepter ou repousser les diverses solutions qui peuvent lui être soumises. D'autre part, lorsqu'une difficulté se présente, c'est à l'architecte de la résoudre. Cela suppose qu'il possède des connaissances techniques nombreuses. Sans doute, il ne peut prétendre rivaliser dans une spécialité quelconque avec celui qui s'y consacre entièrement, mais il est suffisamment instruit pour imposer sa volonté et diriger les efforts des spécialistes, qui collaborent avec lui à l'établissement des documents nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage.

L'architecte est semblable au chef d'orchestre qui, bien que ne sachant pas jouer de tous les ins-

entraîne, les Bureaux d'Etudes se développent avec lui. Il en existe actuellement dans toutes les spécialités qui concernent le bâtiment : le béton armé, le chauffage, l'éclairage, l'étanchéité, l'isolation, etc. Ils favorisent le progrès, non seulement par leurs recherches théoriques, mais encore en permettant l'application pratique des procédés nouveaux.

truments, connaît cependant ce qu'il est en droit d'en attendre.

Ayant conçu le projet, seul l'architecte est qualifié pour coordonner les efforts de ceux qui coopèrent à sa mise au point, chacun dans sa spécialité. Il est l'âme de cette ruche laborieuse qu'est son agence.

Il est apte à accepter ou à repousser la solution qu'un de ses collaborateurs lui propose, parce qu'il en aperçoit les répercussions sur les autres parties du projet.

Comment l'architecte pourrait-il assurer cette coordination, s'il n'était pas lui-même un technicien averti ?

Si nous repoussons la théorie utopique de l'architecte omniscient, nous n'admettons pas davantage la théorie poétique, qui prétend limiter son rôle à l'étude des avant-projets.

L'architecte « a à ses côtés l'ingénieur spécialiste et d'autres spécialistes qu'il consulte, qui lui fournissent les bases indispensables pour l'exécution de ses idées, mais jamais un architecte ne devrait s'abaisser à devenir un simple dessinateur de façades, parce qu'il doit garder l'influence prépondérante dans tout ce qui concerne la construction. » (1)

Mais, « l'architecte doit aborder son problème avec autant de conviction que d'humilité, car il se trouve placé à la tête d'un groupe important de collaborateurs, tous pénétrés du même désir d'obtenir le meilleur résultat. » (2)

(1) Rapport présenté par le professeur Siegfried Theiss au Congrès international des Architectes de Paris. — juillet 1937.

(2) Rapport présenté par M. Louis La Beaume, vice-président de l'Institut américain des Architectes, au Congrès international de Paris — juillet 1937.

La conclusion qui se dégage de ce chapitre est la suivante : l'établissement des documents nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage comprend deux phases. Dans la première, celle de la recherche du « parti » et de la confection de l'avant-projet, l'architecte seul intervient. Dans la seconde, il dirige et coordonne, comme auteur de l'ensemble de l'œuvre, les travaux de tous ceux qui collaborent avec lui à la mise au point définitive du projet.

CHAPITRE III

L'architecte pendant l'exécution des travaux

Lorsque le projet est définitivement établi et que le maître de l'ouvrage l'a approuvé, l'exécution des travaux peut être entreprise. Quel doit être alors le rôle de l'architecte ?

La réponse à cette question est particulièrement délicate, car elle suppose connue la solution du problème des relations entre l'architecte et l'entrepreneur.

L'architecte doit-il être entrepreneur ?

Les avis sont partagés. Certains, de beaucoup les moins nombreux, estiment que, dans l'intérêt du maître de l'ouvrage et dans celui de l'architecte, celui-ci doit être son propre entrepreneur.

Avec un tel système, le maître de l'ouvrage serait totalement déchargé des soucis de l'exécution de

l'édifice. Il n'aurait pas à s'inquiéter du choix de l'entrepreneur et ne courrait pas ainsi le risque de placer sa confiance en quelqu'un qui n'en serait pas digne. L'architecte se chargerait de tout : de l'établissement du projet comme de son exécution et devrait livrer l'édifice clefs en main, prêt à être immédiatement utilisé.

L'architecte, également, y trouverait son intérêt. En exécutant lui-même son œuvre, il en éviterait les erreurs d'interprétation et n'aurait plus à craindre, comme dans certains cas, la fraude de l'entrepreneur. Leur collaboration habituelle créerait entre l'architecte, ses contremaîtres et ouvriers, un esprit d'équipe, une méthode de travail, qui ne pourraient qu'être favorables à la bonne exécution de l'ouvrage.

Pour appuyer leur théorie, les partisans de « l'architecte-entrepreneur » invoquent la réglementation de la profession d'architecte adoptée par certains pays.

En Roumanie, « les architectes qui, à côté de leur profession, voudraient exercer aussi celle d'entrepreneur, pourraient le faire avec l'autorisation du Corps des Architectes. » (1) Certes, cette autorisation ne peut leur être accordée que pour un temps limité, mais, toutefois, elle peut l'être.

Bien mieux, en Allemagne, la première ordonnance de la Chambre impériale des Beaux-Arts, en

(1) Art. 37 du Règlement de la loi du Corps des Architectes du 30 nov. 1932. Cité par M. Constantin Ciogolăa dans son rapport déposé au XIV^e congrès international des Architectes réuni à Paris en juillet 1937.

date du 28 juillet 1936, (1) réglemente non seulement la profession libérale d'architecte, mais aussi celle d'architecte-entrepreneur.

Enfin, si dans les nombreux Etats où la profession d'architecte n'est pas réglementée, on laisse celui-ci adjoindre à son activité celle de l'entrepreneur, c'est que cela ne présente aucun inconvénient, autrement les Gouvernements seraient intervenus pour interdire cette pratique.

Tel n'est cependant pas l'avis de la quasi-unanimité des architectes. Ils soutiennent que l'exercice de cette profession est incompatible avec celui d'entrepreneur.

En France, le « Code Guadet », réglementation privée que se sont donnée à eux-mêmes les architectes, leur interdit d'exercer la profession d'entrepreneur, d'industriel ou de devenir « fournisseurs en matières premières ou objets employés dans la construction. » (2) — Or, le Code Guadet est à la base de toutes les grandes sociétés françaises d'architectes.

La Société Centrale d'Architecture de Belgique fait la même défense à ses membres. (3)

Tout récemment encore, lors de leur XIV^e Congrès international (4), les architectes ont, une fois de plus, affirmé l'incompatibilité de leurs fonctions

(1) Lire la traduction de cette réglementation dans la revue *La Construction Moderne* du 23 mai 1937.

(2) Lire dans *L'Art d'architecture* de Louvet, Tome II, p. 10 et suiv. — Le Code des devoirs professionnels de l'Architecte, Code Guadet.

(3) Art. 2 du Manifeste : *Les devoirs professionnels de l'Architecte* qui fut adopté à l'unanimité par la Société Centrale d'Architecture de Belgique le 10 oct. 1933.

(4) Paris, juillet 1937.

avec celles de l'entrepreneur. C'est, à notre avis, la solution qui s'impose. En effet, « l'entrepreneur dirige une entreprise en commerçant, il doit, par conséquent, chercher à ce que ses opérations soient avantageuses du point de vue financier et qu'elles rapportent un bénéfice... La principale préoccupation d'un entrepreneur est donc le succès commercial de son entreprise. » (1) — D'autre part, nous savons que l'architecte doit être le conseiller artistique et technique de son client dont il est dans l'obligation de défendre les intérêts. L'impossibilité de concilier ces rôles est évidente. La profession d'architecte est donc incompatible avec celle d'entrepreneur.

Si on permettait aux architectes de devenir les concurrents des entrepreneurs, on les dresserait contre ces derniers. Il en résulterait d'abord entre eux une lutte sans merci préjudiciable non seulement à l'art, mais encore à tous ceux qui feraient construire. Pour obtenir une affaire, l'architecte et l'entrepreneur n'hésiteraient pas à faire au maître de l'ouvrage les offres les plus alléchantes dont souffrirait certainement la qualité de la construction. Finalement, celui qui se serait laissé prendre à ces propositions trompeuses en supporterait les conséquences. Le principal, et même l'unique but de la lutte serait le point de vue financier, ainsi l'architecte-entrepreneur se transformerait rapidement en un véritable agent d'affaires.

Puis, faute de combattants, la lutte cesserait. L'architecte ne faisant pas l'entreprise et l'entre-

(1) Rapport présenté par M. J.-H. Martham au XIV^e Congrès international des Architectes.

preneur n'exerçant pas les fonctions d'architecte ne pourraient résister longtemps à l'architecte-entrepreneur-agent d'affaires et disparaîtraient peu à peu. Comment les intérêts de ceux qui feraient bâtir dans de telles conditions seraient-ils défendus ?

Voilà quelles seraient les conséquences fâcheuses de l'adoption de la théorie de l'architecte-entrepreneur et pourquoi nous ne pouvons admettre cette dernière. D'ailleurs, l'exercice de la profession d'entrepreneur suppose, entre autres qualités, l'aptitude au commerce. Or, il semble, qu'à quelques rares exceptions près, l'architecte ne possède généralement pas cette disposition naturelle.

La profession d'architecte est donc incompatible avec celle d'entrepreneur. Aussi convient-il de mettre fin à la confusion qui règne actuellement entre ces deux professions. Or, pour remédier au mal, il faut en tarir les sources. C'est ce que nous essaierons de réaliser.

Les causes de confusion entre les attributions de l'architecte et celles de l'entrepreneur. Leurs remèdes

Leur commune origine, telle est la première source de confusion entre la profession d'architecte et celle d'entrepreneur.

Au Moyen-Age, la construction des édifices était réalisée par des corps de métiers autonomes. Par suite, pendant l'exécution des travaux, les différents

maîtres : maçon (1), charpentier, huissier, couvreur (2), etc. étaient indépendants les uns des autres et liés par un contrat personnel avec celui qui faisait construire. La liaison entre eux était assurée par un représentant du propriétaire qui, à ce titre, avait droit de les commander et que l'on désignait pour cette raison sous le nom de « maître de l'œuvre. » (3)

Cependant, tout en gardant leur autonomie, les maîtres des différents corps de métiers intéressés à la construction, accordaient au maître maçon, avec lequel ils étaient en rapport constant pendant l'exécution de l'édifice, la direction effective des travaux. (4) Le maître maçon devenait alors, lui aussi le maître de l'œuvre. (5)

(1) « Les corporations de maçons n'étaient pas astreintes comme d'autres à la résidence dans une localité : ils se transportaient d'un chantier à un autre ; cependant, la plupart du temps, ils restaient et se recrutaient dans les limites d'une province, comme le prouvent les manières ou écoles d'architecture romaine et gothique spéciales aux diverses régions de la France, et la longue persistance de leurs traditions. » *La Grande Encyclopédie*, à l'article : « Maître d'œuvre », de C. Enlart.)

(2) Dans *Le Livre des Métiers*, E. Boileau indique la réglementation de ces divers métiers.

(3) Le représentant du propriétaire — bien que complètement étranger à la pratique des arts, — était l'ordonnateur des travaux, « s'occupant de fixer des programmes et d'en assurer l'exécution et le paiement. » *La Grande Encyclopédie*, à l'article « Maître d'œuvre », de C. Enlart.)

(4) Minvielle : *Histoire et condition juridique de la profession d'Architecte*, p. 37.

(5) Ainsi, l'expression « maître de l'œuvre » désigne aussi bien l'ordonnateur des travaux que le maître-maçon. Toutefois, « dans les abbayes construites par les moines eux-mêmes, un seul personnage devait toujours être maître de l'œuvre dans les deux acceptions. *La Grande Encyclopédie*, art. « Maître d'œuvre », de C. Enlart.)

Simple ouvrier, initié sur les chantiers à la technique de l'art (1), et parvenu par son talent jusqu'au plus haut grade de son métier, le maître maçon ne cesse pas, pour cela, d'être un travailleur manuel. Il en mène l'existence et habite avec ses subalternes dans la « loge » construite à cet effet près du chantier. Ses attributions ne nous sont connues qu'à partir du XIII^e siècle. C'est lui qui établit les plans et devis, qui choisit les matériaux, commande aux ouvriers et se réserve sur le chantier les tâches les plus délicates, en particulier le tracé de l'appareil des pierres. Jusque vers la fin du XV^e siècle, il ne fournit pas les ouvriers ni les matériaux. Cette charge incombe au propriétaire. (2) Rémunéré en argent et en nature, il reçoit, en outre, des cadeaux, et jouit d'une grande considération. (3)

Bien que paraissant solidement établi, l'édifice social du Moyen-Age se lézarde peu à peu. Au XIV^e siècle, sous l'influence italienne, deux professions alors disparues, et extra-corporatives, réapparaissent : celle d'architecte (4) et celle d'entrepreneur.

(1) C. Enlart, même article.

(2) Minvielle, *op. cit* p. 38-39. — Et l'art. « Bâtiment » dans *La Grande Encyclopédie*

(3) Minvielle, *op. cit* p. 50.

(4) Au Moyen-Age, non seulement la profession d'architecte n'existait plus, mais « le mot même d'Architecte avait disparu... Ce n'est que dans la première moitié du XIV^e siècle que nous voyons employer les mots : architector et architecteur, ce dernier appliqué en 1541 par le roi François I^{er} « à son cher et bien aimé Bastiannet Serlio, peintre et architecteur ». Enfin... c'est en 1549 que l'on « trouve écrit pour la première fois le titre d'Architecte dans son vrai sens » (*La Grande Encyclopédie*, à l'article : « Architecte »)

Issu généralement de la bourgeoisie, c'est après de fortes études théoriques (1), à la fois techniques et littéraires, que l'architecte aborde l'exercice de sa profession. L'établissement du projet ainsi que la direction des travaux lui incombent. Il commande aux maîtres des différents corps de métiers du bâtiment (2). Il est le « maître de l'œuvre », mais il se défend d'être un entrepreneur. « Il fault, écrit Philibert Delorme (3), que l'architecte... ne manie jamais autre argent que le sien et ne soit comptable à personne du monde... Fault d'avantage qu'il ne prenne jamais présents, ne chose que ce soit des ouvriers, afin qu'il aye liberté de les tenses et reprendre quand ils font faulte, et les chasser de l'œuvre s'il est besoing... Il sera aussi très bon qu'il n'ordonne point les deniers, s'il est possible, et ne face les marchez des œuvres. Toutefois, je suis bien d'avis qu'il en die son opinion fidèlement et encores qu'il ayde à ceux qui sont commis pour faire les marchez. » (4)

Malheureusement, à cette époque, l'architecte ainsi défini était extrêmement rare. Les architectes s'adjoignaient volontiers les attributions de l'entrepreneur. Mais, inversement, celui-ci, comme les maîtres-maçons et même certains amateurs d'art usurpaient bien souvent le titre et les fonctions

(1) L'architecte du XVI^e n'est pas, comme le maître-maçon, un simple ouvrier formé par des études pratiques.

(2) Les corporations existent toujours et c'est en dehors d'elles que l'architecte exerce.

(3) Architecte français du XVI^e siècle. Œuvres principales : les Tuileries et le château d'Anet.

(4) Rapporté par Minvielle, ouvrage cité, p. 56.

d'architecte alors très à la mode. Ainsi, dès leur réapparition, la confusion existe entre l'architecte et l'entrepreneur. (1)

Cependant, la profession d'architecte ne cesse de s'affirmer. Au XVII^e siècle, elle est officiellement reconnue. Colbert fonde en 1671 « l'Académie royale d'architecture ». Mais, certains membres de cette Académie, tel Mansard (2), n'hésitent pas à exercer également la profession d'entrepreneur et nombreux sont les architectes qui suivent ces exemples qui leur viennent de si haut. De leur côté, certains maîtres-maçons, entrepreneurs et « autres gens se mêlent des bâtiments » ne se contentent plus d'usurper le simple titre d'architecte, ils se parent, sans aucun droit, de celui plus prestigieux encore d'« Architecte du Roi ». Mais l'Académie d'Architecture proteste, ses doléances parviennent au roi qui, le 7 mars 1676, rend en son Conseil un arrêt interdisant cette nouvelle et audacieuse usurpation. (3)

Cependant, si cette défense protège le port du titre d'« Architecte du Roi », elle n'empêche ni les

(1) D'après Ed. Lance, Pierre Chambiges, François Petit, Isaïe Fournier, Guillaume Marchaut, Pierre Gillain et Robert Marquet, travaillaient comme architectes-entrepreneurs à la grande galerie du Louvre. (*La Grande Encyclopédie*, à l'article : « Architecte ».)

(2) Salomon de Brosse, architecte du Palais de Luxembourg, était lui aussi entrepreneur ; son fils, Paul de Brosse, imita son exemple (Minvielle, *op cit*, p. 62).

(3) Arrêt du Conseil portant défense de prendre la qualité d'architecte du Roi, sinon à ceux que Sa Majesté a choisis pour composer son Académie d'Architecture :

Saint-Germain-en-Laye, 7 Mars 1676

Sur ce qui a été représenté au Roi, en son Conseil, que plusieurs maîtres maçons, entrepreneurs et autres

entrepreneurs, ni les maîtres-maçons ou autres gens de prendre en toute liberté le titre d'architecte et d'en exercer les fonctions. Au XVIII^e siècle, cette licence s'étend de plus en plus, surtout après la loi Le Chapelier en 1791. Aussi, on peut affirmer qu'à cette époque « la confusion règne tant dans les expressions que dans les faits et que, le plus souvent, le mot architecte ne désigne qu'un entrepreneur. » (1)

Au XIX^e siècle, la situation change. Grâce au progrès de la technique du bâtiment, la profession d'architecte prend beaucoup d'extension. La complexité sans cesse croissante des procédés de construction rend de plus en plus difficile à remplir le double rôle d'entrepreneur-architecte. Entre les deux, il faut choisir. Bientôt, les architectes deviennent des personnages indispensables, aussi leur nombre s'ac-

gens se mêlant des bâtiments, osent, sans aucun droit, prendre la qualité d'architecte, même d'architecte du Roi, pour se mettre plus en crédit et, sous ce titre, donner des dessins et bâtir toutes sortes d'édifices, tant publics que particuliers, lesquels, pour la plupart, se trouvent très défectueux par l'insuffisance desdits maçons et entrepreneurs, et comme il est très important d'empêcher le cours d'une licence si désavantageuse aux intérêts du public et si contraire aux intentions que sa Majesté a de relever et faire fleurir les arts, particulièrement celui de l'architecture,

Sa Majesté, étant en son Conseil, a fait très expresse défense à tous les entrepreneurs, maîtres-maçons et autres gens se mêlant des bâtiments, de prendre la qualité d'architecte du Roi, sinon à ceux que Sa Majesté a choisis pour composer son Académie d'architecture auxquels Elle a donné des lettres ou brevets à cet effet, à peine de mille livres d'amende payable par corps.

Enjoint Sa Majesté au sieur de La Reynie, lieutenant général de la Police à Paris, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(Ont signé) : d'Aligre, Poncet, Villeroy, Pussort, Colbert

(Rapporté par L. Aucoc dans son ouvrage : *L'Institut de France*).

Minvielle, *op. cit.*, p. 73.

croît à Paris comme en province. Pour défendre leurs intérêts avec plus de force, ils se groupent. En 1840, ils fondent la « Société Centrale » puis d'autres sociétés. Pour affirmer la distinction de leur profession d'avec celle d'entrepreneur, ils s'interdisent de s'adjoindre cette dernière et obligent ceux qui désirent entrer dans leurs groupements professionnels, à prendre l'engagement préalable de se conformer à cette interdiction en adhérant au « Code Guadet » (1).

Malheureusement, ce Code, véritable réglementation que les architectes se sont donnée à eux-mêmes, se révèle actuellement insuffisant pour protéger leur profession qui se trouve, de nouveau, gravement menacée. Aussi, attendent-ils avec impatience la réglementation légale, qui doit assurer la protection de leur titre et de leur activité professionnelle.

Ainsi, la confusion qui règne entre la profession d'architecte et celle d'entrepreneur a pour cause première leur commune origine : le maître de l'œuvre. Le remède ? Les intéressés eux-mêmes nous l'indiquent : il est nécessaire qu'une loi protège le titre d'architecte, le réserve à la profession qu'il désigne et prononce l'incompatibilité de cette dernière avec celle d'entrepreneur.

Seconde cause de confusion entre la profession d'architecte et celle d'entrepreneur : les articles 1.792. 1.793 et 2.270 du Code Civil.

A lire ces textes, on pourrait croire qu'il n'existe aucune différence entre l'architecte et l'entrepreneur :

(1) Décision adoptée à l'unanimité par les architectes réunis en Congrès à Bordeaux en 1895.

leur responsabilité porte sur les mêmes faits, se prescrit par le même temps (1), l'un et l'autre peuvent se charger « de la construction à forfait d'un bâtiment d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol » (2). Ainsi, d'après ces articles, les attributions de l'architecte et celles de l'entrepreneur seraient semblables, d'où la confusion qui règne sur elles.

Nous reconnaissons, en effet, que le Code civil confond l'architecte avec l'entrepreneur, mais quel est l'architecte dont les rédacteurs du code ont édicté la responsabilité ?

Lorsque le projet de la commission du Gouvernement relatif à la rédaction des articles qui devaient former le Titre XIII (3) du Code civil, lui fut soumis, le Conseil d'Etat en confia l'examen à l'une de ses sections. Celle-ci lui proposa pour l'article 1.792 (4) le texte suivant : « Si l'édifice donné à prix fait périt en tout ou en partie par le vice du sol, l'architecte en est responsable pendant le temps réglé au titre des prescriptions ». (5)

Lors de la discussion de cet article devant le Conseil d'Etat, Béranger fait remarquer qu'il serait bon de rendre également l'architecte responsable des vices de construction et Treilhard lui répond « que cette disposition est, en effet, nécessaire, et que ce n'est que par omission qu'elle n'a pas été exprimée. » (6) Par contre, le texte ne mentionne pas

(1) Dix ans.

(2) Art. 1.793, C. Civ.

(3) Ce titre a pour objet : *Le louage*. Sa section III est consacrée aux « devis et marchés ».

(4) Art. 115 du projet du Conseil d'Etat.

(5) Fenet. *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Tome 14.

(6) Fenet. *op. cit.*

l'entrepreneur et aucun membre du Conseil ne relève cette lacune.

Cet étrange silence nous permettrait déjà d'émettre l'hypothèse que le mot « architecte » sert également à désigner l'entrepreneur et que si les Conseillers d'Etat n'ont pas jugé utile de mentionner les deux termes, c'est que, selon eux, ils étaient synonymes. Rien d'étonnant à cela puisque nous savons qu'à cette époque, l'entrepreneur usurpait fréquemment le titre et les fonctions d'architecte et que, de son côté, ce dernier s'adjoignait le plus souvent les attributions de l'entrepreneur.

Après l'avoir discuté en entier, le Conseil d'Etat renvoya le Titre III à la section qui l'avait examiné pour en établir une rédaction nouvelle. Celle-ci fut officiellement soumise à la section de législation du Tribunat qui proposa pour le texte de l'article 1.792 les modifications suivantes : « Si l'édifice donné à prix fait... dire : l'édifice construit à prix fait. L'expression est plus exacte.— Même article: l'architecte, ajouter et entrepreneur. En certains lieux, le mot architecte est à peine connu, on se sert habituellement du mot entrepreneur. » (1)

Ainsi, l'hypothèse que nous émettions à l'instant devient une réalité. Architecte et entrepreneur sont bien des termes indifféremment employés l'un pour l'autre et l'architecte dont il s'agit dans ce texte est l'architecte-entrepreneur.

Le Conseil d'Etat, se conformant à l'observation officieuse du Tribunat, adopte pour l'article 1.792, le texte suivant : « Si l'édifice construit à prix fait

(1) Fenet. *op. cit.*, Tome 14.

périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architecte et entrepreneur en sont responsables pendant 10 ans. » (1)

Voici en quels termes le tribun Mouricault, rapporteur du projet du Conseil d'Etat, commente l'article 1.792 futur devant l'assemblée générale du Tribunat : « Il est une disposition particulière à signaler ici. S'il s'agit de la construction d'un édifice et qu'il vienne à périr, soit par le vice de la construction, soit même par le vice du sol, l'entrepreneur en est responsable : c'était à lui à savoir sa profession et, par conséquent, non seulement à faire une bonne et solide construction, mais encore à savoir si le sol, qu'on lui donnait pour y bâtir, était propre à recevoir l'édifice et à résister. Au surplus, cette responsabilité de l'entrepreneur ne dure que dix ans après le travail fait, vérifié et payé. » (2)

Pas une fois le rapporteur n'emploie le mot « architecte », par contre, il attribue à l'entrepreneur les fonctions que le Conseil d'Etat imputait à l'architecte. Voilà bien encore la preuve irréfutable de la confusion de ces deux professions, mais voilà démontré également que, dans la pensée des rédacteurs du Code, le mot architecte désigne l'architecte-entrepreneur, mieux : le constructeur.

Le texte élaboré par le Conseil d'Etat ne fut pas modifié par le Tribunat et, voté avec l'ensemble du Titre III par le Corps législatif, il est devenu l'article 1.792 de notre Code Civil.

Ainsi, les rédacteurs du Code n'ont édicté de

(1) Fenet. *op. cit.*, Tome 14.

(2) Fenet *op. cit.*

règles que pour le constructeur. Malheureusement l'assimilation voulue par eux de l'architecte-entrepreneur avec l'entrepreneur-architecte, entraîne la confusion que commettent les tribunaux en appliquant à l'architecte-artiste-technicien, mais non entrepreneur, les articles 1.792, 1.793 et 2.270 du Code qui ne le concernent point. De même, le grand public, qui s'intéresse aux questions juridiques, peut, par la lecture de ces articles, être amené à confondre les attributions de l'architecte non entrepreneur avec celles de ce dernier. Il est donc nécessaire que le législateur intervienne au plus tôt pour abroger les articles que nous venons de citer et les remplacer par d'autres mieux appropriés aux attributions que nous reconnaitrons à l'architecte actuel dont nous cherchons à déterminer le rôle.

A ces sources historiques et juridiques de confusion entre l'architecte et l'entrepreneur, s'ajoutent deux causes, professionnelles : le fondement des honoraires de l'architecte et le fait, pour ce dernier, de s'adjoindre parfois les fonctions d'entrepreneur.

Les honoraires de l'architecte (1) sont principalement basés sur le montant de la dépense occasionnée par l'exécution matérielle de l'ouvrage, or le bénéfice commercial réalisé par l'entrepreneur est également fonction de cette dépense. Cette similitude regrettable doit cesser.

(1) Nous n'envisageons pas ici les honoraires auxquels l'architecte a droit pour prix de ses consultations ou de ses expertises.

Tout d'abord, considérer comme principal facteur de ses honoraires : le coût de la main-d'œuvre ouvrière, celui des matériaux et de leurs transports, etc., c'est assimiler l'architecte à un véritable entrepreneur et faire naître entre eux une cause de confusion.

En outre, il n'est pas équitable de faire dépendre en grande partie la rémunération de l'architecte des propositions de l'entrepreneur. Sans travail et pour s'en procurer, celui-ci consentira d'importants rabais sur les prix en vigueur et, dans ce cas, l'architecte ne percevra pas la rémunération sur laquelle il pouvait raisonnablement compter. Par contre, il recevra des honoraires plus élevés que ceux qu'il s'attendait normalement à toucher lorsque, malgré ses avis, le maître de l'ouvrage confie, pour une raison quelconque (1), l'exécution des travaux à l'entrepreneur dont l'offre est basée sur des prix supérieurs à ceux généralement admis. Or, l'exigence de l'entrepreneur ou les rabais qu'il consent, n'influent pas sur le travail de l'architecte. D'où ce paradoxe: l'architecte reçoit pour prix de ses services une rémunération basée principalement sur un facteur indépendant du travail qu'il fournit.

L'idéal serait évidemment que les honoraires de l'architecte fussent fonction du service rendu et de son travail. Mais, sur quel critérium fonder la valeur de ces deux facteurs ? Nous n'en connaissons pas d'acceptable(2). Le problème que soulève la recherche

(1) Le plus souvent des délais de paiement avantageux.

(2) D'après le « récent décret du Comité central du Parti » Communiste réglementant la situation des architectes » en U. R. S. S., le principe de la nouvelle rémunération

du fondement des honoraires de l'architecte est donc particulièrement difficile à résoudre. Il comporte, selon nous, deux solutions complètement opposées.

La première, s'inspirant de l'exemple de certaines autres professions libérales, accorde à l'architecte le droit de fixer lui-même le prix de son travail et la valeur du service qu'il a rendu. En cas de contestation sur le montant de ces honoraires, ceux-ci seraient déterminés par le Conseil Régional du Corps National des Architectes. (1)

La seconde fonde la rémunération de l'architecte sur le montant approximatif de la dépense qu'il doit indiquer à son client avant que ce dernier accepte le projet (2) et le fasse exécuter. Le montant de cette dépense est nécessairement établi avec soin, car l'architecte qui en exagérerait volontairement l'importance risquerait de voir son projet refusé et, s'il sous-estimait le coût de la construction, ce serait à son préjudice, il manquerait à gagner. Ainsi ce

» des architectes est basé sur l'indépendance de cette
» rémunération du prix du bâtiment.

« Le travail de l'architecte et de ses collaborateurs sera
» rémunéré en proportion du travail effectif fourni par
» chaque travailleur, évalué à la tâche, d'après un barème
» composé de 25 prix unitaires (tant pour un centimètre
» carré de croquis, tant pour un centimètre carré de calque,
» tant pour une page du devis etc...) »

(Extrait de la traduction de ce décret donnée dans *La Construction Moderne* du 20 juin 1937).

Pour nous, une pareille base de rémunération est inadmissible.

(1) Nous envisageons, en effet, la création de ce corps dans la Réglementation légale de la profession d'architecte.

(2) Voir chap. I^{er} : « L'Architecte conseiller artistique et technique du maître de l'ouvrage ».

fondement serait obligatoirement équitable. Il comporterait cependant un complément nécessaire.

Les difficultés que l'architecte doit vaincre pour mener à bien sa mission varient avec la nature de l'ouvrage. Il serait donc indispensable de classer les différents édifices par catégories, allant de la construction agricole ou industrielle la plus simple (telle celle de silos) jusqu'à la construction la plus artistique comme celle d'un théâtre ou d'un musée (1). Le taux de ses honoraires variant avec chacune de ces catégories, l'architecte recevrait ainsi une rémunération proportionnelle à ses efforts.

Peut-être serait-il bon de prévoir à l'intérieur de chacune de ces catégories d'édifices des taux d'honoraires différents suivant l'importance du programme. La construction d'une petite école de campagne et celle d'un lycée dans une grande ville, bien que appartenant toutes les deux à la catégorie : bâtiments scolaires, n'exigent pas cependant le même travail de la part de l'architecte.

Telles sont les deux solutions que nous proposons. La première est plus souple, l'architecte fixe arbitrairement le montant de sa rémunération ; dans la seconde, le taux de ses honoraires lui est imposé. L'une comme l'autre offrent également l'avantage de

(1) La nouvelle réglementation des architectes en U. R. S. S. prévoit également la variation du taux de leurs honoraires suivant la classification suivante des ouvrages : Immeubles de rapport (Taux le plus faible) ; Ecoles et internats ; Ecoles supérieures et laboratoires ; Hôpitaux ; Usines ; Immeubles administratifs, commerciaux et Hôtels ; Cercles, Cinémas et Clubs, Théâtres et Musées. (*La Construction moderne*, 20 juin 1937, « La situation des architectes en U. R. S. S. »).

rendre entièrement indépendante des prix faits par l'entrepreneur la rémunération de l'architecte. Celui-ci devient ainsi vraiment autonome.

Ajoutons, que certains architectes n'hésitent pas à s'adjoindre les fonctions d'entrepreneur. C'est la seconde cause « professionnelle » de confusion entre ces deux professions. Nous n'y insisterons pas, car nous avons déjà indiqué (1) que la réglementation légale de la profession d'architecte devait interdire cette pratique fâcheuse. Inversement, une loi spéciale devra intervenir pour empêcher l'entrepreneur d'usurper les fonctions et le titre d'architecte.

Enfin, dernières causes de confusion entre l'architecte et l'entrepreneur : la technique de plus en plus complexe et le style international des constructions.

L'architecture, avons-nous dit, est à la fois art et technique, mais sa perfection exige l'équilibre entre ses deux facteurs. Or, au début du XX^e siècle, cet équilibre n'existe pas, la technique du bâtiment semble se développer au détriment de l'art. Peu à peu, le rôle de l'architecte perd de son importance en même temps que grandit celui de l'ingénieur. Cette profession connaît alors une vogue sans cesse croissante. Le nombre des candidats aux Grandes Ecoles scientifiques est de plus en plus considérable et, celles-ci ne recevant qu'un nombre limité d'élèves, d'autres centres d'études techniques se créent, qui délivrent également des diplômes d'ingénieur. Nombreux sont ceux qui usurpent ce titre, même celui

(1) Voir dans ce même chapitre, page 49.

d'ingénieur diplômé. Aussi, pour sauver le prestige de ce titre, (1) le législateur dut intervenir, ce fut la loi du 10 juillet 1934.

Parallèlement à ce développement considérable de la technique du bâtiment, le style architectural français disparaît et fait place à un style international dont la vogue est énorme. Mais, « sous prétexte de simplicité, de logique, on fait pauvre et indigent. Plus de personnalité. Une formule bonne sous toutes les latitudes, sous tous les climats, dans tous les pays devant tous les paysages... Plus de courbe, plus de mouvement, le mur tout nu, la rigidité, la sécheresse, la pauvreté sont seules à l'ordre du jour et toutes les maisons sont semblables, deux gouttes d'eau à côté l'une de l'autre... » (2)

Or, cette nudité, cette similitude des édifices, faisant de l'étude des projets d'architecture une étude surtout technique, devaient fatalement amener la substitution des ingénieurs aux architectes. Parmi ces ingénieurs, les uns sont entrepreneurs, les autres travaillent pour le compte de grosses entreprises. Dès lors, l'entrepreneur qui, au XIX^e siècle, avait dû s'incliner devant l'architecte-artiste-technicien, est redevenu capable d'en assurer les fonctions. Ainsi

(1) Le « projet de loi relatif aux conditions de délivrance et à l'usage du titre d'Ingénieur diplômé », dû à l'initiative de M. Pomaret, alors sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement Technique, fut déposé par le Gouvernement sur le Bureau de la Chambre le 16 juin 1931. Il fut voté par la Chambre, le 10 avril 1933 et par le Sénat, le 9 mars 1934.

(2) Communication faite à la salle des Savantes, le 14 janvier 1932, par M. Paul Lebreton, architecte. *L'Architecture* du 15 février 1932).

la confusion, qui au siècle dernier commençait à disparaître, règne actuellement encore sur les attributions respectives de ces deux professions.

Le remède ? — L'architecte français doit prouver qu'il existe et justifier la nécessité de son activité professionnelle en repoussant cette architecture sans patrie, surtout technique, et en cherchant à en créer une autre, nationale celle-là (1), également artistique et technique.

C'est à cela que les architectes français consacrent actuellement leurs efforts, suivant ainsi les conseils et les leçons de nos maîtres de l'architecture contemporaine. (2).

Nous associant aux vœux émis par le XIV^e Congrès international des Architectes, tenu à Paris du 19 au 24 juillet 1937, nous souhaitons également « que les missions respectives de l'architecte et de « l'entrepreneur soient nettement définies par les

(1) Pour nous, l'architecture doit exprimer non seulement le caractère de son époque, mais celui de sa nation, plus encore, de sa région.

(2) Allons, les jeunes ! écrivait récemment l'un d'eux, réagissez furieusement à la recherche du nouveau, sans bannir le prestigieux passé. Tenez haut et ferme le flambeau de notre beau pays, la France, en continuant la tradition de s'adapter au progrès sous toutes ses formes. Ne galvaudez pas le splendide patrimoine architectural que nous ont légué nos pères... Pas de pastiches. Pas de négligence. Pas d'insuffisance. Pas de pauvreté. Pas de formules écrites à l'avance. A la base : le grand bon sens, cette qualité éminemment française. En un mot, construisons français ».

(Communication faite à la salle des Sociétés Savantes, par M. Paul Lebreton, architecte, le 14 janvier 1932. *L'Architecture* du 15 février 1932).

« organisations professionnelles et confirmées, si « possible, par des dispositions réglementaires. » (1)

Mais quelles sont ces missions et, en particulier, en quoi consiste le rôle de l'Architecte pendant l'exécution des travaux ?

Les attributions de l'Architecte

Puisque l'architecte et l'entrepreneur exercent deux professions distinctes et incompatibles, cette distinction et cette incompatibilité doivent se refléter dans leurs attributions.

Esquissions au préalable celles de l'entrepreneur. Sa mission ? — L'exécution de l'ouvrage, c'est-à-dire la traduction matérielle du projet. L'entrepreneur doit donc se conformer strictement à tous les documents (dessins, devis descriptif, calculs, cahier des charges) établis par l'architecte (2), soumettre à celui-ci la résolution des difficultés imprévues, solliciter de lui toutes les précisions désirables, enfin exécuter les travaux avec le plus grand soin comme aussi la plus grande honnêteté. L'entrepreneur est un commerçant spécialisé dans l'exécution matérielle des édifices.

Est-ce à dire que l'architecte, artiste-technicien non commerçant et non exécutant, puisse se désin-

(1) *L'Architecture*, 15 septembre 1937.

(2) Nous avons indiqué que l'architecte devait établir tous les documents artistiques et techniques nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage.

téresser de l'exécution des travaux ? Loin de là ! Sa présence sur les chantiers est également nécessaire.

L'architecte doit s'intéresser à la réalisation de son œuvre ⁽¹⁾ (ou de celle dont on l'a chargé de suivre l'exécution), pour en contrôler le bien-fondé et pour remédier, alors qu'il en est temps encore, aux vices de conception du projet qui auraient pu lui échapper jusque là.

Etant l'auteur (ou le représentant de l'auteur) du projet, il appartient à l'architecte de fixer la marche à suivre des travaux, de provoquer en temps voulu l'intervention de chaque entrepreneur et de coordonner les efforts de ceux qui, chacun dans sa spécialité, coopèrent à la réalisation matérielle de son œuvre.

Comment l'architecte pourrait-il vérifier les mémoires, s'il ne prenait en temps voulu les attachements nécessaires et les notes qui lui seront indispensables pour estimer le travail fait ? Certaines parties de l'ouvrage, la profondeur des fouilles, par exemple, sont impossibles à vérifier après l'achèvement complet des travaux.

Enfin, l'architecte doit se rendre sur le chantier lorsqu'une réponse sur place est nécessaire aux renseignements que les entrepreneurs lui demandent, ou pour résoudre certaines difficultés imprévues que ceux-ci lui signalent.

Telles sont, croyons-nous, les attributions distinctes de l'architecte et de l'entrepreneur. Cepen-

(1) Nous ne pensons pas qu'il puisse exister un architecte qui accepterait de se priver du plaisir de voir son œuvre sortir de terre et s'élever progressivement.

dant, une autre question se pose : l'architecte doit-il surveiller le travail de l'entrepreneur ? — Nous ne le pensons pas.

Transformer l'architecte, artiste-technicien-non exécutant, en surveillant général de chantiers, c'est en faire un super-contremaître, un exécutant ; c'est l'assimiler à l'entrepreneur qu'il ne peut être et créer entre ces deux professions une source de confusion que nous ne pouvons que repousser.

Le fait que l'architecte et l'entrepreneur pratiquent deux professions qui se complètent ne justifie nullement la surveillance exercée par le premier sur le travail du second. Chacun d'eux doit être digne et suffisamment capable de remplir convenablement les fonctions que comporte son métier. L'avocat contrôle-t-il l'avoué ? Le médecin est-il chargé de surveiller le travail du chirurgien ou celui du pharmacien ? — Non, n'est-ce pas ; cependant, leurs professions se complètent. Alors, pourquoi cette exception à la charge de l'architecte ?

Pourquoi également l'entrepreneur en bâtiment serait-il contrôlé pendant son travail alors que les autres entrepreneurs ne le sont pas ? Le propriétaire d'une automobile, par exemple, qui confie la réparation de celle-ci à un entrepreneur mécanicien, ne place pas près de ce dernier un ingénieur spécialisé pour contrôler son travail. Cependant, de la valeur de ce travail, dépend parfois la vie du possesseur de ce véhicule. Si ce propriétaire s'est adressé à cet entrepreneur mécanicien, c'est qu'il avait entière confiance dans son habileté et dans son honnêteté.

Pourquoi celui qui fait bâtir n'a-t-il pas cette même confiance envers l'entrepreneur en bâtiment ? Si le maître de l'ouvrage choisit celui-ci, c'est qu'il l'estime consciencieux et à la hauteur de sa tâche. Il n'a donc pas à le faire surveiller. D'ailleurs, la surveillance d'un entrepreneur digne de ce nom ne présente aucune utilité, car il ne fraude pas, met de lui-même tout en œuvre pour assurer l'exécution parfaite du travail qui lui est confié et n'hésite pas à demander à l'architecte toutes les précisions nécessaires. Si, au contraire, en s'adressant à tel entrepreneur le maître de l'ouvrage a fait un mauvais choix, il n'est pas juste que l'architecte, qui n'y a point participé, en supporte les conséquences en suppléant par sa surveillance à l'incapacité de l'entrepreneur.

Le progrès se charge de nous prouver l'inanité de cette surveillance de l'architecte, car avec les procédés actuellement employés pour la construction, l'entrepreneur est de plus en plus livré à lui-même. En effet, pour être vraiment efficace, la surveillance des travaux doit pouvoir être concomitante et postérieure à leur exécution. Or la surveillance concomitante à l'exécution des travaux a peu d'efficacité. Sa faiblesse tient à ce que l'architecte n'est pas en permanence sur le chantier et qu'on ne peut exiger de lui cette présence constante. Imaginons même que celle-ci soit réalisée, pour des travaux importants, à l'aide d'un surveillant préposé de l'architecte, ce surveillant, ne pouvant être partout à la fois sur le chantier, est dans l'impossibilité de vérifier tous les gestes de chaque ouvrier. Quant à la surveillance

postérieure à l'exécution des travaux, elle perd chaque jour de son efficacité avec les procédés actuels de construction. Ceux-ci se caractérisent par leur rapidité d'exécution, par l'impossibilité de vérifier la pose de certains éléments après leur mise en place (tel le scellement des plaques de pierres qui servent de revêtement), et par la disparition complète de certains matériaux noyés dans d'autres, ainsi le fer dans le béton. Le nombre des malfaçons que l'entrepreneur peut commettre, malgré la surveillance la plus active de l'architecte le plus consciencieux, augmente donc sans cesse.

Pour nous, le rôle de l'architecte pendant l'exécution des travaux consiste, non pas à surveiller l'entrepreneur, mais à le renseigner, à lui fournir tous les documents artistiques et techniques, dont il peut avoir besoin pour assurer l'exécution de l'édifice tel que celui-ci a été conçu.

Notre théorie offre de nombreux avantages. Elle supprime d'abord entre l'architecte et l'entrepreneur toute source de confusion. Elle sauvegarde ensuite les intérêts du maître de l'ouvrage. En effet, pendant l'exécution des travaux, l'architecte qui constate des malfaçons a l'obligation morale de les signaler à son client ; lors de leur réception, il est tenu, légalement cette fois, d'indiquer au maître de l'ouvrage, toutes les malfaçons alors apparentes de la construction, c'est-à-dire celles dont la découverte ne nécessite ni sondage ni analyse. Enfin, notre théorie est avantageuse non seulement pour celui qui fait construire, parce que l'entrepreneur ne se sentant plus couvert par l'architecte prendra grand soin de ses travaux,

mais aussi pour les entrepreneurs eux-mêmes. Ceux-ci, étant choisis avec beaucoup plus d'attention par le maître de l'ouvrage, verront peu à peu les indésirables éliminés de leur profession.

Evidemment, avec notre théorie, l'architecte ne perçoit pas d'honoraires pour la surveillance des travaux puisqu'il ne l'assure plus, mais il a droit à une rémunération nouvelle justifiée par sa présence obligatoire sur le chantier pour coordonner les travaux des différents exécutants, pour fournir aux entrepreneurs les explications nécessaires et pour prendre les notes et attachements indispensables à la vérification des mémoires.

Cette vérification constitue la dernière phase de la mission normale de l'architecte. Indiquons en quoi elle consiste.

CHAPITRE IV

La vérification des mémoires

Lorsque les travaux sont terminés et reçus provisoirement, conformément aux conditions du marché, l'entrepreneur présente son mémoire. Le montant de celui-ci sera exactement établi par la vérification qui en sera faite dans un délai normal ou dans celui prévu au marché.

Quel est le rôle de l'architecte chargé de cette vérification ?

Ce rôle, nous l'avons dit précédemment, (1) com-

(1) Chap. III, p. 61.

mence dès l'ouverture du chantier. La vérification de certains travaux, en particulier de ceux de terrassement et de fondations, nécessairement concomitante à leur exécution, oblige l'architecte à prendre des attachements et des notes pendant la construction de l'édifice.

Après l'achèvement de l'ouvrage, la mission de l'architecte consiste, tout d'abord, à contrôler l'exactitude des quantités et des prix portés au mémoire, en appliquant la « série de prix » et le mode de mesurage stipulés au marché ou, à défaut, en se conformant aux prix et aux usages locaux. Au cours de ce travail, l'architecte rectifie les erreurs qu'il découvre, qu'elles soient au détriment du maître de l'ouvrage ou à celui de l'entrepreneur. Il doit, en effet, remplir son rôle avec la plus grande impartialité.

Puis, lorsqu'il a fixé les quantités et les prix, l'architecte fait état des malfaçons qu'il a pu relever. Il en évalue l'importance et les déduit de la valeur des travaux. Il obtient ainsi la somme à laquelle doit être arrêté, selon son avis, le mémoire de l'entrepreneur.

L'architecte remet alors le mémoire vérifié au maître de l'ouvrage, qui le communique à l'entrepreneur. Ce dernier prend connaissance des rectifications, donne son acceptation ou, s'il le juge utile, présente ses réclamations et les discute avec le maître de l'ouvrage assisté de son architecte.

Le débat aboutit à l'une des conclusions suivantes : ou un accord intervient, établissant d'une manière définitive le montant du mémoire, et la

mission de l'architecte est terminée, ou l'accord n'a pu se réaliser et le litige est porté devant les tribunaux. Dans ce dernier cas, l'architecte se tient à la disposition des magistrats et des experts pour leur fournir les renseignements qui leur permettront d'apprécier sa vérification.

Ainsi prend fin l'étude des attributions professionnelles de l'architecte au cours des phases successives de sa mission (1).

Ainsi, les matériaux que nous venons de rassembler dans ce premier titre de notre ouvrage nous font connaître ce qu'est : l'architecte du point de vue professionnel, mais ne nous indiquent pas ce qu'il est au point de vue juridique.

Ainsi, nous possédons seulement l'élément professionnel et la définition de l'architecte ; l'élément juridique nous manque encore, cherchons à l'établir.

(1) Si nous ne mentionnons pas dans notre Etude les rôles d'expert et de gérant d'immeubles que peut encore remplir l'architecte, c'est que, simples dérivés de sa profession, ces rôles n'en constituent pas la caractéristique.

TITRE II

Nature Juridique de la profession d'Architecte

Qu'est-ce que l'architecte ? un mandataire ou un loueur d'ouvrage ? Tel est l'énoncé actuel du problème.

Les récentes décisions de la Cour de Cassation (1) nous permettent de conclure que cette haute juridiction a tranché le débat en faveur du louage d'ouvrage, mais, la controverse doctrinale n'est pas éteinte et les architectes eux-mêmes partagent sur ce point des avis différents. Le débat reste ouvert.

D'autre part, le problème actuellement proposé est-il convenablement énoncé ? En effet, le problème que soulève la nature juridique de la profession d'architecte doit-il se limiter à la recherche de la nature juridique de la profession libérale d'architecte. Nous ne le croyons pas. Le problème est plus vaste.

Avant de le résoudre, rappelons tout d'abord les principales solutions actuellement proposées.

(1) Cass. civ. 3 nov. 1926. D. P. 1927-1-77. C. M. (1926-28, p. 37).

Cass. Req. 9 janv. 1928. D. P. 1931-1-104. C. M. avril 1928

Cass. Req. 18 déc. 1928. C. M. (1926-28, p. 339).

Cass. civ. 19 déc. 1928. D. H. 1929, p. 66, et C. M. (1926-28 p. 337).

CHAPITRE V

Rappel des trois principales théories sur la nature juridique de la profession libérale d'architecte

Ceux qui ont cherché à déterminer la nature juridique de la profession libérale d'architecte se répartissent en trois groupes principaux : les partisans du mandat ; ceux qui font varier la nature du contrat de l'architecte suivant les différentes phases de la mission de ce dernier ; enfin, les partisans du louage d'ouvrage.

La controverse est ardente mais, avant de l'exposer, indiquons quel en est l'enjeu.

Intérêt de la controverse

Le contrat de l'architecte est-il un mandat ou un louage d'ouvrage ? La question vaut d'être débattue.

Mandataire de son client, l'architecte le représente et l'engage vis-à-vis des tiers, dans les limites de sa procuration, par les ordres qu'il donne, par les travaux qu'il reçoit ou les mémoires qu'il vérifie et qu'il règle. Mais, lié par les décisions de l'architecte, le mandant peut se retourner contre ce dernier, lui demander des comptes (art. 1993 du C. civ.) et le rendre responsable de la mauvaise exécution de son mandat. Dans ce cas, il appartient à l'architecte mis en cause de faire en justice la preuve de sa bonne

gestion, ce qui n'est pas toujours facile. Comme loueur d'ouvrage, au contraire, l'architecte ne représente pas son client et, par suite, ne l'engage jamais vis-à-vis des tiers. Ainsi, le règlement qu'il fait des mémoires des entrepreneurs n'est pas autre chose qu'un simple renseignement, un avis, qu'il donne au maître de l'ouvrage.

Selon l'article 2.000 du Code Civil, « le mandant doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable ». L'architecte loueur d'ouvrage ne peut réclamer d'indemnités à son client pour les accidents qu'il subit au cours de sa mission, fussent-ils mortels (1).

La mort du mandant met fin au mandat (art. 2.003 C. civ.). Le contrat de louage de l'architecte ne finit pas par la mort du maître de l'ouvrage.

« Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble » (art. 2.004 C. civ.) en dédommageant le mandataire du travail fait. De son côté, « le mandataire peut renoncer au mandat en indemnisant le mandant auquel cette renonciation porte préjudice » (art. 2.007 C. civ.). La résiliation du contrat de louage d'ouvrage, au contraire, exige le consentement des deux parties ; à l'exception, toutefois, du marché à forfait que le maître de l'ouvrage peut résilier par sa simple volonté (art. 1.794 C. civ.) Mais dans ce cas, en se basant sur cet article du Code civil, l'architecte pourrait réclamer à son client la totalité

(1) Planiol-Ripert. *Traité pratique de Droit civil français*, Tome XI, p. 157. « Intérêt de la distinction de l'entreprise et du mandat ».

des honoraires qu'il aurait pu gagner dans cette affaire.

Si l'architecte mandataire a été chargé d'une même mission par plusieurs mandants, ceux-ci sont solidaires envers lui de tous les effets du mandat (art. 2.002 C. civ.). L'architecte peut donc réclamer à l'un d'eux la totalité de ses honoraires. S'il est loueur d'ouvrage, cette solidarité n'existe pas entre ceux qui lui ont confié un même travail en sorte que l'architecte est obligé de les poursuivre tous, pour obtenir sa rémunération complète, chacun n'étant tenu que pour sa part.

Enfin, les honoraires de l'architecte mandataire sont susceptibles d'être réduits par les Tribunaux, qui se basent pour cela sur la gratuité du mandat, (art. 1986 C. civ.). Les honoraires de l'architecte, prévus dans son contrat de louage ne peuvent, au contraire, subir cette réduction, la convention faisant la loi des parties.

Tel est l'enjeu de la controverse que nous allons exposer.

Première Théorie

L'architecte mandataire

Cette théorie a été soutenue de deux manières différentes.

Les uns, en particulier les architectes, ont soutenu que l'architecte est le mandataire de son client parce qu'il « est chargé de représenter ses intérêts vis-à-vis d'autres personnes dont les intérêts sont, sinon contraires, au moins de nature différente » (1).

(1) Louvet. *L'Art d'Architecture et la profession d'Architecte*, Tome II. p. 455.

Bonpaix repousse avec raison cette démonstration.
« Que l'idée de représentation distingue le mandat du
» louage d'ouvrage, écrit-il, nous ne le croyons pas,
» mais ici peu importe : à notre avis, de l'architecte
» on ne peut jamais dire juridiquement qu'il repré-
» sente le propriétaire, c'est faire une analyse tout
» inexacte de son rôle...

« Pour nous, l'architecte est un mandataire
» salarié, parce qu'il exerce une profession libérale et
» que les travaux dépendant de ces professions ont
» toujours été soumis aux règles du mandat ». (1)

Bonpaix expose que, par la gratuité des services qu'elles rendent, par la qualité des faits qu'elles accomplissent, les professions libérales occupent le rang le plus élevé parmi les autres professions. C'est ce rang élevé que le Droit consacre en leur donnant le contrat de mandat, tandis qu'il laisse aux autres activités inférieures le contrat de louage. Sans doute reconnaît l'auteur, ceux qui exercent les professions libérales touchent des honoraires, mais ils sont tellement infimes, comparés à la valeur inestimable des services rendus, que l'on peut encore tenir pour la gratuité de ces services. (2)

C'était, affirme Bonpaix, la théorie romaine, celle de notre ancien droit et le Code civil ne l'a pas modifiée.

Ainsi, conclut-il, « les actes dépendant d'une profession libérale forment donc l'objet d'un mandat

(1) *Les Architectes*, Thèse. Paris 1887.

(2) Théorie également soutenue par Troplong dans son *Droit civil expliqué*, au chapitre « du Mandat ».

et l'architecte, qui exerce un art libéral, est comme tel un mandataire ». (1)

Cette théorie, qui a le mérite d'affirmer que l'architecte ne représente pas en principe son client est actuellement abandonnée.

Elle repose, en effet, sur un postulat erroné : la représentation n'est pas la caractéristique du mandat. La majorité des auteurs estime, au contraire, que « le mandat, du moins tel que le comprend et l'organise le Code civil, est toujours représentatif ». (2)

Dès lors, si l'architecte est un mandataire, il représente son client, ce qui est une erreur que Bonpaix lui-même a signalée. Ainsi sa théorie aboutit à une conclusion contraire au postulat sur lequel il la fondait.

A ceux qui nous objecteraient que « la représentation qui est la règle générale du mandat civil peut cependant être écartée sans qu'il cesse d'y avoir mandat » (3) ainsi que cela se produit dans le « prêt-nom », nous répondrions qu'une telle hypothèse est insoutenable dans le cas qui nous occupe. Il faudrait imaginer, en effet, un architecte faisant toujours construire en son nom sans faire jamais connaître sa véritable qualité ! Cela est invraisemblable.

(1) Bonpaix : *op. cit.*

(2) Josserand, *Cours de Droit civil positif français*, Tome II : « Le Mandat » — dans le même sens : Guillouard, *Traité des Contrats aléatoires et du Mandat* — Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, Tome VI : « du Mandat » ; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité théorique et pratique de Droit civil* : « Du Mandat ».

(3) Théorie soutenue par Planiol-Ripert : *Traité pratique de Droit civil français*, Tome IX : « Définition du Mandat », p. 765 ; — et par Colin et Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français*, 7^e édit., Tome II : « Du Mandat ».

Que les honoraires de l'architecte ne soient qu'un symbole de rémunération parce que la valeur des services qu'il rend est inestimable, voilà qui nous paraît encore inadmissible. Rien n'empêche, en effet, les parties de donner à ces services une valeur conventionnelle et c'est précisément dans le but de les évaluer le plus exactement possible que les architectes ont établi, pour les diverses missions dont ils sont chargés, des taux d'honoraires différents. Pourquoi les architectes seraient-ils contraints de travailler seulement pour la gloire ? « Les professions libérales doivent nourrir leur homme comme les autres » (1).

Enfin, cette hiérarchie des professions, qui, d'après Bonpaix s'exprimerait en droit par la hiérarchie des contrats, ne s'explique plus de nos jours. « Le travail de l'homme est considéré comme ayant sa dignité quelle qu'en soit la nature ; d'ailleurs il n'en est pas qui soit purement manuel et ne mette en jeu l'intelligence » (2). Du reste, nous chercherions en vain dans notre Code civil cette hiérarchie des contrats et l'affirmation de la supériorité du mandat sur le louage d'ouvrage.

Ainsi, qu'elle soit soutenue par la « représentation » ou par des arguments d'ordre historique, la théorie du mandat doit être repoussée.

(1) Capitant, ouvrage déjà cité. Chap. II : « Le Louage d'industrie — Comparaison avec le Mandat », p. 630.

(2) Et aussi Troplong, *Droit Civil expliqué* : « Du Mandat ».

(3) Capitant, même référence.

Deuxième Théorie

l'Architecte successivement loueur d'ouvrage et mandataire

Certains auteurs, analysant les trois phases classiques de la mission de l'architecte (la confection des plans et devis, la direction et la surveillance des travaux, la vérification et le règlement des mémoires) affirment que « chacune d'elles présente un caractère particulier et ne peut obéir aux mêmes règles juridiques » (1).

L'architecte, pendant la confection des plans et devis, est unanimement reconnu comme un loueur d'ouvrage. Par contre la controverse est vive pour déterminer ce qu'il est dans les deux dernières phases de sa mission.

Les uns soutiennent : l'architecte, mandataire salarié, lorsqu'il dirige et surveille les travaux, est loueur d'ouvrage lorsqu'il vérifie et règle les mémoires (2).

Pour d'autres, au contraire, l'architecte « *locator operis*, en principe, sera cependant mandataire en tant qu'il est chargé du règlement des mémoires des entrepreneurs pour le compte de son client » (3).

Enfin certains font de l'architecte un mandataire dans les deux dernières phases de sa mission (4).

(1) Minvielle, *Histoire et condition juridique de la profession d'Architecte*, Thèse Bordeaux 1921, p. 92.

(2) Hermant, *Les Annales de la Société Centrale*. Années 1874-75. (Référence citée par Bonpaix).

(3) Capitant, *op. cit.*, p. 631.

(4) Minvielle, *op. cit.*

Ainsi, tous ces auteurs ont ceci de commun : pour eux, dans l'une des deux ou dans les deux dernières phases de sa mission, l'architecte représente son client dont il devient par suite, le mandataire.

Nous repoussons ces divers systèmes. Comme nous le démontrerons dans le chapitre suivant, l'architecte ne représente jamais, en principe, son client. Mais, puisqu'en exposant leur théorie, les partisans du louage d'ouvrage réfutent ces solutions mixtes que nous venons de décrire, nous leur en abandonnons la critique.

Troisième Théorie

L'Architecte loueur d'ouvrage

Cette théorie, observe très justement M^e Minvielle, « a été la première soutenue, sans être même, pendant longtemps, l'objet d'aucune discussion. Cela s'explique : presque tous les auteurs qui l'ont adoptée n'ont pour ainsi dire pas soupçonné la controverse, ayant confondu l'architecte avec l'entrepreneur » (1).

Combattue tout d'abord cette théorie est généralement admise aujourd'hui. Voici comment l'un de ses principaux défenseurs la soutient, (2) en même temps qu'il réfute les théories précédentes.

Après avoir simplement indiqué que le Code civil « parle de l'architecte au titre du devis et des marchés

(1) Minvielle, *op. cit*, p. 90.

(2) Tassin *L'Architecte est-il bien le mandataire de son client ?* (conférence donnée à la Société centrale des Architectes le 26 mars 1926, publiée dans la revue *l'Architecture* du 25 juillet 1926.)

qui est compris dans le contrat de louage », M^e Tassin annonce que pour réfuter la théorie du mandat et conclure au louage d'ouvrage, il examinera successivement les trois phases classiques de la mission de l'architecte.

« Je considère qu'en droit cette théorie (celle du » mandat) est absolument fausse, car l'architecte ne » représente jamais son client... Le contrat d'archi- » tecte, sous quelque jour qu'on l'examine n'est pas » un contrat de mandat.

Première phase — Les Plans. — « Au moment » où l'architecte les fait, il ne représente pas son » client... Tout le monde le considère à ce moment » comme un loueur d'ouvrage.

Deuxième phase — Conduite et surveillance des travaux. — « L'architecte va-t-il endosser une nou- » velle tenue de maître Jacques, et va-t-il devenir le » représentant, le mandataire de son client ? Pas du » tout. Où trouver une novation dans le contrat ? Le » contrat a commencé contrat de louage, c'est tou- » jours un contrat de louage. Vous avez les plans et » devis approuvés et signés par le propriétaire. Il » s'agit de passer à l'exécution qui est la suite néces- » saire et logique de l'approbation du propriétaire. » Que va faire l'architecte ? Assurer cette exécution » qui est, pourrait-on dire, l'accessoire de la première » phase, et il va louer ici son savoir... et devenir le » conseiller technique de son client. Mais son repré- » sentant, Messieurs, jamais !

Troisième phase. — *Vérification et règlement des mémoires.* — « Eh bien ! c'est toujours la même » situation...

« L'architecte loue sa science technique, assiste » son client, mais jamais aucune novation ne lui permet la représentation. Le contrat de louage du » début existe jusqu'à la fin (1) ».

La Cour de Cassation s'est prononcée en ce sens dans des arrêts récents (2).

Aussi, pour nous, le doute n'est plus possible, l'architecte n'est pas un mandataire, sauf convention contraire formelle.

Mais ne peut-il être qu'un loueur d'ouvrage ? Nous ne le croyons pas et espérons le démontrer dans le chapitre qui va suivre.

CHAPITRE VI

Théorie nouvelle (3)

Au point de vue juridique, qu'est-ce que l'Architecte ? — Tel est le problème à résoudre, mais auparavant, il est indispensable d'en préciser l'énoncé.

Comment se pose le problème de la nature juridique de la profession d'Architecte

Il existe actuellement 3 catégories d'architectes : ceux qui font de leur profession une carrière libérale ;

(1) Cette théorie a été également soutenue par Corberand dans son ouvrage : *La responsabilité des Architectes et des Entrepreneurs*, Thèse Paris. 1929.

(2) Voir les références, page 69.

(3) C'est celle que nous préconisons.

ceux qui sont au service d'une collectivité publique : Etat, Département, Commune ou autre ; ceux, enfin qui appartiennent à une administration privée, notamment aux compagnies d'assurances et aux banques.

En comparant ces trois modes d'exercice de cette profession, on remarquera que la nature des obligations de l'architecte ne change pas. Seul varie l'état d'indépendance ou de subordination dans lequel il se trouve pour remplir ses fonctions.

Ainsi, en se basant uniquement sur les obligations qu'il contracte nécessairement dans tous les cas, il est possible de donner en droit la définition générique de l'architecte quel que soit le mode par lui adopté pour l'exercice de sa profession, et de préciser ensuite, par des définitions dérivées de la première, la nature juridique de son rôle dans chacune des trois situations qu'il peut occuper.

Voilà, selon nous, comment se pose le problème soulevé par la détermination de la nature juridique de la profession d'architecte.

Cependant, dans l'état actuel de notre législation, nous sommes obligés, pour les définir juridiquement, d'assimiler les architectes des collectivités publiques à ceux des administrations privées. Cette assimilation prendra fin le jour où le législateur donnera aux fonctionnaires un statut particulier.

Nous avons donc à établir en droit, outre la définition générique de l'architecte, la définition de la profession libérale et de la carrière administrative d'architecte.

**Quel que soit le mode d'exercice qu'il adopte pour sa profession, l'architecte est un « loueur d'ouvrage »
(définition générique)**

Qu'est-ce que le « louage d'ouvrage » ? — C'est, nous enseigne l'article 1.710 du Code Civil, « un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu entre elles ».

Ainsi, le loueur d'ouvrage « s'engage à faire quelque chose » en son nom, c'est-à-dire sans représenter celui qui lui a confié le travail, moyennant un prix déterminé.

Qu'il exerce une profession libérale ou administrative, l'architecte s'engage, lui aussi, par contrat, à « faire quelque chose » et, quel que soit le mode qu'il adopte pour l'exercice de sa profession, son engagement porte, sinon sur toutes les obligations suivantes, au moins sur la première qui est la caractéristique même de son activité professionnelle : la confection des plans et devis, l'appréciation du travail de l'entrepreneur lors de la réception de l'ouvrage et la vérification des mémoires. De plus, pendant toute la durée de sa mission, il est le conseiller artistique et technique de son client ou de son employeur.

L'architecte, quel qu'il soit, tant qu'il reste dans sa mission normale, ne représente jamais le maître de l'ouvrage ; il n'a pas qualité pour l'obliger de sa propre autorité. Il donne des avis à son client, fait des rapports à son employeur, mais le client comme l'employeur peuvent toujours passer outre. La décision appartient au maître de l'ouvrage.

Lorsqu'il confectionne les plans ou devis, l'architecte ne représente pas le maître de l'ouvrage. « A l'égard de qui le représenterait-il ? » (1) — Auprès des « Bureaux d'Etudes » ? (2) Nous ne le pensons pas. La représentation implique l'idée de tiers, or les « Bureaux d'Etudes » sont, nous l'avons dit, les collaborateurs de l'architecte. Ils s'incorporent donc avec lui et ne sont pas des tiers.

Lorsque les plans et devis sont terminés et approuvés par le maître de l'ouvrage, l'architecte ne peut les modifier de sa propre autorité.

C'est le maître de l'ouvrage lui-même et non l'architecte qui signe le marché avec l'entrepreneur. Sans doute, l'architecte pourra-t-il être présent lors de la signature de ce marché, pour assister et conseiller le maître de l'ouvrage. En agissant ainsi, il reste aux côtés de son client ou de son employeur, mais il n'en prend pas la place.

On nous fera peut-être l'objection suivante : pendant l'exécution de l'édifice, l'architecte donne des ordres à l'entrepreneur pour la marche à suivre des travaux et, s'il les donne, c'est au nom du maître de l'ouvrage. — Nous repoussons cette objection ; donner des ordres à quelqu'un, c'est en faire un subordonné ; or, l'entrepreneur n'est pas le subordonné de l'architecte. Celui-ci indique la marche à suivre des travaux à l'entrepreneur qui doit s'y conformer, parce qu'il exécute l'ordre de l'architecte et non parce que ce dernier représente le maître de l'œuvre. Comme on l'a fait remarquer

(1) Minvielle, *op. cit.*, p. 92.

(2) Voir Chapitre II : « Le Rôle de l'Architecte pendant la mise au point du projet. »

très justement, (1) « les ordres » donnés par l'architecte pour la conduite des travaux, ne sont que l'accessoire de l'exécution de son plan, « un détail qui en dérive ».

Lorsque la construction est achevée, l'architecte examine si l'entrepreneur a fidèlement traduit son projet et donne le résultat de son examen au maître de l'ouvrage. Celui-ci décide alors lui-même s'il doit ou non recevoir les travaux. Là encore, l'architecte n'agit pas en représentant du maître de l'ouvrage.

Enfin, lorsqu'il vérifie les mémoires de l'entrepreneur, l'architecte, avons-nous dit, (2) doit s'acquitter de cette mission avec la plus grande impartialité. Sa vérification n'est qu'un simple avis (3) par lequel il fait connaître à son client ou employeur qu'il estime à telle somme le travail de l'entrepreneur. Mais, après cette vérification, le maître de l'ouvrage reste libre de discuter le montant du mémoire avec l'entrepreneur et de ne pas suivre les conseils de l'architecte.

Ainsi, ne représentant pas, en principe, le maître de l'ouvrage, l'architecte n'en est pas le mandataire ; surtout si l'on admet avec certains auteurs que le Mandat « ne consiste pas à faire des actes quelconques mais seulement des actes juridiques pour le compte

(1) Tassin. « *L'Architecte est-il bien le Mandataire de son client ?* » (conférence donnée devant la Société Centrale des Architectes le 26 mars 1926).

(2) Chap. IV : « Le Rôle de l'Architecte pendant la vérification des mémoires ».

(3) Tassin. Conférence déjà citée.

d'autrui ». (1) — L'architecte n'accomplit pas d'actes juridiques.

Comme le loueur d'ouvrage, l'architecte s'engage donc « à faire quelque chose », (2) mais de plus, et comme lui, il contracte cet engagement « moyennant un prix convenu » (3).

« Le prix, enseigne Troplong, (4) est essentiel dans le louage. Point de prix, point de louage d'ouvrage... et non seulement le louage doit avoir un prix, mais il faut que ce prix soit en rapport avec la valeur de l'ouvrage... (la traduire) but à but en argent ».

Qu'il fasse de son activité une profession libérale ou administrative, l'architecte reçoit une rémunération (honoraires ou traitement) en rapport avec la valeur du travail qu'il fournit et des services qu'il rend. En effet, pour que leur rémunération soit un véritable prix, non une simple récompense, (5) et qu'elle se rapproche le plus possible de ce prix idéal

(1) Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, Tome VI: « du Mandat »; — et dans le même sens: Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Traité théorique et pratique de Droit civil*: « du Mandat »; — Planiol-Ripert *Traité pratique de Droit civil français*, Tome XI: « du Mandat »; — et Josserand, *Cours de Droit civil positif français* Tome II.

D'autres auteurs estiment, par contre, que la théorie, d'après laquelle le mandat aurait simplement pour objet l'accomplissement d'actes juridiques, est contredite par l'article 1.984 du Code civil, « qui définit le mandat d'une façon beaucoup plus large ». — Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français*, 7^e édit., Tome II: « du Mandat », p. 784.

(2) Art. 1.710 Code civil.

(3) Même article.

(4) Troplong, « *Droit civil expliqué* » au chapitre: « du Mandat ».

(5) Nous avons repoussé la théorie d'après laquelle les honoraires de l'architecte ne pourraient jamais être équivalents à la valeur de son travail et de ses services, celle-ci étant inestimable. (Chap. V, « Théorie de l'Architecte-mandataire »).

qui traduit le facteur « travail-service » but à but en argent, les architectes ont décomposé les diverses missions qui peuvent leur être confiées en plusieurs catégories d'éléments et ont établi pour chacune d'elles un taux spécial de rémunération (1).

De plus, la rémunération que reçoit l'architecte pour prix de son travail et de ses services est fixée par la convention formellement exprimée ou tacite (2) qu'il a contractée avec son client ou son employeur.

L'architecte est donc un loueur d'ouvrage. Telle est la définition générique cherchée.

Or, le loueur d'ouvrage peut conclure deux sortes de contrats (3) : un contrat de travail, ou un contrat d'entreprise, suivant qu'il se met ou non, pour

(1) Voir le « Tarif des honoraires dus à l'architecte admis par la Fédération des Sociétés françaises d'Architectes » (1928) et l'« Avis du Conseil Général des Bâtiments Civils » (3 mai 1928). — C. M. 1929-32, p. 247).

(2) Lorsqu'elle n'est pas formellement exprimée dans une convention, la rémunération de l'architecte est le plus souvent basée sur les tarifs mentionnés ci-dessus à la note 1.

(3) Bien que l'article 1.779 du Code civil classe dans la catégorie du « Louage d'ouvrage » les trois contrats suivants : le louage des gens de travail, celui des voituriers, celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés, les commentateurs de cet article « ramènent à deux les types de contrats visés par l'article 1.779 : le louage de proprement dit ou entreprise, cette distinction correspondant à celles que les juriconsultes romains faisaient entre la *locatio operarum* et la *locatio operis faciendi* ». (Planiol-Ripert, ouvrage déjà cité, Tome XI, p. 4.)

La classification du Code civil est défectueuse « en somme, il eût mieux valu ne pas modifier la distinction bipartite du droit romain et ne distinguer que deux variétés de louage d'ouvrage : le louage de services ou contrat de travail ; le louage d'industrie, contrat en vue d'un travail déterminé » (Capitant, ouvrage déjà cité, p. 572).

accomplir sa tâche, sous la subordination continue (1) du maître de l'ouvrage.

Poursuivant la résolution du problème posé, nous constaterons que ces deux contrats traduisent : le premier, la carrière administrative, le second, la profession libérale d'architecte.

**L'architecte au service d'une administration
est lié à elle par un contrat de travail**

« Le contrat de travail est un contrat par lequel une personne... s'engage à travailler pour une autre pendant un temps déterminé, ou, le plus souvent, sans fixation de délai, moyennant une rémunération en argent fixée soit par jour, par semaine ou par mois, soit d'après le travail accompli » (2).

Ce qui caractérise ce contrat c'est l'état de subordination continue dans lequel se trouve l'employé vis-à-vis de l'employeur et le fait que le contrat porte non sur un objet déterminé de travail mais sur un genre déterminé de travail.

Dans le cas qui nous occupe, l'objet du contrat de l'architecte n'est pas l'étude d'une construction déterminée, mais l'obligation pour lui d'être à la disposition constante de l'administration à laquelle il

(1) Le lien de subordination est, en effet, le critérium adopté par la Jurisprudence et la majorité des auteurs pour distinguer le louage de services du louage d'entreprise. — (En ce sens : Planiol-Ripert, *op. cit.*, Tome XI, p. 14, et les références citées à la note 2 de cette page.)

A ce lien de subordination, certains ajoutent, pour caractériser le contrat de travail, « la continuité des rapports » entre l'employeur et l'employé. (Capitant, *op. cit.*, Tome II, p. 630.)

(2) Capitant. *op. cit.* 7^e édit., Tome II, p. 656.

appartient, pour l'étude des projets les plus divers qu'elle peut être amenée à lui confier. L'architecte qui s'engage ainsi sait exactement quel genre de travail il doit fournir mais non l'objet précis de ce travail.

Quel que soit le rang qu'il occupe dans l'administration à laquelle il a loué ses services, l'architecte est lié à elle par un contrat de travail.

Nous répétons que nous sommes actuellement obligé d'assimiler les architectes des administrations publiques à ceux des administrations privées, puisque les fonctionnaires n'ont pas encore de statut particulier.

**Celui qui exerce la profession libérale d'architecte
est lié à son client par un contrat d'entreprise**

« L'entreprise est un contrat synallagmatique par lequel une des parties s'engage, sans entrer au service de l'autre partie, à effectuer un travail déterminé moyennant une rémunération »(1).

Les deux caractéristiques de ce contrat sont donc : l'état d'indépendance du loueur d'ouvrage pendant qu'il accomplit son travail et le fait que ce travail porte sur un objet nettement défini. C'est le résultat du travail et non le travail lui-même qui importe au maître de l'ouvrage.

N'est-ce pas dans ces conditions que l'architecte exerce sa profession libérale !

Il exécute librement le travail qui lui est confié

(1) Josserand, *Cours de Droit civil positif français*,
Tome II, 2^e édit.

sans que son client puisse s'immiscer dans la manière dont il s'y prend pour le réaliser. Il choisit librement ses collaborateurs, s'occupe quand bon lui semble de la confection de tel projet qu'il peut abandonner un instant, à sa seule volonté, pour le reprendre ensuite après en avoir étudié un autre. Il organise son travail comme il veut. Ce qui intéresse le client, c'est le résultat du travail de l'architecte et uniquement cela.

Le contrat qui lie l'architecte à son client porte sur un objet précis : l'étude et la confection des plans et devis du projet de telle construction, et ce contrat prend fin après l'achèvement de la mission.

L'architecte et son client sont donc unis par un contrat d'entreprise.

Nous surprendrons peut-être nos lecteurs en fondant sur un tel contrat l'exercice de la profession libérale d'architecte. Certains nous objecteront peut-être qu'en qualifiant par le même contrat les obligations de l'architecte et de l'entrepreneur, nous créons entre ces derniers, une nouvelle source de confusion ! Nous le reconnaissons volontiers. Cependant l'architecte est un entrepreneur au sens juridique du mot, tout comme le médecin, le chirurgien et l'avocat, par exemple « bien que nul ne s'aviserait de décerner à ces représentants de professions libérales le qualificatif d'entrepreneur ». (1) Ainsi sans être des entrepreneurs au sens courant du mot, ces représentants de professions libérales « représentent dans la catégorie de l'entreprise une sous-catégorie à laquelle il serait grand temps de donner un nom et un statut particuliers » (2).

(1 et 2) Jossierand. *op. cit* n° 1.287.

Intérêt de la distinction entre le contrat de travail et celui d'entreprise

Celui qui exerce la profession libérale d'architecte supporte les risques qu'elle comporte. S'il ne fournit pas l'ouvrage promis, il n'a droit à aucune rémunération car, nous l'avons dit, c'est le résultat seul de son travail qui compte. Au contraire, s'il est au service d'une administration, l'architecte a droit à son traitement, « que son travail ait ou non produit un résultat » (1).

Le traitement de la carrière administrative d'architecte se prescrit par six mois (art. 2.271 C. civ.) alors que les honoraires dus pour l'exercice de cette profession libérale se prescrivent par trente ans.

Celui qui exerce la profession libérale d'architecte est civilement responsable des erreurs qu'il commet à cette occasion, alors que l'administration répond civilement des fautes commises par son préposé dans l'exercice de ses fonctions.

Enfin, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail ne peut s'appliquer qu'à l'architecte muni d'un contrat de travail. La Cour d'appel de Pau, par un arrêt du 20 novembre 1930, (2) a accordé le bénéfice de cette loi à un architecte communal.

La conclusion de cette étude est donc la suivante : l'architecte est en principe un loueur d'ouvrage qui se lie à son client par un contrat d'entreprise ou à son employeur par un contrat de travail.

Telle est, selon nous, la solution du problème posé par la recherche de la nature juridique de la profession d'architecte.

(1) Capitant. *op. cit* 7^e édit. Tome II, Chapitre « Louage d'Industrie », p. 629.

(2) C. M. (1929-32), p. 244.

TITRE III

Définition de la profession d'Architecte Ses Corollaires

Possédant les éléments professionnels et juridiques qui la composent, nous pouvons donc énoncer, à présent, la définition complète de l'architecte et les corollaires qu'elle comporte tels que nous souhaitons les voir figurer dans la réglementation légale de cette profession.

Quelle est cette définition ? Quels sont ses corollaires ? Leur étude formera les deux chapitres de ce titre.

CHAPITRE VII

Définition de la profession d'architecte

En synthétisant les différents éléments professionnels et juridiques établis précédemment et en les classant suivant les phases successives que comporte l'exercice de la profession d'architecte, nous obtenons la détermination suivante :

Exerce la profession d'architecte, le loueur d'ouvrage qui, en vertu d'un contrat d'entreprise ou de travail,

Assiste le maître de l'ouvrage en qualité de conseiller artistique et technique pendant toute la durée de sa mission,

Traduit par un projet complet et détaillé, le programme établi pour la construction envisagée et, pour cela, dirige et coordonne les études et recherches de ceux qui collaborent avec lui à la mise au point définitive du projet qu'il a conçu,

Soumet son projet à l'approbation du maître de l'ouvrage,

Etablit la marche à suivre pour la réalisation matérielle du projet, coordonne les efforts de ceux qui en ont la charge et fournit à ces exécutants tous les renseignements qu'ils lui demandent, en vue d'assurer une traduction parfaite du projet.

Examine lors de leur réception les travaux exécutés par les entrepreneurs et en signale, s'il y a lieu, au maître de l'ouvrage les non-concordances

avec le projet ainsi que les malfaçons qu'il découvre sans opérer de sondages ou d'analyses,

Vérifie les mémoires,

Fonde le montant de ses honoraires sur le barème officiel en vigueur basé sur la nature de l'ouvrage, la difficulté et l'importance du programme, l'éloignement du chantier,

Et considère le maître de l'ouvrage comme l'unique débiteur du prix de son travail.

Cette détermination des diverses attributions de l'architecte et la nature juridique de sa profession nous conduisent à la définition suivante :

Exerce la profession d'architecte, celui qui, en vertu d'un contrat d'entreprise ou de travail et comme conseiller du maître de l'ouvrage, établit les documents artistiques et techniques nécessaires à la réalisation de la construction projetée ainsi que la marche à suivre pour son exécution matérielle, fournit aux entrepreneurs, et tous autres exécutants, les renseignements dont ils ont besoin, coordonne leurs efforts, reçoit les travaux et, enfin, vérifie les mémoires à l'achèvement de l'œuvre.

Mais, avons-nous dit, la définition de la profession d'architecte comporte des corollaires. Etudions-les.

CHAPITRE VIII

Les Corollaires

La définition que nous venons d'étudier comporte quatre corollaires : les conditions d'exercice de la profession d'architecte, les règles concernant l'usage et la protection du titre d'architecte, l'intervention

obligatoire de l'architecte pour l'édification de toutes constructions, enfin l'interdiction légale d'exercer à la fois cette profession et celle d'entrepreneur.

**1^{er} Corollaire : Les conditions d'exercice
de la profession d'Architecte en France**

Outre qu'il ne peut se désintéresser de l'esthétique des constructions qui peuplent son territoire, l'Etat doit veiller à la sécurité et à l'hygiène des habitants, à la probité de leurs relations économiques et professionnelles comme il a également le devoir d'assurer la protection du travail de ses nationaux. D'où les conditions suivantes que le législateur imposera pour l'exercice de la profession d'architecte lorsqu'il la réglementera: conditions de capacité, d'honorabilité, de nationalité.

De la nature des obligations qu'impose la profession d'architecte à celui qui désire s'y consacrer, découlent les conditions de capacité indispensables pour pouvoir l'exercer. Ces obligations, nous l'avons vu (1), sont multiples. Elles exigent pour les remplir des connaissances à la fois artistiques et techniques puisque l'architecture est un art et une science. Ces deux mots résument tout le programme des études théoriques que doit entreprendre celui qui veut être architecte. Mais, s'il ne nous appartient pas d'établir ce programme, nous n'avons pas la qualité pour le faire, qu'il nous soit permis, cependant, de rappeler celui que traçait, au I^{er} siècle avant J.-C., le grand architecte romain : Vitruve.

(1) Livre I^{er}, Titre I^{er}.

« L'architecte, enseigne cet auteur (1), a besoin
» de savoir bien écrire pour dresser de bons mémoires
» de tout ce qu'il doit faire. Il faut qu'il sache des-
» siner afin qu'il puisse faire exécuter ses projets
» d'après les dessins qu'il aura tracés. La géométrie
» lui servira à prendre des alignements et à dresser
» toutes choses par le niveau et l'équerre. L'optique
» lui est utile pour disposer les jours et faire les
» ouvertures selon les expositions. La science du
» calcul lui est indispensable dans les ouvrages qu'il
» entreprend pour régler les mesures et proportions
» qui se trouvent quelquefois mieux par le calcul que
» par les opérations géométriques. L'histoire lui
» donne la raison et lui fournit la matière de presque
» tous les ornements de l'architecture. L'étude de la
» philosophie perfectionne l'architecte, en lui don-
» nant de l'élévation d'âme et une certaine hardiesse
» qui n'est point de l'arrogance. Elle lui enseigne
» à être équitable, fidèle, désintéressé. Quant à la
» musique, il doit la posséder pour l'intelligence des
» machines et la construction des théâtres. Il faut
» qu'il soit versé dans la médecine, afin d'apprendre
» quelles sont les différentes situations des lieux de
» la terre appelés « climats » par les Grecs et de
» connaître les qualités de l'air, les propriétés des
» eaux et les causes de salubrité ou de l'insalubrité
» de chaque région. L'étude de la Jurisprudence lui
» enseignera les coutumes des lieux pour la construc-
» tion des murs mitoyens, des écoulements des toits
» et des égouts; elle le mettra à même de donner des

(1) Dans son « *Traité d'Architecture* » qu'il dédia à l'empereur Auguste. (Texte emprunté à « *La Grande Encyclopédie* », à l'article : « Architecte », de M. Ch. Lucas.

» conseils pour dresser les baux sans ambiguïté et de
» satisfaire ainsi aux intérêts des deux parties.
» L'astronomie lui servira pour la fabrication des
» cadrans solaires, par la connaissance que donne
» cette science des points cardinaux, des équinoxes,
» des solstices et du cours des astres. » (1)

Bien que datant de plus de 2.000 ans, ce programme des connaissances indispensables à l'architecte édicté par Vitruve n'a pas vieilli. Mais toutes ces connaissances doivent-elles être enseignées dans les écoles professionnelles d'architecture ? Nous ne le pensons pas. Certaines d'entre elles, l'histoire et la philosophie, par exemple, font partie, selon nous, de l'enseignement pré-professionnel qui s'impose au futur architecte. Les études purement professionnelles, auxquelles il est tenu de se livrer, nécessitent, en effet, des bases extrêmement solides, aussi solides que celles qu'exigent les autres professions libérales comme celles de médecin, d'ingénieur, d'avocat ou autres. Voilà pourquoi, lors de leur XIV^e Congrès international (2), les architectes ont formulé le vœu « qu'avant d'être admis dans les Ecoles d'architecture, les candidats fournissent la preuve qu'ils possèdent une culture générale (équivalent du baccalauréat ou maturité), comportant déjà certains éléments spécialisés et propres à l'architecte ». (3) Ainsi, leurs élèves étant obligatoirement bacheliers et

(1) A ces connaissances, il convient d'ajouter l'étude de l'emploi et de la résistance des matériaux et celle de la « composition » des plans, façades et coupes.

(2) Tenu à Paris 19-24 juillet 1937.

(3) *L'Architecture*, 15 septembre 1937.

ayant reçu au préalable l'enseignement pré-professionnel indispensable, les écoles professionnelles d'architecture ne seraient plus que des « écoles d'application » et justifieraient alors leur titre d'« écoles d'enseignement supérieur ».

Cependant le diplôme d'architecte délivré par ces écoles serait insuffisant pour l'exercice de la profession d'architecte qui exige, outre des connaissances techniques, des connaissances pratiques. Le jeune diplômé serait donc tenu d'accomplir un stage à la fin duquel il subirait un examen probatoire qui lui conférerait le droit d'exercer. Lors du Congrès international auquel nous venons de faire allusion, les architectes se sont prononcés en ce sens et ont émis le vœu « que les élèves ayant subi avec succès les examens des Ecoles d'architecture, ne soient autorisés à exercer la profession qu'après avoir fourni la preuve qu'ils ont collaboré pendant au moins deux années avec un confrère qualifié, tant pour l'élaboration des projets que pour la direction des chantiers. » (1)

Mais il ne suffit pas d'être capable d'exercer une profession, il faut en être digne, aussi l'Etat doit-il exiger de tous ceux qui participent à une activité sociale quelconque une honorabilité parfaite.

Les architectes ont toujours eu le souci de voir régner chez tous les membres de leur profession l'honorabilité la plus parfaite. Les conditions d'admission dans leurs « Sociétés » sont très strictes. Ils ont institué dans leurs groupements professionnels des

(1) Vœu émis par les architectes lors de leur XIV^e Congrès international tenu à Paris, 19-24 juillet 1937. — *L'Architecture*, 15 septembre 1937.

conseils de discipline et leur code, le *Code Guadet* édicte avec un soin tout particulier les devoirs moraux de l'architecte vis-à-vis de lui-même et de ses confrères, envers ses clients comme envers les entrepreneurs et le personnel du Bâtiment. Voici quelques extraits caractéristiques de ce code :

« L'architecte s'interdit... tous agissements qui
» puissent rester secrets vis-à-vis d'un client soit
» actuel, soit éventuel. Vis-à-vis de ses confrères,
» l'architecte s'interdit le plagiat ainsi que la mécon-
» naissance des règles délicates que la conscience
» impose aux artistes dignes de ce nom dans leurs
» rapports entre eux. Il ne recherche pas la situa-
» tion ou la clientèle acquise à un confrère. S'il est
» cependant appelé à recueillir cette situation... le
» nouvel architecte se considère comme le gardien de
» l'honneur et des intérêts de ce confrère... L'archi-
» tecte consacre à son client tout son dévouement...
» toutefois, il ne se prête pas à des opérations, même
» exigées par le client, qui seraient de nature à léser
» les droits des tiers... L'architecte emploie son
» autorité morale en vue de rendre aux ouvriers les
» travaux de leur profession le moins pénible possible
» et d'assurer la bonne harmonie, la cordialité et
» l'honorabilité dans les rapports entre toutes les
» personnes occupées sur ses travaux. » (1)

Lorsqu'il établira la réglementation de la profession d'architecte, le législateur devra s'inspirer largement de ces extraits du *Code Guadet* ; mais que pourra-t-il faire de pratique pour fournir au public les garanties désirables sur l'honorabilité des architectes ?

(1) Extraits du « Code Guadet ». — Louvet : *L'Art d'Architecture et la profession d'Architecte*, Tome II, p. 10 et suiv.

Nous proposons la suivante : la loi réglementant la profession d'architecte doit également l'organiser en créant l'Ordre National des Architectes, avec un Conseil d'admission et un Conseil de discipline munis de pouvoirs légalement sanctionnés. (1) Nul ne serait admis à exercer la profession d'architecte s'il ne pouvait préalablement justifier de son admission dans cet Ordre National. Ainsi organisé, celui-ci contribuerait pour beaucoup à assurer le prestige auquel a droit la profession d'architecte et à garantir l'honorabilité de ses adeptes.

Enfin, avons-nous dit, le marché du travail, intellectuel ou manuel, ne peut laisser l'Etat indifférent. Celui-ci a le devoir de protéger ses nationaux contre une concurrence étrangère déloyale.

C'est dans ce but qu'avec juste raison, sur la proposition d'architectes français, le deuxième Congrès international des Artistes (section Architecture) tenu à Paris, a émis, dans sa séance du 25 mai 1937, le vœu : « que tout architecte travaillant dans une nation » étrangère ait obtenu dans son pays d'origine un » diplôme décerné par une école, dont l'enseignement » correspond aux diplômes exigés pour exercer la » profession d'architecte dans la nation où il désire » exercer ; 2° qu'à la suite d'ententes diplomatiques » établissant la réciprocité, tout architecte travaillant » dans une autre nation que la sienne, soit obligé de » s'associer à un architecte de cette nation. » (2) Ce vœu a été approuvé à l'unanimité.

(1) Cet Ordre national pourrait se subdiviser en sections provinciales et régionales.

(2) Texte publié par la revue *Art National*, n° 70, juin 1937.

Nous synthétiserons donc les conditions d'exercice de la profession d'architecte par la formule suivante, que nous proposons pour la réglementation légale de cette profession : *Nul ne peut exercer en France la profession d'architecte s'il n'a préalablement justifié à la mairie (1) de son domicile professionnel : 1° de sa capacité professionnelle par la possession de son diplôme d'architecte et de son certificat de stage de pratique du métier ; 2° de sa parfaite honorabilité par sa qualité de membre de l'Ordre National des Architectes (2) ; 3° de sa nationalité française. (3)*

2^e Corollaire : Règles concernant l'usage et la protection du titre d'Architecte

Nous avons indiqué dans l'étude du corollaire précédent que les connaissances théoriques indispensables à l'exercice de la profession d'architecte doivent obligatoirement s'acquérir dans des écoles professionnelles spécialisées, délivrant en fin d'études un diplôme d'architecte. C'est donc après avoir subi avec succès les divers examens correspondant à ces études théoriques, que l'on aura droit au titre d'« architecte ». Par suite, il est raisonnable, et également équitable, de réserver l'usage de ce titre aux seuls possesseurs du diplôme.

Mais le législateur interdirait en vain d'usurper le titre d'architecte, s'il ne prenait soin d'assurer par

(1) Ou en tout autre lieu public : Préfecture, greffe du Tribunal civil, etc.

(2) Nous avons dit que la loi réglementant la profession d'architecte en France, devait aussi l'organiser en créant l'Ordre national des Architectes.

(3) Ou, s'il est étranger, de justifier de son droit d'exercer en France la profession d'architecte.

des sanctions l'efficacité de cette interdiction. L'Etat doit, en effet, protéger le titre d'architecte, comme il protège par exemple celui de médecin (1), d'avocat (2), d'ingénieur (3), de vétérinaire (4).

Nous proposons donc pour la réglementation légale de la profession d'architecte, le texte suivant :
« Sous peine de telle sanction... Nul ne peut porter le titre d'architecte s'il ne possède le diplôme délivré par une Ecole d'Architecture d'Etat ou reconnue par l'Etat. »

Il va sans dire qu'une telle loi comporterait des dispositions transitoires, voire, un certain délai d'application, afin de ne léser en rien les situations acquises ou sur le point de l'être.

3^e Corollaire : L'intervention obligatoire de l'Architecte pour l'édification de toute construction

Par sa formation professionnelle, l'architecte est seul qualifié pour l'établissement des plans, calculs et devis des édifices, quelle que soit l'importance et la nature de l'ouvrage. Dès lors, son intervention est obligatoire pour l'édification de toute construction.

Si elle ne se discute pas, en effet, pour les ouvrages importants, l'intervention de l'architecte, au moins en ce qui concerne la confection du pro-

(1) Protégé par la loi du 30 nov. 1892.

(2) Protégé par le décret du 20 juin 1920.

(3) La loi du 10 juillet 1934 assure la protection du titre d'« ingénieur diplômé ».

(4) Protégé par la loi du 31 juillet 1923.

jet (1), se justifie également pour les constructions peu considérables. Celles-ci ne comportent-elles pas également l'application des règles de construction et d'hygiène ? Ne sont-elles pas, elles aussi, soumises aux lois qui régissent les immeubles, aux servitudes légales ou conventionnelles par exemple, comme aux principes généraux d'urbanisme ? De plus, ceux qui font construire des ouvrages modestes sont ceux qui ont souvent le plus besoin des conseils éclairés de l'architecte. Pour eux, cette petite construction est une grosse entreprise qui les effraie parce qu'ils n'ont pas l'habitude d'affaires de ce genre et que cela représente une dépense lourde à supporter. Trop nombreux sont ceux qui ont payé très cher l'économie qu'ils espéraient réaliser en se privant des services d'un architecte ; et combien en est-il qui ont dû, finalement, avoir recours à ce dernier pour les tirer d'embarras !

L'architecte pour tous, telle est la formule de l'avenir, mais dont la réalisation n'est possible que par l'intervention du législateur. L'Etat, auquel on doit déjà les heureuses dispositions de l'Assistance judiciaire et de l'Assistance médicale, a encore une noble tâche à remplir en organisant « l'Assistance architecturale ». Celle-ci, due à la généreuse initiative des architectes eux-mêmes, est actuellement à l'étude devant leur commission à la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

Mais ce n'est pas seulement dans l'intérêt des individus que le législateur doit rendre obligatoire

(1) Par « projet », nous entendons tous les dessins nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage et le devis descriptif.

l'intervention de l'architecte pour toute construction, c'est aussi dans l'intérêt du patrimoine national. L'Etat, qui ne se désintéresse pas de l'esthétique des édifices peuplant les paysages de son territoire, ne peut en confier la conception qu'à des professionnels qualifiés : les architectes.

4^e Corollaire : Interdiction pour l'Architecte d'agir en entrepreneur, et inversement

Nous avons souligné l'incompatibilité d'exercice qui existe entre la profession d'architecte et celle d'entrepreneur. Actuellement, le « Code Guadet » interdit aux architectes le cumul de ces deux professions. Mais ces prescriptions demeurent pour certains lettre morte, car elles ne sont pas légalement sanctionnées.

Le législateur doit combler cette lacune et édicter dans la réglementation cette règle qu'il empruntera au « Code Guadet » : « L'architecte qui se fait entrepreneur ou commis d'entrepreneur perd la qualité d'architecte » (1)

Mais comme il serait profondément injuste que l'entrepreneur puisse usurper les fonctions de l'architecte, une loi spéciale (2) ou mieux, une disposition particulière de notre texte devra le lui interdire.

Tels sont les corollaires de la définition de l'architecte. Leur importance justifie amplement la place qu'ils doivent occuper dans la réglementation légale de cette profession.

(1) Le « Code Guadet » (cité par Louvet : « *L'Art d'Architecture et la Profession d'Architecte* », Tome II, p. 14).

(2) Si la profession d'architecte a besoin d'être réglementée, à nos yeux celle d'entrepreneur l'est pas moins.

LIVRE DEUXIÈME

La Responsabilité de l'Architecte

Ayant défini la profession d'architecte, il nous est possible maintenant d'établir la responsabilité qu'elle fait encourir à celui qui l'exerce. C'est le second problème posé par la Réglementation légale qui nous occupe. Il est nécessaire, en effet, que l'architecte connaisse avec certitude ce dont il doit répondre éventuellement.

Pour résoudre ce problème, notre Réglementation répondra à ces trois questions : Sur quoi porte la responsabilité de l'architecte, quelle en est la durée et quels en sont les effets ?

La durée ? Les effets ? La réponse à ces questions n'offre aucune difficulté.

Que l'architecte soit responsable pendant les dix années qui suivent la réception de l'ouvrage ou sa prise de possession effective, que ce délai ne soit qu'un simple temps d'épreuve se confondant avec la durée de l'action appartenant au maître de l'ouvrage, cela ne soulève aucune discussion. De même, puisqu'il n'est pas exécutant, (1) l'architecte ne peut être condamné qu'à une réparation en argent et non

(1) L'entrepreneur est un exécutant.

en nature. Notre Réglementation se contentera donc de consacrer les solutions généralement admises.

Par contre, le législateur doit mettre fin à la controverse que soulève cette question : « Sur quoi porte la responsabilité de l'architecte » ? Les Tribunaux civils et administratifs sont souvent en contradiction sur ce point. Les architectes sont inquiets ; ils attendent avec hâte une solution définitive et équitable. Sa recherche fait l'objet de notre second livre.

Celui-ci se compose comme suit : dans les deux premiers titres nous indiquons sur quoi porte actuellement la responsabilité de l'architecte devant les Tribunaux civils, puis devant le Conseil d'Etat, et faisons la critique de ces jurisprudences ; dans le troisième titre nous exposons sur quoi doit porter, selon nous, la responsabilité de l'architecte, théorie que nous proposons pour la Réglementation légale de cette profession.

TITRE IV

Sur quoi porte la responsabilité de l'Architecte devant les Tribunaux civils

Liés par les textes du Code, les Tribunaux civils appliquent à l'architecte des articles qui ne le concernent point. Nous avons établi (1) en effet, que les rédacteurs du Code civil, en édictant les articles 1792-1793 et 2270, n'avaient pas en vue l'architecte tel que nous l'entendons aujourd'hui, mais l'architecte-entrepreneur. Malheureusement, cette lacune a entraîné des décisions judiciaires regrettables faisant supporter aux architectes des fautes qu'ils ne commettent pas, qu'ils ne peuvent empêcher de commettre et dont les auteurs ne sont pas leurs préposés. Aussi, nous ne pouvons mieux justifier l'urgence de la réglementation légale de la profession d'architecte, établissant la responsabilité de celui-ci, qu'en exposant la jurisprudence civile et en faisant ensuite la critique.

(1) Livre I^{er}. Chap. III. « Les causes de confusion entre les attributions de l'architecte et celles de l'entrepreneur », page 43.

CHAPITRE IX

Exposé de la Jurisprudence civile

Devant les Tribunaux civils, à l'égard du maître de l'ouvrage, l'architecte est non seulement responsable des vices de conception du projet, des conseils qu'il donne à son client ainsi que des engagements qu'il contracte envers lui, mais il répond en outre avec l'entrepreneur, parfois même solidairement, des vices d'exécution et des erreurs de comptes résultant d'une vérification insuffisante des mémoires.

L'Architecte répond seul, en principe, des vices de conception du projet

Les vices de conception qui peuvent affecter un projet d'architecture se ramènent à quatre principaux : l'inobservation des lois et règlements applicables, le choix d'un mode de construction défectueux, les erreurs commises dans les calculs de résistance des matériaux, enfin la non-concordance entre les plans et devis.

Principes. — L'architecte est seul responsable des fautes de conception du projet qu'il a établi ou dont il accepte de diriger l'exécution.

Cour de Pau. 13 mars 1845. (D. P. 1845-2-124) (1).

Cass. Req. 5 janv. 1931. (*L'Architecture*, 15 août 1931).

Dijon. 27 avril 1934. (D. H. 1934, p. 438).

(1) Cité par Guillemot Saint-Vinebault dans son « *Manuel juridique de l'Architecture* », p. 346.

Les vices de conception n'engagent jamais la responsabilité de l'entrepreneur auquel on ne peut reprocher aucune malfaçon dans l'exécution matérielle de l'ouvrage.

Trib. Seine, 28 nov. 1933 (C. M. 1932-35, p. 148).

Mantes. 28 juillet 1933 (G. P. 1932-2-786).

Cour de Paris. 25 oct. 1934 (C. M. 1932-35, p. 286).

Cour de Nancy. 22 mai 1929, confirmé par Cass. Civ. 2 avril 1935. (*L'Architecture*, 15 déc. 1935).

L'architecte poursuivi pour vices de conception du projet ne peut valablement objecter qu'il s'est simplement conformé aux désirs du maître de l'ouvrage. Les Tribunaux décident avec raison que « l'architecte ou l'entrepreneur doit refuser d'exécuter, dans les conditions de nature à compromettre leur solidité, les travaux qui lui sont proposés, (et) que par l'acceptation de ces conditions, il fait siens les plans ou devis de manière à encourir la responsabilité édictée par la loi. »

Cass. Civ. 23 oct. 1888 (D. P. 89-1-90).

Cass. Req. 21 mars 1932 (*L'Architecture*, 15 fév. 1933).

Inobservation des lois et règlements. — L'architecte est seul responsable, en principe, de l'inobservation des lois et règlements applicables aux constructions parce que l'exercice de sa profession ne lui permet pas de les ignorer.

Toutefois, le maître de l'ouvrage partage les conséquences de cette inobservation s'il possède « une compétence spéciale en matière immobilière ».

Trib. Seine. 28 nov. 1933. (C. M. 1932-35, p. 148).

La responsabilité de l'architecte, en cette matière, se prescrit par 30 ans, l'article 2.270 du Code civil n'étant applicable qu'aux vices de construction. (1)

Trib. Seine. 21 déc. 1932. (C. M. 1932-35, p. 37).

Choir d'un mode de construction défectueux. —

Commets une faute lourde dont il supporte les conséquences, l'architecte qui adopte un procédé de construction sans tenir compte de la nature du sol.

Mantes. 28 juillet 1933 (G. P. 1933-2-786
confirmé par la Cour de Paris.
25 oct. 1934. (C. M. 1932-35, p. 286)

ou qui prescrit l'emploi de matériaux impropres à l'usage qui leur est destiné.

Cour de Paris. 25 oct. 1934. (C. M. 1932-35, p. 286).

Erreurs dans les calculs de résistance. — Il appartient à l'architecte d'établir tous les documents nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage, y compris les calculs de résistance. Les erreurs qui pourront s'y trouver engagent donc sa responsabilité.

Cour de Nancy. 22 mai 1929, confirmé par
Cass. Civ. 2 avril 1935. (*L'Architecture*, 15 déc. 1935)

Non concordance entre les plans et devis. — Ces documents, concourant au même but : la réalisation matérielle de l'ouvrage, doivent nécessairement concorder. L'architecte chargé d'établir ces documents est donc responsable de leur non concordance.

Trib. Rouen. 6 mai 1931 (D. H. 1931, p. 407).

(1) La nouvelle législation concernant l'architecte devra ramener à dix années cette prescription trentenaire.

L'étude de cette jurisprudence nous permet de conclure que les tribunaux civils distinguent les vices de conception des vices d'exécution, afin de faire supporter les premiers à l'architecte seul.

**L'Architecte est responsable des conseils qu'il donne
à son client
et des engagements qu'il contracte envers lui**

Conseiller artistique et technique de son client. l'architecte ne doit pas profiter de l'influence qu'il peut avoir sur lui, pour l'engager dans des opérations hasardeuses ou trop onéreuses. Il engage donc sa responsabilité :

en conseillant à son client de traiter avec tel entrepreneur dont il connaît la mauvaise situation financière ; (1)

Cour de Paris. 23 juillet 1931 (C. M. 1929-32, p. 297 ; — D. H. 1931, p. 466)

ou en ne tenant pas compte des moyens financiers de son client lors de l'établissement du projet.

La Réole. 22 juillet 1932 (D. P. 1933-2-89).

De même, l'architecte, qui prend l'engagement formel de ne pas dépasser le prix porté par lui-même au devis, supporte ce dépassement « s'il n'établit pas que ce soit avec le consentement du propriétaire que les travaux modificatifs aient été effectués ».

Cour de Douai. 2 fév. 1927 (C. M. 1926-28, p. 61).

Trib. Civ. Lyon, 8 mars 1928 (S. 1929-2-101).

(1) Toutefois, la responsabilité de l'architecte pourra être partagée par le maître de l'ouvrage, si celui-ci « a commis la négligence de ne pas se renseigner lui-même sur l'entrepreneur avec lequel il traitait ». (Cour de Paris, 23 juillet 1931. — Déjà cité).

L'Architecte répond avec l'entrepreneur des vices d'exécution

Fondement. — L'architecte, auquel on peut reprocher un défaut de surveillance des travaux, répond des malfaçons commises par l'entrepreneur.

Cass. Req. 20 juillet 1931 (1). (*L'Architecture*, 15 janv. 1932).

Tel est le fondement de la responsabilité de l'architecte que les tribunaux ne cessent d'appliquer avec une rigueur sans cesse croissante.

D'abord mis hors de cause s'il avait exercé une surveillance normale sur le chantier (2), l'architecte fut bientôt condamné à supporter les vices d'exécution, même ceux commis à son insu. (3).

Actuellement, certains tribunaux vont jusqu'à prétendre que l'architecte auquel incombe la mission de direction et de surveillance des travaux « a une responsabilité plus étendue » (4) que celle de l'entrepreneur chargé simplement de l'exécution matérielle de l'édifice.

Mais ne nous attardons pas à décrire l'évolution de cette jurisprudence, étudions la responsabilité que font encourir à l'architecte les vices d'exécution de l'ouvrage : pendant le cours des travaux et après leur réception.

(1) Dans le même sens :

Cass. Req. 25 mars 1874. (D. P. 1874-1-285)

Cass. Req. 20 juin 1898 (D. P. 1898-1-367)

Cass. Req. 26 nov. 1924 { G. P. 1925-1-144 et
C. M. 1923-26, p. 211)

(2) Cass. Req. 15 janv. 1863 (D. P. 1863-1-421.)

(3) Cass. Req. 16 mai 1904 (D. P. 1905-1-352.)

(4) Trib. Civ. de Mantes, 28 juillet 1933 (G. P. 1933-2-786)

Pendant le cours des travaux. — L'architecte est responsable avec l'entrepreneur des dommages causés aux tiers par l'exécution matérielle de l'ouvrage.

Cour de Paris. 8 nov. 1929 (C. M. 1929-32, p. 37).

Le maître de l'ouvrage ne saurait être inquiété s'il n'a commis aucune faute personnelle (1), car on ne pourrait invoquer contre lui l'article 1.382 C. civ., ni l'article 1.384, C. civ., puisque l'architecte et l'entrepreneur ne sont pas ses préposés ; ni l'article 1.386 C. civ., puisque pendant l'exécution des travaux « le propriétaire s'est dépouillé temporairement de son bien et que la maison, cause du dommage, n'est plus en sa possession. »

Cour de Nancy. 10 nov. 1900 (D. P. 1901-2-418) (2).

Cass. Civ. 16 juillet 1903 (D. P. 1904-1-83) (2).

Trib. Seine. 27 juin 1932 (C. M. 1932-35, p. 25).

A titre d'exemple, nous citerons le cas d'un architecte reconnu partiellement responsable de la mort de la gérante d'un immeuble en construction. Cette personne avait succombé après avoir bu de l'eau de Seine non filtrée, branchée sur les canalisations destinées à l'eau potable et coulant sur l'évier de la cuisine. Le tribunal a estimé que « l'immeuble

(1) Si on ne peut lui reprocher, par exemple, d'avoir choisi un architecte notoirement incapable ou un entrepreneur inexpérimenté, ou bien de s'être immiscé soit dans la confection des plans et devis soit dans leur exécution.

(2) Arrêts cités par M. Capitant dans son article : « Durée de la responsabilité de l'architecte et de l'entrepreneur » (*L'Architecture*, 15 nov. 1932).

n'étant pas terminé, l'architecte avait le devoir d'exercer sur tous les éléments de la construction une surveillance vigilante ; que notamment, après avoir commis une grave infraction au règlement en permettant l'arrivée de l'eau de Seine dans les canalisations servant à l'alimentation... il aurait dû, tout au moins s'assurer qu'après cet usage irrégulier, l'eau polluée était retirée des canalisations et celles-ci sévèrement désinfectées. »

Trib. civ. Seine. 31 mars 1933 (C. M. 1932-35, p. 85).

A l'égard du maître de l'ouvrage, la responsabilité de l'architecte est également très lourde puisque ce n'est qu'après la réception des travaux qu'il est déchargé des malfaçons n'affectant pas le gros œuvre.

Cass. Civ. 19 déc. 1928. (C. M. 1926-28, p. 337).

Cass. Req. 4 déc. 1934. (S. 1934-I-180).

Après la réception des travaux, la responsabilité de l'architecte à l'égard du maître de l'ouvrage est fonction du contrat qui le lie à ce dernier.

Mandataire de son client, l'architecte « ne peut se décharger lui-même de sa propre responsabilité par la réception définitive des travaux. »

Cour de Douai. 8 mars 1927 (C. M. 1926-28, p. 85).

Loueur d'ouvrage, l'architecte, après la réception des travaux, répond seulement des vices prévus aux articles 1.792 et 2.270. C. Civ.

Cass. Req. 18 fév. 1929 (S. 1929-I-205).

Cass. Req. 4 déc. 1934 (S. 1934-I-180).

Mais qu'ils invoquent l'un ou l'autre de ces deux

articles, les tribunaux civils en font une interprétation de plus en plus sévère à l'égard de l'architecte, au profit de l'entrepreneur.

Aux termes de l'article 1.792, l'architecte et l'entrepreneur sont responsables, pendant les dix années qui suivent la réception des travaux, des vices de la construction et des vices du sol ; or certains tribunaux font supporter les vices du sol à l'architecte seul. Le tribunal de Mantes est formel : « L'entrepreneur qui a travaillé sous la direction d'un architecte ne peut être même partiellement responsable de la destruction de l'édifice causée par un vice caché du sol ».

Trib. Civ. de Mantes. 28 juillet 1933 (G. P. 1933-2-786).

Selon l'article 2.270, pendant les dix années qui suivent la réception des travaux, les architectes et les entrepreneurs sont responsables « des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés. » Mais, affirme la Cour de Cassation, « la loi n'ayant ni énuméré, ni défini les gros ouvrages, les tribunaux ont un pouvoir d'appréciation pour rechercher, dans chaque cas, si les travaux litigieux constituent ou non de gros ouvrages. »

Cass. Req. 12 nov. 1924 (C. M. 1923-26, p. 212).

Aussi, en vertu de ce pouvoir souverain d'appréciation, les tribunaux ont élargi considérablement la notion de « gros ouvrage » et par là, le champ d'application de la responsabilité des architectes. Ceux-ci doivent répondre non seulement des mal-façons qui intéressent les gros ouvrages (1) ou de

(1) Cass. Req. 27 fév. 1929 (S. 1929-1-128).

celles « qui sont de nature à compromettre la solidité de l'édifice » (1), mais encore des malfaçons les plus diverses, notamment : de la mauvaise exécution d'un dallage « formant avec les matériaux sous-jacents un plancher unique » (2) ; de la mauvaise qualité des matériaux employés (3).

Précisons que l'architecte répond des vices des bois employés, même si ces vices n'étaient pas apparents au moment de la mise en place de ces bois.

Trib. Seine. 4 avril 1932 (C. M. 1929-32, p. 371).

La Cour de Paris va même jusqu'à décider que si, par manque de surveillance, les architectes « avaient accepté des travaux et fournitures qui n'auraient pas dû l'être, leur propre responsabilité pourrait se trouver substituée à celle de l'entrepreneur à qui ils ont donné *quitus* ; cela, du moins, en ce qui concerne les vices apparents des matériaux employés. »

Cour de Paris. 24 nov. 1934. (*L'Architecture*, 15 fév. 1935).

Cependant l'architecte ne répond de la mauvaise qualité des bois employés que s'il ne met pas l'entrepreneur en demeure de les remplacer.

Trib. Seine. 19 fév. 1934 (C. M. 1932-35, p. 229).

Rien d'étonnant après cela que les entrepreneurs se considèrent comme couverts par la surveillance des architectes. Mais les tribunaux repoussent cette pré-

(1) Cass. Req. 28 janv. 1936 (S. 1936-1-136).

(2) Cass. Req. 27 fév. 1929. (S. 1929-1-128).

(3) Trib. d'Arras, 7 nov. 1928 (C. M. 1929-32, p. 2, et G. T. 29 mars 1929).

tention, « la faute de l'architecte, disent-ils, n'exclut pas celle de l'entrepreneur. »

Cass. Req. 27 fév. 1929 (S. 1929-1-128).

Cour de Paris. 11 fév. 1933. (*L'Architecture*, 15 sept. 1933).

Telle est la responsabilité que font encourir à l'architecte les vices d'exécution de l'ouvrage mais :

Par quel laps de temps se prescrit-elle ? Pour répondre à cette question il faut distinguer la responsabilité contractuelle de la responsabilité quasi-délictuelle de l'architecte.

La responsabilité contractuelle de l'architecte fondée sur les articles 1.792 et 2.270 du Code civil, se prescrit par dix ans après la réception des travaux.

La responsabilité quasi-délictuelle de l'architecte (à l'égard des tiers) repose sur l'article 1.382 C. civ. et se prescrit par trente ans. Ainsi, sur appel en garantie du propriétaire, l'architecte répond, pendant les trente années qui suivent la réception de l'ouvrage, des dommages causés aux tiers par un vice caché d'exécution, si on ne peut reprocher à ce propriétaire un manque d'entretien de son immeuble.

Cour d'Aix, 23 avril 1933. (*L'Architecture*, 15 janv. 1933).

Voici un exemple récent de cette responsabilité trentenaire :

La locataire d'un immeuble fit une chute mortelle en s'appuyant sur la balustrade de son balcon. Celle-ci ayant cédé par suite du défaut de goujonage des balustres et surtout à cause « du vice de construction de la main courante qui, simplement reliée

aux pilastres par un joint de plâtre, n'a pas résisté à la pression vers le vide d'un corps humain. »

La famille de la victime réclama des dommages-intérêts au propriétaire qui appela alors en garantie son architecte et son entrepreneur, malgré la prescription décennale qu'ils invoquaient.

La Cour, ne pouvant reprocher au propriétaire un défaut quelconque d'entretien, le mit hors de cause. Par contre, considérant que la responsabilité « du dirigeant et celle de l'exécutant subsistaient seules », elle condamna l'architecte, pour défaut de surveillance et l'entrepreneur, pour mauvaise exécution, à verser à la famille une somme d'argent au titre de dommages-intérêts.

Cour de Paris. 13 mars 1935 (1). (*L'Architecture*, 15 août 1935.—C. M. 1932-35, p. 388. — G. T. 1935-2-340).

Cette rapide étude nous enseigne que la responsabilité de l'architecte est beaucoup plus lourde que celle de l'entrepreneur, car elle s'étend même aux fautes commises par celui-ci.

L'Architecte répond des erreurs qu'il commet en vérifiant ou réglant les mémoires

Vérifier un mémoire, c'est contrôler : 1° l'exactitude des mesures qui y sont portées ; 2° l'évaluation du travail et 3° les matériaux fournis.

(1) M^{es} Tassin et de Saint-Chamas font remarquer avec raison que « cet arrêt paraîtra tout particulièrement sévère pour l'architecte qui, en somme, est rendu responsable d'un grave vice de construction imputable à l'entrepreneur et si difficile à découvrir qu'il avait même échappé à la vérification minutieuse d'un expert chargé par le tribunal d'opérer la réception des travaux que l'architecte incriminé n'avait même pas eu à faire ».

(Note sous l'arrêt de la Cour de Paris du 13 mars 1935. — *L'Architecture*, 15 août 1935).

Après cette vérification, il est possible de régler le mémoire, c'est-à-dire d'en fixer définitivement le montant.

Le règlement est une opération « indispensable pour le paiement de l'entrepreneur. »

Cass. 7 mars 1933. (G. P. 1933-1-917 et C. M. 1932-35, p. 102).

Le règlement d'un mémoire par l'architecte engage-t-il le maître de l'ouvrage ? — La réponse à cette question varie selon que l'on fait de l'architecte un mandataire ou un loueur d'ouvrage.

Jusqu'en 1926, les tribunaux, adoptant le plus souvent la théorie de l'architecte mandataire, estimaient qu'il engageait son client envers l'entrepreneur en réglant un mémoire.

Cass. Req. 11 nov. 1885 (D. P. 1886-1-39). (1)

Mais depuis 1926 la Cour de Cassation abandonne cette théorie et décide que le seul fait, pour l'architecte, d'être « chargé de diriger les travaux, ne suffit pas à établir qu'il ait reçu le mandat de les régler contradictoirement », en sorte que le propriétaire fut obligé par ce règlement.

Cass. Civ. 3 nov. 1926. (D. P. 1927-1-77 et C. M. 1926-28, p. 37).

Actuellement, « il est de principe que le règlement des mémoires par l'architecte n'engage pas le propriétaire » ;

Trib. Civ. Seine. 31 déc. 1935 (G. P. 1936-1-429)

(1) Dans le même sens :

Trib. civ. Seine, 2 fév. 1903 (*Le Droit* 11 juillet 1903)

Trib. civ. Seine, 23 fév. 1911 (*La Loi*, 15 avril 1911)

Trib. civ. Nantua, 13 avril 1922 (D. P. 1923-2-41)

Trib. Comm. Marseille, 23 fév. 1923 (D. P. 1926-2-157)

Trib. civ. Seine, 23 mars 1923 (D. P. 1926-2-159).

Trib. civ. Seine, 16 déc. 1924 (D. P. 1926-2-160).

Ce règlement ne lie le maître de l'ouvrage « que si celui-ci a donné à l'architecte le mandat de l'obliger. »

Cass. Req. 9 janv. 1928 (1). (D. P. 1931-104 ; — S. 1928-1-87 ; — C. M. 1926-28, p. 217).

Dans chaque cas particulier, les tribunaux devront donc vérifier « l'étendue et les limites de la mission donnée aux architectes et déterminer notamment si elle impliquait pour ceux-ci le pouvoir d'engager leur client par le règlement des mémoires. » (2)

Cass. civ. 19 déc. 1928 (D. H. 1929, p. 66 ; C. M. 1926-28, p. 337).

Cette détermination « de l'étendue du mandat peut être faite soit par l'examen des conventions intervenues entre les parties, soit par la constatation d'un usage auquel elles se seraient référées expressément ou tacitement ».

Cass. Req. 20 juillet 1927 (C. M. 1926-28, p. 145).

Sur quoi porte la responsabilité de l'architecte.
— La responsabilité de l'architecte peut être mise en cause, soit dans le cas d'une erreur matérielle, soit dans le cas de collusion avec l'entrepreneur au préjudice du maître de l'ouvrage.

Trib. Lille, 12 juin 1928 (C. M. 1926-28 p. 218 ; — G. P. 27 oct. 1928).

(1) Dans le même sens :

Cass. Req. 18 déc. 1928 (C. M. 1926-28, p. 339)

Cass. Req. 6 juin 1932 (*L'Architecture*, 15 nov. 1932)

(2) Cependant, « doit être considéré comme mandataire, l'architecte qui a reçu la mission la plus étendue pour construire une villa et traiter avec les entrepreneurs. » — Paris, 30 oct. 1930 (D. P. 1932-2-105).

Invoquant l'article 541 du Code de procédure civile, le maître de l'ouvrage peut reprocher à l'architecte « des erreurs, omissions, faux ou doubles emplois » dans la vérification des mémoires et demander la révision de ces comptes.

Trib. de Beauvais, 11 déc. 1923 (C. M. 1923-26, p. 39).

Précisons toutefois que les erreurs de compte qui engagent la responsabilité de l'architecte sont des erreurs matérielles, (fautes de calculs, erreurs de mesurage, fausse application des prix de la série etc. et non des erreurs d'estimation. Celles-ci ne pourraient donner lieu à la révision des comptes que dans le cas où l'architecte se serait trompé lourdement. (1)

La responsabilité de l'architecte peut encore être engagée « dans le cas de collusion avec l'entrepreneur ». Mais pour obtenir la révision des comptes, le maître de l'ouvrage, victime de cette collusion, doit l'établir préalablement et préciser l'erreur qu'il invoque.

Trib. civ. Seine, 2 fév. 1903. (*Le Droit*, 11 juillet 1903).

Reconnus coupables, l'architecte et l'entrepreneur sont obligés de restituer le trop perçu, chacun d'eux étant tenu pour le tout envers le maître de l'ouvrage. Toutefois, l'architecte conserve, dans certains cas, son recours contre l'entrepreneur pour lui faire supporter la totalité de ladite condamnation.

Trib. Reims, 6 juillet 1933 (C. M. 1932-35 p. 137).

(1) Voir la note de Minvielle sous les quatre jugements : Trib. comm. Marseille, 23 fév. 1923 ; — Trib. Seine, 22 mars 1923 ; 24 juillet 1924 et 16 déc. 1924. — (D. P. 1926-2-157)

**L'Architecte peut être condamné solidairement
avec l'entrepreneur**

Lorsqu'après la réception des travaux, des mal-façons se révèlent dans les conditions prévues par les articles 1.792 et 2.270. C. civ, le maître de l'ouvrage peut poursuivre soit l'architecte et l'entrepreneur ensemble soit l'un ou l'autre seulement.

Ce principe s'explique par le fait que le maître de l'ouvrage ne peut discerner *a priori* si la faute incombe à l'architecte ou à l'entrepreneur ou aux deux à la fois.

Il appartient donc au Tribunal de déterminer à qui la faute est imputable pour : soit décharger l'architecte (1) ou l'entrepreneur, soit la leur faire supporter solidairement ou chacun pour partie.

Les Tribunaux civils écartent la solidarité entre l'architecte et l'entrepreneur dont la responsabilité « découle de principes différents » et dont la « part d'influence est nettement déterminée ».

Trib. Seine, 11 fév. 1928 (C. M. 1926-28 p. 289). (2)

Ainsi, le Tribunal civil de la Seine a conclu au partage de responsabilité entre un architecte, auquel on reprochait un défaut de surveillance et un entrepreneur coupable d'une infraction à un règlement de police.

(1) L'architecte est mis hors de cause si aucune « faute personnelle ne peut lui être imputée ». (Cass. Req. 20 juillet 1931, — (*L'Architecture*, 15 janv. 1932).

(2) Dans le même sens : Cour de Rennes, 27 nov. 1931. (C. M. 1932-35, p. 112, et *l'Architecture*, 15 juillet 1932).

Malheureusement les Tribunaux appliquent rarement ces principes de responsabilité partagée en sorte que la responsabilité solidaire entre l'architecte et l'entrepreneur, est, semble-t-il, la règle.

Fondement de cette solidarité. — Deux arrêts récents de la cour de Cassation nous l'indiquent :

Il y a solidarité entre l'architecte et l'entrepreneur lorsqu'ils se sont rendus coupables, dans l'exercice de leurs missions respectives, de « fautes communes que rien ne permet de diviser » ;

Cass. 12 nov. 1924 (D. H. 1924, p. 681).

ou encore, lorsque leur faute respective « a concouru à produire l'entier dommage subi par la partie lésée ».

Cass. Req. 5 janv. 1931 (*L'Architecture*
15 août 1931).

Applications. — Les Tribunaux font une large application de ces principes de solidarité. A titre d'exemples nous citerons :

la solidarité d'un architecte responsable d'un vice de conception et d'un entrepreneur responsable d'un vice d'exécution.

Cass. Req. 5 janv. 1931 (1) (*L'Architecture*
15 août 1931).

Mais le cas le plus fréquent de solidarité entre l'architecte et l'entrepreneur est celui où l'on reproche au premier un défaut de surveillance des travaux

(1) Dans le même sens : Douai, 19 janv. 1932 (Rec. Douai 1932, p. 314).

et au second des malfaçons dans l'exécution de l'ouvrage.

Cass. Req. 12 nov. 1924 (1) (C. M. 1923-26, p. 212.)

Effets de cette solidarité. — I° L'architecte et l'entrepreneur sont « tenus envers le propriétaire chacun pour le tout des réparations en nature et en argent » mais, entre eux il y a responsabilité partagée.

Cass. Req. 26 nov. 1924 (C. M. 1923-26, p. 211 ; — G. P. 1925-1-144).

Cette solution est avantageuse pour le maître de l'ouvrage, qui se trouve ainsi garanti de l'insolvabilité de l'architecte ou de celle de l'entrepreneur.

II° l'architecte poursuivi par le maître de l'ouvrage peut appeler l'entrepreneur en garantie (ou inversement) soit pour être entièrement déchargé de la condamnation prononcée contre lui, soit pour qu'il partage les conséquences de leur faute commune.

Cass. Req. 11 mai 1931. (*L'Architecture* 15 mars 1932) ; — Paris, 11 février 1933. (*L'Architecture* 15 septembre 1933) ; — Cass. 2 avril 1935 (C. M. 1932-35, p. 373).

Que vaut cette jurisprudence ? C'est ce que nous allons examiner.

(1) Dans le même sens :

Paris, 1^{er} juillet 1924. (C. M. 1923-26, p. 150).

Cass. Req. 26 nov. 1924 (C. M. 1923-26, p. 211 ; — G. P. 31 déc. 1924)

Cass. Req. 19 juin 1929. (D. P. 1930-1-168 ; — C. M. 1929-32, p. 13).

Trib. Seine, 4 avril 1932 (C. M. 1929-32, p. 371).

Trib. Seine, 27 juin 1932 (C. M. 1932-35, p. 25).

Paris, 13 mars 1935 (C. M. 1932-35, p. 388)

CHAPITRE X

Rejet partiel de la Jurisprudence civile

Devant les Tribunaux civils, l'architecte est donc responsable non seulement des vices de conception du projet, des conseils qu'il donne à son client, des engagements qu'il prend envers lui et des erreurs qu'il commet dans la vérification des mémoires, mais encore des vices d'exécution, c'est-à-dire de la pose défectueuse et de la mauvaise qualité des matériaux employés. Ainsi les Tribunaux civils ne font aucune distinction entre les vices de conception et ceux d'exécution à l'égard de l'architecte. Celui-ci est « responsable de tout », (1) de ses propres fautes comme de celles de l'entrepreneur avec lequel il peut être condamné solidairement.

Que penser d'une telle jurisprudence ? — Selon nous, elle contient une part de vérité qu'il faut retenir mais aussi des erreurs qu'il convient de rejeter.

Ce que l'on peut garder de cette jurisprudence. — Rien n'est plus naturel ni plus équitable que l'architecte soit responsable des obligations qui lui sont personnelles, inhérentes à la profession qu'il exerce : de la conception du projet, des conseils qu'il donne à son client, des engagements qu'il contracte envers lui et des erreurs qu'il commet dans la vérification des mémoires.

(1) Capitant. « *Cours élémentaire de Droit civil français* » 7^e Edition, Tome II, p. 640.

Maïs, par contre, nous repoussons la jurisprudence civile qui fait supporter à l'architecte les vices d'exécution des travaux et qui le rend solidaire de l'entrepreneur vis-à-vis du maître de l'ouvrage.

**Les Tribunaux civils font supporter, à tort,
les vices d'exécution à l'Architecte**

Les Tribunaux civils font supporter à l'architecte les vices d'exécution de l'ouvrage, autrement dit : la pose défectueuse et la mauvaise qualité des matériaux employés.

Une telle jurisprudence doit être rejetée parce que : son fondement est inadmissible, elle ne se justifie pas juridiquement, elle méconnaît le rôle de l'architecte et elle est contraire à l'équité.

Le fondement de cette jurisprudence est inadmissible. — Pour justifier cette responsabilité de l'architecte, les Tribunaux civils invoquent contre lui le défaut de surveillance du chantier. Ce fondement est trop vague et aboutit à une théorie extrême que l'équité repousse.

Ce fondement est trop vague, par suite trop arbitraire. En 1863 la Cour de Cassation soutenait que l'architecte ne pouvait être responsable des mal-façons commises par l'entrepreneur s'il avait exercé sur le chantier une surveillance normale (1). Mais, quel est le critérium de cette surveillance normale mettant l'architecte hors de cause ? - L'impossibilité de le définir laisse place à l'arbitraire. Il est toujours

(1) Cass. Req. 15 juillet 1863 (D. P. 1863-1-421).

facile de soutenir que l'architecte n'a pas exercé sur les travaux une surveillance suffisamment active et que telle malfaçon ne se serait pas produite s'il s'était montré plus vigilant.

En outre, en adoptant pour fondement de cette responsabilité de l'architecte le manque de surveillance des travaux, les tribunaux devaient fatalement aboutir à cette théorie extrême : l'architecte est responsable des malfaçons commises à son insu. (1)

En effet, la surveillance la plus active ne garantit pas l'architecte contre l'erreur ou la fraude de l'entrepreneur, cela surtout avec les procédés actuels de construction.

La surveillance d'un chantier se décompose en surveillance concomitante et en surveillance postérieure à l'exécution des travaux, la seconde étant le complément indispensable de la première. On ne peut exiger la présence constante de l'architecte sur un chantier peu considérable et dans le cas d'un chantier important, sur lequel l'architecte est représenté par un surveillant à demeure, on ne peut soutenir que ce surveillant puisse contrôler en même temps tous les gestes de tous les ouvriers. La surveillance concomitante à l'exécution des travaux est donc insuffisante, et doit être complétée par une surveillance postérieure. Mais, pour que celle-ci soit possible, cela suppose que les parties maîtresses de l'édifice restent apparentes un certain temps après leur pose. Or avec les procédés actuels de construction il n'en est pas ainsi, en effet, la surveillance postérieure à l'exécution des travaux est très réduite, parfois même

(1) Cass. Req. 16 mai 1904 (D. P. 1905-1-352).

impossible, si bien que pratiquement l'entrepreneur est livré à lui-même. En voici la preuve.

Un architecte consciencieux vérifie le « ferrailage » d'une armature en béton armé avant le coulage du béton ; mais après son départ, l'entrepreneur peut modifier ce « ferrailage » à son avantage en remplaçant certains fers par d'autres de moindre diamètre. Cette fraude est d'autant plus facile à commettre qu'elle peut s'exécuter rapidement et qu'elle est cachée aussitôt après le coulage du béton. Comment l'architecte pourrait-il découvrir cette malfaçon ?... Les essais de charge ne sont pas toujours possibles.

Autre exemple : comment vérifier après coup la qualité de l'exécution d'un revêtement en plaques de pierre ? Cette vérification est impossible ; la Cour d'Appel de Rennes l'a d'ailleurs reconnu. (1)

Ces exemples, tirés de la pratique, contredisent formellement l'affirmation suivante : « les pouvoirs de direction et de surveillance de l'architecte sont si étendus que l'on ne conçoit guère qu'une malfaçon ait pu être commise à son insu. » (2)

Dès lors, puisqu'une surveillance active n'empêche pas les malfaçons de l'entrepreneur, en fondant la responsabilité de l'architecte sur le manque de surveillance du chantier (le critérium de la surveillance normale n'existant pas), on le rend responsable des malfaçons commises à son insu.

Telle est la conclusion logique à laquelle aboutit le fondement dont se servent les tribunaux civils pour justifier la responsabilité de l'architecte portant

(1) Rennes, 27 nov. 1931. (C. M. 1932-35, p. 112).

(2) Corberand.

sur la pose défectueuse et la mauvaise qualité des matériaux employés.

Ce fondement doit donc être rejeté. On ne peut, en toute loyauté, reprocher à l'architecte, sous le prétexte facile d'un manque de surveillance de sa part, une faute qu'il n'a pas commise, qu'il ne pouvait empêcher de commettre et qu'il n'avait pas, comme l'entrepreneur, intérêt à commettre.

Réponse à une objection. — Certains pourront nous faire l'objection suivante : si la surveillance postérieure à l'exécution des travaux est difficile, voire même impossible avec les procédés actuels de construction, il n'en est pas ainsi avec les procédés « anciens ». L'exécution d'un mur en maçonnerie, la section d'une poutre ou d'une solive en bois, etc..., tout cela peut fort bien être vérifié après la pose. Il est donc possible à l'architecte d'éviter les malfaçons et si elles existent, il doit en répondre puisque son manque de surveillance les a rendues possibles.

En somme, cette objection se résume à ceci : la jurisprudence civile est applicable aux « procédés anciens » de construction, mais non à ceux actuels.

Les complications qui résulteraient nécessairement de la mise en pratique de ce système font que nous le repousserons. Il faudrait, en effet, classer les procédés de construction selon qu'ils seraient soumis ou non à la jurisprudence actuelle des tribunaux civils... cela nous paraît impraticable !

Pour nous, la responsabilité de l'architecte doit être indépendante du mode de construction adopté.

La responsabilité de l'architecte portant sur les vices d'exécution de l'ouvrage ne s'explique pas juri-

diquement. — En effet, l'architecte ne peut répondre des malfaçons commises par l'entrepreneur puisque celui-ci n'est pas son préposé et qu'aucun contrat ne les lie. Cet argument suffirait à lui seul pour réfuter la théorie des tribunaux civils.

La jurisprudence civile méconnaît le rôle de l'architecte et pour cela encore elle doit être rejetée. En le rendant responsable des vices d'exécution, elle transforme l'architecte en un exécutant (1). Or il ne peut l'être (2), il se défend de l'être. L'exécution matérielle de l'ouvrage ne rentre pas dans ses attributions, il ne peut donc en répondre.

Enfin, au nom de l'équité, nous repoussons la théorie jurisprudentielle d'après laquelle l'architecte doit répondre des malfaçons de l'entrepreneur, c'est-à-dire des fautes seulement imputables à ce dernier et au maître de l'ouvrage.

Rendre l'architecte responsable des malfaçons commises par l'entrepreneur, c'est le rendre responsable d'une erreur dont le maître de l'ouvrage est l'auteur originel. N'est-ce pas lui qui choisit l'entrepreneur et qui souvent l'impose à l'architecte ? Si cet entrepreneur est sérieux, il ne fraudera pas ; les erreurs qu'il pourra commettre dans l'exécution des

(1) Cette méconnaissance du rôle de l'architecte et son assimilation à celui de l'entrepreneur apparaissent dans l'arrêt suivant : « Attendu que la première obligation de l'architecte et de l'entrepreneur *est d'exécuter* selon les règles de l'art et dans les termes du traité qui les lie au propriétaire, la construction dont ils sont chargés ; qu'ils sont en faute par cela même qu'ils commettent des malfaçons ». (Cass. Req. 12 nov. 1924.)

(2) Cette interdiction lui est faite par le Code Guadet. Voir Louvet, *op. cit.* p. 14.

travaux (cela est humain) ne seront jamais bien graves, car cet entrepreneur consciencieux se conformera fidèlement aux documents qui lui auront été remis ; embarrassé, il n'hésitera pas à demander à l'architecte les explications nécessaires. Dans ce cas, pourquoi ce dernier serait-il le garant de l'entrepreneur ? — Si, au contraire, le maître de l'ouvrage a porté son choix sur un entrepreneur peu sérieux, pourquoi faire retomber cette imprudence ou cette négligence sur l'architecte qui n'y est pour rien et qui a peut-être tout fait pour éviter ce mauvais choix ?

Si ceux qui font construire ne pouvaient considérer l'architecte comme le garant de l'entrepreneur, ils choisiraient ce dernier avec plus de soin, avec plus de perspicacité. Ils ne se laisseraient pas prendre par d'alléchantes propositions, par des prix trop faibles pour être sérieux et n'élimineraient pas les entrepreneurs honnêtes qui n'ont pas su les flatter.

La jurisprudence des tribunaux civils favorise, en effet, la négligence des propriétaires et la hardiesse des entrepreneurs peu consciencieux. Donc, parce que son fondement est inadmissible, parce qu'elle ne se justifie pas juridiquement, qu'elle méconnaît le rôle de l'architecte et parce qu'elle n'est pas équitable, nous repoussons la jurisprudence civile qui rend l'architecte responsable de la pose défectueuse et de la mauvaise qualité des matériaux. Nous sommes même persuadé que l'abandon de cette jurisprudence serait grandement profitable à ceux qui font construire, comme aux entrepreneurs eux-mêmes débarrassés de la sorte des indésirables nuisibles à leur profession.

Comment expliquer cette Jurisprudence civile

Elle tient, à notre avis, à trois causes : la fausse application des articles 1.792 et 2.270 du Code civil aux architectes actuels, l'imprécision du rôle de ces derniers, la définition mal présentée de leur profession dans le Code Guadet.

Si les tribunaux civils ne distinguent pas les vices de conception des vices d'exécution à l'égard de l'architecte, c'est qu'ils lui appliquent à tort (1) les articles 1.792 et 2.270 du Code civil, dont les termes vices de « construction », « gros ouvrages » désignent sans aucun doute les vices d'exécution.

De plus, l'imprécision du rôle de l'architecte ne permet pas aux tribunaux de distinguer nettement ses attributions de celles de l'entrepreneur. Ces deux professions s'enchevêtrent et se confondent trop souvent. Certains architectes font de l'entreprise, inversement quelques entrepreneurs agissent en architectes.

Enfin, lisons le Code Guadet, nous y trouvons l'explication de l'erreur commise par les tribunaux en rendant l'architecte responsable des vices d'exécution de l'ouvrage. La fonction de l'architecte, enseigne ce code, « est de concevoir et étudier la composition d'un édifice, d'en diriger et surveiller l'exécution. » (2) De là, à considérer l'architecte comme un surveillant de chantier, il n'y a qu'un pas,

(1) Nous avons indiqué que ces articles ne pouvaient concerner l'Architecte actuel. — Voir Livre I^{er}, Chap. III, p. 49.

(2) Lire Code Guadet dans « *L'Art d'Architecture* » T. II, p. 10 à 14, par Louvet.

facile à franchir, avouons-le. Comment ne pas rendre l'architecte responsable des vices de l'exécution de l'ouvrage puisqu'il la « dirige » et la « surveille » ! Mais tout en regrettant ces termes, ne nous laissons pas impressionner par eux. Le Code Guadet a été conçu uniquement dans un but professionnel, mais non dans un but juridique.

Après avoir ainsi réfuté la jurisprudence civile qui rend l'architecte responsable des vices d'exécution de l'ouvrage, il nous faut démontrer l'absence de solidarité entre l'architecte et l'entrepreneur.

**La solidarité de l'Architecte et de l'entrepreneur à l'égard
du maître de l'ouvrage ne se justifie pas (1)
telle que la conçoivent les Tribunaux civils**

La solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur ne peut se soutenir ni du point de vue juridique, ni du point de vue professionnel.

Point de vue juridique. — L'article 1.202 du Code Civil enseigne que « la solidarité ne se présume point » et qu'elle s'applique seulement là où elle est « expressément stipulée ».

Dès lors, puisque les tribunaux civils fondent la responsabilité civile de l'architecte sur les articles 1.792 et 2.270 du Code Civil, que ces articles ne stipulent pas la solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur, que cette solidarité ne se présume point, la jurisprudence civile rendant l'architecte et l'entrepreneur solidaires est donc erronée.

(2) Sauf dans le cas de fraude commune, ainsi que nous le verrons plus loin.

Cet argument juridique suffirait à lui seul pour rejeter la solidarité contre laquelle nous nous élevons. Cependant, nous allons réfuter la théorie construite par les tribunaux civils afin de justifier la solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur, bien que celle-ci ne soit pas édictée par les articles 1.792 et 2.270 du Code civil.

Les tribunaux civils condamnent solidairement l'architecte et l'entrepreneur soit lorsqu'ils se sont rendus coupables « d'une faute commune que rien ne permet de diviser » (1), soit lorsque leur faute respective « a concouru à produire l'entier dommage subi par la partie lésée. » (2)

Dans ces deux cas, soutiennent les tribunaux civils, l'architecte et l'entrepreneur sont, chacun pour le tout, les auteurs d'une même faute assimilable à un délit civil et ainsi l'article 55 du Code Pénal, qui prévoit la solidarité des co-auteurs d'un même délit, leur est applicable.

Une telle argumentation ne nous satisfait pas. En effet, la responsabilité de l'architecte à l'égard du maître de l'ouvrage, est une responsabilité contractuelle et non délictuelle ; elle ne peut donc être assimilée à la responsabilité prévue par les articles 1.382, 1.383, 1.384 du Code Civil, dont l'objet porte sur les « engagements qui se forment sans convention ». De même pour l'entrepreneur. Ainsi, n'étant pas les co-auteurs d'un délit, l'architecte et l'entrepreneur ne tombent pas sous le coup de l'article 55

(1) Cass. 12 nov. 1924. (D. H. 1924, p. 681).

(2) Cass. Req. 5 janv. 1931 (*L'Architecture*, 15 juillet 1932 et C. M. 1932-35, p. 112).

du Code Pénal et leur solidarité ne se justifie pas juridiquement.

Au point de vue professionnel, cette solidarité ne s'explique pas davantage.

La solidarité suppose l'obligation « à une même chose. » (1) Or, nées de contrats différents, les obligations de l'architecte et celles de l'entrepreneur sont nettement distinctes.

En vertu du contrat qui le lie au maître de l'ouvrage, l'architecte s'engage à établir tous les documents nécessaires à la réalisation matérielle de la construction projetée, à en suivre l'exécution et à vérifier les mémoires de l'entrepreneur. Ce dernier conclut de son côté, avec le maître de l'ouvrage, un contrat par lequel il se charge de l'exécution matérielle du projet établi par l'architecte. Les obligations de l'un ne coïncident donc jamais avec celles de l'autre. L'architecte artiste-technicien et l'entrepreneur exécutant ne sont jamais placés sur le même plan, ne font jamais « la même chose », ne sont jamais obligés à « la même chose ». L'article 1.200 du Code Civil leur est, par suite, inapplicable et leur solidarité ne s'explique pas.

En outre, les actes de l'entrepreneur ne peuvent engager l'architecte, puisque le premier n'est pas le préposé du second. Aucun lien de subordination n'existe entre eux. Ils ne peuvent donc, par ce moyen encore, être considérés comme des co-obligés et être rendus solidaires.

(1) Art. 1.200 du Code civil.

Certains soutiendront peut-être que l'architecte et l'entrepreneur sont, à l'égard du maître de l'ouvrage, obligés à « la même chose » : livrer un édifice en parfait état, bien construit, et qu'ainsi leur solidarité s'explique en vertu de l'article 1.200 du Code Civil.

Cette théorie est insoutenable. Elle ne tient aucun compte de la division du travail entre l'architecte et l'entrepreneur. Celle-ci s'exprime cependant par les contrats distincts qu'ils concluent avec le maître de l'ouvrage et les obligations différentes auxquelles ils sont tenus envers lui. Ce n'est pas le résultat final qu'il faut envisager, mais les actes qui le permettent.

La Cour de Cassation a admis la solidarité d'un architecte, auteur d'un vice de conception, et d'un entrepreneur responsable d'un vice d'exécution. (1) Cependant, le préjudice subi par le maître de l'ouvrage résultait de manquements à deux obligations différentes et non d'un double manquement à une même obligation. L'architecte n'avait pas établi son projet conformément aux règles de l'art, l'entrepreneur avait exécuté un travail défectueux. Ces fautes étaient bien distinctes, la solidarité de leurs auteurs ne se justifiait donc aucunement.

Si l'expertise révèle que le dommage causé a pour origine un manque de surveillance de la part de l'architecte et un vice d'exécution imputable à l'entrepreneur, là encore les fautes sont nettement distinctes. Cependant les tribunaux concluent fréquemment à la solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur, assimilant à tort le premier au second.

(1) Cass. 5 janv. 1931 (*L'Architecture*, 15 août 1931).

Enfin, nous ferons remarquer que la solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur, avantageuse pour le maître de l'ouvrage, ainsi doublement garanti, est peu équitable à l'égard de l'architecte. Celui-ci peut être appelé à subir de la sorte l'insolvabilité d'un entrepreneur qu'il n'a pas choisi et qui lui a peut-être été imposé.

Faisant supporter à l'architecte les vices d'exécution, c'est-à-dire des fautes imputables à l'entrepreneur seul, et rendant le premier solidaire du second à l'égard du maître de l'ouvrage, cette jurisprudence civile ne peut être retenue pour servir de base au législateur, qui édictera la responsabilité de l'architecte en réglementant cette profession.

TITRE V

Sur quoi porte la responsabilité de l'Architecte devant le Conseil d'Etat

La théorie de la responsabilité de l'architecte devant le Conseil d'Etat est extrêmement nuancée. A l'inverse des tribunaux civils qui, à l'égard de l'architecte, n'établissent aucune différence entre les vices de conception et ceux d'exécution, le Conseil d'Etat fait cette distinction au profit de l'architecte comme en faveur de l'entrepreneur, afin que chacun d'eux réponde seulement de ses obligations propres.

Tel est le grand principe qui domine la jurisprudence administrative, dont le législateur s'inspirera utilement lorsqu'il établira la responsabilité de l'architecte dans la réglementation de cette profession.

L'exposé, ainsi que l'examen de cette jurisprudence, feront l'objet de ce titre.

CHAPITRE XI

Exposé de la Jurisprudence du Conseil d'Etat

Devant le Conseil d'Etat, la responsabilité de l'architecte peut être : exclusive, solidaire, partagée ou subsidiaire. Enfin dans certains cas, l'architecte est mis hors de cause.

Responsabilité exclusive

L'architecte est seul responsable des vices de conception, des ordres qu'il donne pour la conduite des travaux, des vices du sol, des erreurs de compte provenant d'une vérification défectueuse des mémoires, enfin du dépassement de crédits dans certains cas.

L'Architecte est seul responsable des vices de conception du projet qu'il a établi. L'entrepreneur ne peut être inquiété.

Des nombreux arrêts affirmant ce principe, nous retiendrons celui-ci, qui différencie nettement le vice de conception du vice d'exécution :

« Considérant que les dégradations constatées à l'arc supérieur du chœur sont le résultat d'un vice du plan imputable à l'architecte, auteur du projet mis à exécution... les réparations ne sauraient être

mises à la charge de l'entrepreneur à qui aucune malfaçon n'a été reprochée ».

Cons. d'Etat. 7 février 1896 (L. 1896, p. 131). (1)

Les vices de conception dont l'architecte est responsable ont des origines diverses. Ils proviennent soit du mode défectueux de construction adoptée, soit d'une disposition fâcheuse du plan, soit de la violation des lois et règlements applicables, soit enfin d'erreurs commises dans les calculs de résistance. (2)

Le choix d'un mode de construction contraire aux règles de l'art engage la responsabilité de l'architecte. C'est ainsi qu'il répond :

« des détériorations qui se sont produites dans les parquets » d'une maison d'école par suite du défaut d'aération sous ces parquets ;

Cons. d'Et. 11 mai 1870 (L. 1870, p. 571)

des dégradations survenues à l'arc supérieur du chœur d'une église ;

Cons. d'Et., 7 fév. 1896 (L. 1896, p. 131)

de l'écroulement d'un plafond qu'il a maladroitement surchargé d'ornementations ;

Cons. d'Et. 2 déc. 1898 (L. 1898, p. 766)

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 3 mars 1840 (L. 1840, p. 81)

Cons. d'Et. 26 déc. 1891 (L. 1891, p. 823)

Cons. d'Et. 26 juillet 1895 (L. 1895, p. 623)

Cons. d'Et. 2 déc. 1898 (L. 1898, p. 766)

Cons. d'Et. 28 avril 1899 (L. 1899, p. 326)

Cons. d'Et. 11 juillet 1902 (L. 1902, p. 538)

Cons. d'Et. 31 juillet 1908 (L. 1908, p. 105)

Cons. d'Et. 20 juin 1923 (L. 1923, p. 505)

(2) L'approbation d'un projet par la Commission départementale des Bâtiments civils et par le Préfet n'a pas pour effet d'affranchir l'architecte, qui en est l'auteur, de la responsabilité établie par les art. 1.792 et 2.270 du Code civil. — Cons. d'Etat, 5 avril 1851 (L. 1851, p. 239).

de l'établissement défectueux des souches de cheminées, etc. ;

Cons. d'Et., 20 juin 1923 (L. 1923, p. 505)

des désordres causés à la construction par suite de l'insuffisance des fondations ;

Cons. d'Et. 27 février 1862 (L. 1862, p. 165) (1)

du manque d'étanchéité d'un réservoir, etc. ;

Cons. d'Et. 26 décembre 1891 (L. 1891, p. 823) (2).

La disposition fâcheuse d'un plan rendant l'édifice impropre à l'usage prévu est encore un vice de conception imputable à l'architecte. Celui-ci doit donc répondre :

du fait que la maison d'école dont il a rédigé les plans n'a pas les dimensions suffisantes pour recevoir le nombre d'élèves indiqué ;

Cons. d'Et. 18 fév. 1858 (L. 1858, p. 154)

du mauvais fonctionnement d'une canalisation d'eau provenant du tracé défectueux qu'il en a établi ;

Cons. d'Et. 5 janv. 1929 (L. 1929, p. 24)

des conséquences fâcheuses de l'erreur commise par lui dans ses plans, en plaçant un abattoir municipal à un niveau inférieur de près d'un mètre à

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et., 21 fév. 1873 (L. 1873, p. 191)

Cons. d'Et. 23 mars 1877 (L. 1877, p. 319)

(2) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 28 avril 1899 (L. 1899, p. 326).

Cons. d'Et. 26 janv. 1906 (L. 1906, p. 85).

celui des plus fortes crues constatées dans la commune.

Conseil d'Et. 4 décembre 1930 (L. 1930, p. 1.028). (1)

L'inobservation des lois et règlements applicables est un autre vice de conception dont l'architecte est responsable, ainsi :

la charge des dépenses nécessaires pour fermer des jours indûment ouverts par lui sur les propriétés voisines, lui incombe.

Cons. d'Et. 28 juillet 1859 (L. 1859, p. 544).

Enfin, les erreurs commises par l'architecte dans les calculs de résistance engagent sa responsabilité.

Il répondra, par exemple, des dégradations causées à un édifice public par la flexion des poutres en fer du plancher du dernier étage et par l'affaissement de la charpente.

Cons. d'Et. 15 janvier 1886 (L. 1886, p. 47). (2)

Ajoutons que les plans remis par l'architecte à l'entrepreneur, doivent être suffisamment précis et détaillés, pour permettre à ce dernier d'exécuter un travail convenable ; les vices d'exécution résultant de l'imprécision des plans ou devis incombent, en effet, à l'architecte et non à l'entrepreneur.

Cons. d'Etat. 13 mai 1910 (L. 1910, p. 409). (3)

(1) Dans le même sens :

Cons. d'E. 11 juillet 1902 (L. 1902, p. 538).

(2) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 16 juin 1876 (L. 1876, p. 582).

(3) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 23 janv. 1874 (L. 1874, p. 83) et Cons d'Et. 10 mars 1859 (L. 1859, p. 187).

La responsabilité de l'architecte porte également sur les ordres qu'il donne pour la conduite des travaux, mais non sur leur mauvaise exécution.

Cons. d'Et. 24 avril 1885 (L. 1885, p. 442)

Cons. d'Et. 23 déc. 1845 (L. 1845, p. 590)

Vices du sol. — L'architecte en est seul responsable en principe.

Cons. d'Et. 26 décembre 1885 (L. 1885, p. 1.013). (1)

Voici un exemple :

Après avoir mis hors de cause l'entrepreneur, auquel on ne pouvait reprocher aucune malfaçon et qui s'était conformé strictement aux documents remis par l'architecte, le Conseil d'Etat poursuit : « considérant que les imperfections dont se plaint la Commune ont été la conséquence des vices du plan dressé par le sieur L..., architecte, qui ne s'était pas rendu compte de la nature et de la consistance des terrains où devaient être exécutés les travaux, que, dès lors c'est à bon droit que le Conseil de Préfecture a déclaré l'architecte responsable envers la commune... »

Cons. d'Et. 26 juillet 1895 (L. 1895, p. 623). (2)

Cependant voici un arrêt qui indique aux architectes le moyen d'échapper à cette responsabilité :

« Considérant que (l'architecte) a formellement averti le Conseil municipal des inconvénients qui

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 12 mai 1847 (L. 1847, p. 279).

(2) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 17 déc. 1886, p. 904).

Cons. d'Et. 19 mai 1899 (L. 1899, p. 411 ; 2 arrêts).

Cons. d'Et. 16 fév. 1921 (L. 1921, p. 175).

pourraient résulter du choix de cet emplacement (celui fixé pour l'église) et que le Conseil ayant persisté dans sa résolution malgré cet avertissement, l'architecte a pris toutes les précautions qu'il a jugées utiles et toutes celles qui ont été indiquées par le Conseil des bâtiments civils..., que dans ces circonstances, c'est avec raison que le Conseil de Préfecture a laissé à la charge de la Commune seule, les dépenses à faire pour réparer les lézardes et prévenir de nouvelles dégradations de ce genre... »

Cons. d'Et. 13 déc. 1855 (L. 1855, p. 730)

L'Architecte répond encore des erreurs de compte provenant d'une vérification défectueuse des mémoires.

Le Conseil d'Etat décide que l'article 541 du Code de procédure civile, (1) applicable à l'entrepreneur, « n'est pas opposable à la Commune exerçant contre son architecte une action directe en responsabilité, à raison des fautes que ce dernier aurait commises dans l'accomplissement de son mandat ».

Cons. d'Et. 7 déc. 1910 (L. 1910, p. 881 (2))

Mais cette erreur de vérification, « si elle ne peut engager la responsabilité de (l'architecte) pour les sommes qui ont été payées en trop aux entrepreneurs,

(1) « Il ne sera procédé à la revision d'aucun compte, sauf aux parties, s'il y a erreurs, omissions, faux ou doubles emplois, à en former leurs demandes devant les mêmes juges ». (Art. 541 c. Pr. Civ.)

(2) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 26 nov. 1915 (L. 1915, p. 335).

est cependant de nature à motiver une réduction de ses honoraires ».

Cons. d'Et, 9 fév. 1854 (L. 1854, p. 83).

Dépassement de Crédits. — L'Architecte en est seul responsable.

Lorsque le cahier des charges impose à l'entrepreneur de se conformer aux changements et modifications résultant d'un ordre écrit de l'architecte, celui-ci est seul responsable du dépassement de crédits provenant de l'exécution de travaux qui n'étaient ni régulièrement autorisés, ni indispensables pour assurer la solidité de l'édifice, ni d'aucune utilité pour la Commune.

Dans ce cas, l'architecte supporte le surcroît de la dépense.

Cons. d'Et. 14 février 1861 (L. 1861, p. 121). (1)

Responsabilité solidaire

Il y a solidarité entre l'architecte et l'entrepreneur ;

a) lorsque l'entrepreneur commet des malfaçons faciles à constater, que l'architecte tolère ;

Cons. d'Et. 29 juillet 1846 (L. 1846, p. 415) ; — 30 mars 1854 (L. 1854, p. 259).

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 2 juin 1869 (L. 1869, p. 561).

Cons. d'Et. 24 juil. 1896 (L. 1896, p. 604).

Cons. d'Et. 7 août 1900 (L. 1900, p. 571).

Cons. d'Et. 23 juil. 1931 (L. 1931, p. 837).

b) lorsque l'architecte et l'entrepreneur s'entendent pour apporter, au cours des travaux, des modifications aux plans et devis approuvés ;

Cons. d'Et. 2 mai 1861 (L. 1861, p. 328) ;

— Cons. d'Et. 10 janv. 1873
(L. 1873, p. 39) ; — Cons. d'Et.

2 janv. 1883 (L. 1883, p. 123).

c) lorsque l'architecte n'a exercé sur les travaux aucune surveillance ;

Cons. d'Et. 29 nov. 1901 (L. 1901, p. 841)

d) lorsque l'architecte commet une faute grave dans la direction des travaux en prescrivant pour leur exécution des dispositions défectueuses ou insuffisantes auxquelles il ne remédie pas, et que, de son côté, l'entrepreneur ne prend pas de lui-même toutes les mesures qui s'imposent pour assurer à l'ouvrage une exécution parfaite ;

Cons. d'Et. 24 mai 1933 (L. 1933,
p. 563) ; — Cons. d'Et. 17 janv.

1868 (L. 1868, p. 45) ; — Cons.

d'Et. 11 nov. 1904 (L. 1904, p. 705).

e) en un mot, lorsque le maître de l'ouvrage peut reprocher à l'architecte et à l'entrepreneur « des dispositions concertées entre eux, également contraires aux principes du devis et aux règles de l'art ».

Cons. d'Et. 6 fév. 1891 (L. 1891, p. 91).

Responsabilité partagée

Il peut y avoir partage de responsabilité entre l'architecte et l'entrepreneur, entre l'architecte et la Commune, enfin entre l'architecte, l'entrepreneur et la Commune.

A l'égard du maître de l'ouvrage, le Conseil d'Etat partage la responsabilité entre l'architecte et l'entrepreneur lorsque leurs fautes sont distinctes et commises séparément, autrement dit, lorsque leur responsabilité ne résulte pas des mêmes faits.

Cons. d'Et. 13 mai 1887 (L. 1887, p. 397). (1)

Il en est ainsi lorsque le vice de construction dont se plaint la Commune a pour origine une faute de conception imputable à l'architecte, aggravée d'une faute d'exécution imputable à l'entrepreneur.

Cons. d'Et. 4 décembre 1912. (L. 1912, p. 1147) (2).

Le Conseil d'Etat conclut au partage de responsabilité entre l'architecte et la Commune lorsque le vice de conception, imputable au premier, se trouve aggravé par la négligence de la seconde.

Cons. d'Et. 31 juillet 1908 (L. 1908, p. 105). (3)

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 28 mars 1890 (L. 1890, p. 367).

(2) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 8 janv. 1913 (L. 1913, p. 10).

Cons. d'Et. 25 juin 1897 (L. 1897, p. 491).

Cons. d'Et. 21 mars 1892 (L. 1892, p. 277).

Cons. d'Et. 5 juin 1891 (L. 1891, p. 418).

Cons. d'Et. 23 janv. 1885 (L. 1885, p. 97).

Cons. d'Et. 16 juin, 1882 (L. 1882, p. 592).

Cons. d'Et. 23 juill. 1880 (L. 1880, p. 684).

Cons. d'Et. 13 déc. 1878 (L. 1878, p. 1030).

Cons. d'Et. 19 juill. 1871 (L. 1871, p. 102).

Cons. d'Et. 4 août 1870 (L. 1870, p. 1010).

Cons. d'Et. 25 janv. 1855 (L. 1860, p. 795).

Cons. d'Et. 13 déc. 1855 (L. 1855, p. 730).

(3) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 19 mai 1899 (L. 1899, p. 411).

Cons. d'Et. 21 fév. 1873 (L. 1873, p. 191).

Ou encore lorsque la Commune apporte des changements défectueux au projet établi et que l'architecte accepte ces modifications.

Cons. d'Et. 3 déc. 1880 (L. 1880, p. 972)

De même le dépassement de crédits, provenant de travaux supplémentaires non autorisés, sera supporté non seulement par l'architecte qui les a ordonnés, mais aussi par la Commune si elle en retire un certain avantage.

Cons. d'Et. 17 juillet 1874 (L. 1874, p. 690).

Enfin, il y a partage de responsabilité entre l'architecte comptable d'une faute de conception, l'entrepreneur auquel on reproche un vice d'exécution, et la Commune dont la négligence aggrave le vice de construction dont elle se plaint.

Cons. d'Et. 10 novembre 1882 (L. 1882, p. 871).

Responsabilité subsidiaire

Il peut arriver qu'on ne puisse reprocher à l'architecte ni une faute de conception, ni une faute de direction, mais simplement un manque de surveillance des travaux. Dans ce cas, le Conseil d'Etat conclut à la responsabilité subsidiaire de l'architecte, qui ne supporte ainsi les malfaçons commises par

l'entrepreneur qu'au cas d'insolvabilité de ce dernier
Conseil d'Etat. 20 juin 1837. (L. 1837,
p. 262) (1)

Un arrêt du Conseil d'Etat précise que les malfaçons qui peuvent engager la responsabilité subsidiaire de l'architecte sont celles « qui auraient pu être prévenues par une surveillance plus grande » de sa part.

Cons. d'Et. 12 juillet 1855 (L. 1855, p. 518)

Il s'agit donc de malfaçons que l'architecte pouvait facilement constater en surveillant normalement les travaux. (2)

Le Conseil d'Etat ne met pas directement à la charge de l'architecte une faute qu'il n'a pas commise lui-même ; mais parce qu'il lui reproche de ne pas l'avoir empêchée et d'en être ainsi la cause indirecte, il lui en fait supporter indirectement les conséquences, par l'obligation qu'il lui fait d'en garantir la réparation au cas d'insolvabilité de l'entrepreneur.

De plus, suivant le degré de gravité de sa négligence dans la surveillance des travaux, ou suivant la nature de la malfaçon, l'architecte sera condamné à

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 9 mars 1854 (L. 1854, p. 179).

Cons. d'Et. 8 août 1860 (L. 1860, p. 588).

Cons. d'Et. 13 juillet 1890 (L. 1890, p. 568).

Cons. d'Et. 2 juillet 1897 (L. 1897, p. 519).

Cons d'Et. 29 mars 1901 (L. 1901, p. 375).

(2) Cons. d'Et. 9 avril 1873 (L. 1873, p. 336).

garantir subsidiairement soit la totalité (1) soit une partie (2) seulement de la condamnation prononcée contre l'entrepreneur.

Repoussée par les tribunaux civils (3), cette théorie de la responsabilité subsidiaire est particulière à la jurisprudence administrative. Elle s'explique par la distinction faite par le Conseil d'Etat entre les vices de conception qu'il fait supporter à l'architecte seul et les vices d'exécution dont il le décharge en principe.

Nous en arrivons ainsi à l'étude des cas d'irresponsabilité de l'architecte.

Cas d'irresponsabilité de l'Architecte

Devant le Conseil d'Etat, l'architecte ne répond en principe : ni des vices d'exécution, ni des déficiences dues à l'emploi de procédés spéciaux, ni des conséquences de certaines négligences ou imprudences du maître de l'ouvrage, ni d'un dommage imputable seulement à un cas de force majeure. Enfin il peut arriver que l'architecte ne supporte ni les vices du sol ni le dépassement de crédits.

(1) Cons. d'Et. 13 déc. 1855 (L. 1855, p. 730).

Cons. d'Et. 19 mai 1864 (L. 1864, p. 412).

Cons. d'Et. 10 juil. 1874 (L. 1874, p. 673).

Cons. d'Et. 23 déc. 1892 (L. 1892, p. 971).

Cons. d'Et. 8 août 1894 (L. 1894, p. 566).

Cons. d'Et. 2 nov. 1927 (L. 1927, p. 1007).

Cons. d'Et. 21 juil. 1934 (L. 1934, p. 867).

(2) Cons. d'Et. 9 avril 1873 (L. 1873, p. 336).

Cons. d'Et. 31 juillet 1874 (L. 1874, p. 770).

(3) Cass. Req. 16 mai 1904 (D. P. 1905-1-352 et S. 1910 1-132). — Capitant « *Cours élémentaire de Droit civil français* » 7^e édit. Tome II. p. 641 et Planiol. Ripert. « *Traité pratique de Droit civil français* » 1932. Tome XI. p. 203.

L'architecte n'est pas responsable du préjudice causé par un vice d'exécution des travaux, lorsque ce vice d'exécution n'a pu être provoqué par une erreur dans la conception de son projet, ou par sa négligence dans la direction et dans la surveillance du chantier.

Conseil d'Etat. 5 mars 1868 (L. 1868, p. 257) (1).

Le Conseil d'Etat distingue, en effet, les obligations de l'architecte de celles de l'entrepreneur, pour faire supporter simplement à chacun les conséquences de celles qui lui sont propres. Cette théorie équitable pourrait se résumer de la façon suivante : *à professions différentes, responsabilités distinctes*.

Cela explique pourquoi l'entrepreneur exécutant ne répond pas des vices de conception (2) et pourquoi il est seul responsable des vices d'exécution.

Cons. d'Et. 20 février 1935 (L. 1935, p. 228). (3)

L'entrepreneur engage notamment sa responsabilité exclusive en employant des matériaux de mauvaise qualité (4). L'architecte n'en est pas inquiété

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 24 avril 1885 (L. 1885, p. 442).

Cons. d'Et. 5 août 1887 (L. 1887, p. 645).

Cons. d'Et. 2 juil. 1897 (L. 1897, p. 519).

(2) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 3 mars 1840 (L. 1840, p. 81).

Cons. d'Et. 4 août 1876 (L. 1876, p. 779).

(3) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 16 déc. 1881 (L. 1881, p. 1014).

Cons. d'Et. 26 déc. 1884 (L. 1884, p. 961).

Cons. d'Et. 16 fév. 1894 (L. 1894, p. 147).

Cons. d'Et. 26 juil. 1851 (L. 1851, p. 527).

Cons. d'Et. 13 mars 1892 (L. 1892, p. 301).

(4) Cons. d'Et. 13 déc. 1889 (L. 1889, p. 1170).

si on ne peut relever contre lui soit un vice de conception, soit une mauvaise direction ou un manque de surveillance des travaux.

Cons. d'Et. 11 mai 1900 (L. 1900, p. 344)

Le Conseil d'Etat examine avec soin les indications prescrivant dans le devis la qualité des matériaux à employer et tient compte également des ordres que l'architecte a pu donner à ce sujet à l'entrepreneur, au cours de l'exécution de l'ouvrage.

Voici un arrêt très explicite à cet égard.

« Considérant qu'aux termes du devis et d'après l'ordre de l'architecte, les bois de charpente devaient être de première qualité et bien secs et que le sieur S. (entrepreneur) ne s'est pas conformé à ces prescriptions... » ce dernier supportera seul les conséquences des désordres survenus par suite de l'emploi du bois vert.

Cons. d'Et. 24 mars 1893 (L. 1893, p. 291)

Nous pouvons donc conclure que l'architecte consciencieux qui établit ses plans et devis avec soin, dirige les travaux avec prudence et surveille normalement son chantier, ne peut être responsable d'une malfaçon commise par l'entrepreneur.

L'exécution de certaines particularités de l'ouvrage (chauffage, étanchéité, etc.) nécessitant parfois l'intervention de spécialistes, on peut se demander si l'architecte est responsable des vices de conception et d'exécution de leurs travaux.

Le Conseil d'Etat conclut à l'irresponsabilité de l'architecte auquel on ne peut reprocher un vice du plan et qui a fourni à ces spécialistes toutes les indications jugées par eux nécessaires pour mener à bien leur ouvrage.

Ainsi : ne répond pas du mauvais fonctionnement d'un appareil de chauffage, imputable seulement à l'inexpérience de l'entrepreneur et à la mauvaise exécution des travaux, l'architecte dont les plans bien conçus comportaient toutes les indications nécessaires à cette installation.

Cons. d'Et. 17 déc. 1897 (L. 1897, p. 814)

De même encore l'architecte ne peut être tenu pour responsable du manque d'étanchéité d'une terrasse lorsque « les infiltrations qui se sont produites dans la chape en ciment volcanique ont eu pour causes initiales, à l'exclusion de tout vice de conception dans les plans d'ensemble de l'école (1), le caractère défectueux des procédés techniques adoptés par X. (entrepreneur spécialisé), pour l'établissement de la chape, et l'insuffisance des soins apportés par lui dans l'exécution de cet ouvrage ». — Le Conseil d'Etat confirme ainsi la responsabilité exclusive de l'entrepreneur spécialisé.

Cons. d'Et. 6 avril 1927 (L. 1927, p. 456)

Ainsi le Conseil d'Etat, dont les décisions s'inspirent largement de la division des fonctions entre l'entrepreneur et l'architecte, admet que ce dernier ne peut connaître dans tous leurs détails d'exécution les différentes spécialités applicables au bâtiment (2). C'est donc avec raison et en toute équité qu'il décharge l'architecte des conséquences fâcheuses dues à l'emploi de ces spécialités.

(1) Vice qui aurait engagé la responsabilité de l'architecte.

(2) C'est également cette théorie que nous avons soutenue dans notre 1^{er} livre, pages 35 et suivantes.

En outre, certaines imprudences ou négligences du maître de l'ouvrage peuvent justifier l'irresponsabilité de l'architecte. Voici quelques exemples :

L'architecte ne peut être responsable des vices de construction qui se manifestent dans un bâtiment qui n'a pas été prévu par lui dans son projet, et qui a été exécuté, sans qu'il ait été consulté, sur l'ordre de la commission municipale de surveillance des travaux.

Cons. d'Et. 13 déc. 1855 (L. 1855, p. 730)

De même, la responsabilité de l'architecte ne peut être engagée par les conséquences fâcheuses de travaux qui ne figurent pas dans son projet et qui ont été ordonnés par la Commune contrairement à son avis.

Cons. d'Et. 24 mars 1893 (L. 1893, p. 291)

Ne peuvent également être reprochées à l'architecte : les déféctuosités d'un plan que le maître de l'ouvrage a adopté par raison d'économie.

Enfin l'architecte ne répond pas d'un dommage causé à un bâtiment, non par un vice de construction, mais par le manque d'entretien imputable seulement au maître de l'ouvrage.

Cons. d'Et. 6 mai 1898 (L. 1898, p. 365)

Autre cause d'irresponsabilité pour l'architecte : *la force majeure*. La responsabilité de l'architecte, pas plus d'ailleurs que celle de l'entrepreneur, ne peut porter sur des faits qui ont le caractère d'un événement de force majeure.

Ainsi l'effondrement d'une toiture uniquement attribué à la violence d'un ouragan et non à un vice

de conception ou à une malfaçon, n'engage pas la responsabilité de l'architecte et de l'entrepreneur.

Conseil d'Etat. 28 février 1902 (L. 1902, p. 168) (1)

Nous ferons remarquer cependant que pour pouvoir se retrancher derrière un cas de force majeure, l'architecte doit justifier que le dommage résulte d'un fait absolument imprévisible, soudain et anormal. Il ne pourra invoquer, par exemple, la crue d'une rivière si celle-ci est sujette à des crues fréquentes... et, par suite, prévisibles.

Cons. d'Et. 27 déc. 1895 (L. 1895, p. 879)

L'architecte, responsable en principe des vices du sol, peut en être déchargé. Le Conseil d'Etat se prononce en ce sens lorsque l'architecte a « formellement averti le Conseil municipal (s'il s'agit d'une Commune) des inconvénients qui pouvaient résulter du choix de tel emplacement et que, le Conseil ayant persisté dans sa résolution malgré cet avertissement, l'architecte a pris toutes les précautions qu'il a jugé utiles et toutes celles qui ont été indiquées par le Conseil des Bâtiments civils. »

Cons. d'Et. 13 déc. 1855 (L. 1855, p. 730)

Enfin l'architecte peut ne pas supporter le dépassement de crédits tout en subissant ou non une réduction sur ses honoraires.

En principe, « aux termes de l'article 20 de la loi du 27 juin 1833, déclarée applicable aux travaux

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 11 mai 1895 (L. 1895, p. 429).

Cons. d'Et. 22 nov. 1895 (L. 1895, p. 747).

communaux par l'article 9 de la loi du 15 mai 1850, il n'est accordé aucun honoraire aux architectes pour les dépenses qui excèdent le devis. »

Cons. d'Et. 2 nov. 1933 (L. 1933, p. 993)

Le Conseil d'Etat applique cette règle à l'architecte tout en ne lui faisant pas supporter cet excédent de dépenses, lorsque ce dépassement n'est pas la conséquence de travaux supplémentaires non autorisés et inutiles, mais résulte de l'insuffisance des prévisions du devis,

Conseil d'Etat. 6 mars 1896 (L. 1896, p. 237) (1)

ou d'une importante augmentation dans la durée des travaux imputables à l'architecte et favorisée par le manque de contrôle de la Commune.

Cons. d'Et. 30 nov. 1894 (L. 1894, p. 642)

Ainsi : 1° Le dépassement de crédits n'est pas supporté par l'architecte, mais ne compte pas pour le calcul de ses honoraires s'il n'est que la conséquence de travaux supplémentaires non autorisés mais utiles à la Commune ;

Conseil d'Etat. 11 mars 1887 (L. 1887, p. 225) (2)

ou de travaux supplémentaires entrepris conformément aux instructions du maire et du curé alors que ces derniers n'avaient pas qualité pour les ordonner.

Cons. d'Et. 23 nov. 1877 (L. 1877, p. 925)

(1) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 2 mai 1866 (L. 1866, p. 420).

Cons. d'Et. 21 janv. 1869 (L. 1869, p. 71).

Cons. d'Et. 7 déc. 1888 (L. 1888, p. 944).

Cons. d'Et. 19 juin 1896 (L. 1896, p. 510).

Cons. d'Et. 17 janv. 1908 (L. 1908, p. 65).

(2) Dans le même sens :

Cons. d'Et. 25 mai 1906 (L. 1906, p. 469).

Cons. d'Et. 17 juin 1910 (L. 1910, p. 483).

2° Les travaux supplémentaires ne sont pas à la charge de l'architecte et ses honoraires peuvent être calculés sur le dépassement de crédits qui en résulte lorsque cet excédent a pour cause l'exécution de travaux : indispensables et imprévisibles, (1) ou, ordonnés par le maître de l'ouvrage, (2) ou, enfin nécessités par ceux déjà prévus. (3)

Ainsi se termine notre exposé sur la responsabilité de l'architecte devant le Conseil d'Etat. Nous pouvons donc, à présent, entreprendre l'examen de cette jurisprudence.

(1) Cons. d'Et. 20 juin 1890 (L. 1890, p. 593).

(2) Cons. d'Et. 27 avril 1870 (L. 1870, p. 496).

(3) Cons. d'Et. 3 juin 1892 (L. 1892, p. 535).

Examen de la Jurisprudence au Conseil d'Etat

De l'exposé que nous venons de faire se dégagent quelques principes que le législateur devra mettre en pratique lorsqu'il établira la responsabilité de l'architecte dans la réglementation légale de cette profession. Par contre, il ne pourra que partiellement s'inspirer de la théorie émise par le Conseil d'Etat sur la solidarité de l'entrepreneur et de l'architecte. Enfin il devra repousser la responsabilité subsidiaire de ce dernier.

Principes à retenir

Il ressort en premier lieu de cette jurisprudence, que l'architecte et l'entrepreneur répondent seulement des obligations qui leur sont personnelles, c'est-à-dire inhérentes à la profession qu'ils exercent respectivement. Aussi le législateur ne devra-t-il pas oublier ce principe équitable.

Avec quelle netteté le Conseil d'Etat distingue les obligations propres à l'architecte artiste-technicien des obligations particulières à l'entrepreneur exécutant ! Le premier répond de la conception du projet, de la direction et de la surveillance des travaux et du règlement des mémoires. Le second est, en principe, seul responsable des vices d'exécution. Les limites de leurs zones d'action respectives sont donc également

celles de leur responsabilité personnelle, et la distinction entre leurs attributions est faite au profit de l'un comme de l'autre. Tel est le grand principe qui domine la jurisprudence administrative se rapportant à l'architecte et à l'entrepreneur, et qui explique pourquoi le Conseil d'Etat conclut le plus souvent au partage de responsabilité.

Lorsque le vice de construction, dont se plaint le maître de l'ouvrage, résulte de deux fautes distinctes, l'une imputable à l'architecte, l'autre à l'entrepreneur, n'est-il pas naturel, en effet, que ces derniers se partagent les conséquences de leurs fautes respectives ?

De plus, comme l'un et l'autre ont des attributions différentes, il n'est pas fréquent qu'ils puissent commettre une faute commune, de là, les très rares cas de solidarité retenus contre eux dans la Jurisprudence administrative.

Enfin, dernière conséquence du principe de la responsabilité propre à chacun : le soin avec lequel le Conseil d'Etat recherche l'auteur direct du vice ou de chaque vice de construction dont se plaint le maître de l'ouvrage. Ainsi s'explique la variété des condamnations prononcées parfois contre un architecte, dans un même arrêt ayant trait à des malfaçons différentes. C'est que, pour chacune d'elles, le Conseil d'Etat se livre à un examen minutieux, afin de déterminer si telle malfaçon est imputable seulement à un vice de conception ou à un vice d'exécution ou aux deux à la fois.

L'architecte et l'entrepreneur ont chacun leur responsabilité propre : tel est le premier principe. — En voici un second.

L'architecte répond seulement des malfaçons visibles qu'il pouvait empêcher par une surveillance consciencieuse et normale des travaux.

Examinons, en effet, les malfaçons dont l'architecte répond diversement. Celles qui entraînent sa responsabilité solidaire avec l'entrepreneur sont tellement apparentes qu'il ne peut pas ne pas les voir. Il lui est facile de constater, par exemple, si l'équarrissage d'une charpente est conforme au devis, si cette charpente contient des pièces peu droites, si un mur n'est pas monté d'aplomb, si la pose des pierres, formant les parements extérieurs d'un édifice, est défectueuse. Ces malfaçons sont, en effet, si apparentes qu'elles se remarquent sans la moindre recherche.

Considérons à présent celles qui engagent sa responsabilité subsidiaire. Ce sont seulement les malfaçons « qui auraient pu être prévenues par une surveillance plus grande » (1) de sa part. Or si l'architecte pouvait les empêcher, c'est qu'il lui était possible de les découvrir au cours de ses visites sur le chantier. Ce sont donc, là encore, des malfaçons visibles dont il est responsable.

Cette jurisprudence est parfaitement équitable. Il serait injuste, en effet, de faire supporter à l'architecte qui ne peut être en permanence sur le chantier, des fautes commises à son insu et qu'il est dans l'impossibilité de découvrir.

Troisième principe à retenir : l'architecte n'est responsable ni de la mauvaise conception ni de

(1) Cons. d'Et. 12 juillet 1855 (L. 1855, p. 518).

l'exécution défectueuse de travaux confiés à des spécialistes.

L'architecte, même le plus averti, ne peut connaître jusque dans leurs détails d'application les diverses installations mécaniques ou tous les procédés spéciaux que comporte parfois l'exécution d'un édifice. Ses connaissances ont des limites, il n'est pas omniscient. De plus, ces travaux spéciaux sont souvent l'application de brevets d'invention dont les particularités techniques demeurent secrètes. Dès lors, l'architecte ne peut répondre, non seulement de leur exécution parce qu'il n'est pas exécutant, mais de leur conception, puisque celle-ci lui échappe. Cependant sa responsabilité est engagée, s'il ne procure pas à l'entrepreneur spécialisé les documents que ce dernier juge nécessaire de lui demander, ou s'il lui fournit des documents erronés.

Hormis ces deux cas, décide avec raison la jurisprudence administrative, l'architecte ne répond pas de l'emploi de spécialités. Enfin, dernier principe que le législateur ne devra pas oublier : le Conseil d'Etat décharge des vices du sol l'architecte qui a mis en garde le maître de l'ouvrage contre la nature défectueuse du terrain choisi par lui pour la construction projetée, et qui a pris toutes les précautions dictées par les règles de l'art, dans le but d'éviter les inconvénients fâcheux résultant du mauvais état du sol. (1)

Ainsi l'architecte consciencieux qui remplit convenablement son rôle de conseiller et de technicien, ne peut être inquiété. Cette décision n'est que l'appli-

(1) Cons. d'Et. 13 déc. 1855 (Lebon 1855, p. 730).

cation de la règle fondamentale de la jurisprudence administrative concernant l'architecte, en vertu de laquelle celui-ci répond seulement des obligations particulières, de ses fautes propres.

Tels sont les principes que nous devons retenir de la jurisprudence du Conseil d'Etat. Ils s'imposent au législateur, chargé d'établir la responsabilité de l'architecte dans la réglementation de cette profession.

Par contre, nous ne pouvons admettre, sans quelques restrictions, la théorie de la jurisprudence administrative concernant la solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur.

*Rejet partiel de la solidarité de l'Architecte
et de l'entrepreneur établie par le Conseil d'Etat*

Il y a solidarité entre l'architecte et l'entrepreneur envers le maître de l'ouvrage, lorsque celui-ci peut leur reprocher « des dispositions concertées » entre eux, contraires aux prescriptions du devis et aux règles de l'art, ou lorsque par une faute grave dans la direction des travaux, l'architecte s'associe à leur exécution défectueuse par l'entrepreneur. (1)

Que devons-nous penser de cette théorie ?

Nous ne la repousserons pas en disant que la solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur ne se présume point et qu'elle n'est pas établie par les articles 1.792 et 2.270 du Code Civil. Une telle argumentation aboutirait à rejeter en bloc cette jurisprudence

(1) Chapitre XII, p. 148.

administrative. Aussi, écartant cette méthode trop brutale, nous étudierons successivement les deux cas de solidarité prévus par le Conseil d'Etat. Cette étude se révélera fructueuse, puisqu'elle nous permettra de découvrir le véritable fondement de la solidarité qui nous occupe.

L'architecte et l'entrepreneur sont tout d'abord solidaires envers le maître de l'ouvrage, lorsque celui-ci peut leur reprocher des « dispositions concertées » entre eux, contraires aux prescriptions du devis et aux règles de l'art.

Cette solidarité se justifie pleinement. Elle se fonde en effet, non sur la malfaçon commise, mais sur la décision commune prise au préjudice du maître de l'ouvrage par l'architecte et l'entrepreneur, qui deviennent ainsi complices d'une même fraude. L'article 55 du Code Pénal leur est donc applicable et leur condamnation solidaire s'explique parfaitement.

Cependant, pour qu'une telle condamnation soit possible, l'intention frauduleuse concertée doit être nettement établie.

Par contre, nous ne pouvons admettre avec le Conseil d'Etat que, pour une faute grave commise dans la direction des travaux, l'architecte puisse être condamné solidairement avec l'entrepreneur.

Si l'architecte doit indiquer la marche à suivre pour l'exécution des travaux, cette obligation ne se confond pas avec l'exécution elle-même, qui incombe à l'entrepreneur. Ainsi les fautes commises par chacun d'eux sont distinctes, puisqu'elles se rapportent à des obligations différentes.

Les fautes reprochées par le maître de l'ouvrage à l'architecte et à l'entrepreneur sont des fautes professionnelles, des manquements aux contrats que chacun d'eux a conclus séparément avec lui. Dès lors, puisque ces fautes sont distinctes et contractuelles, la solidarité de leurs auteurs, non prévue par la loi, ne se justifie pas.

De la solidarité établie par le Conseil d'Etat nous ne retiendrons que l'idée suivante : l'architecte et l'entrepreneur sont solidaires seulement en cas de fraude concertée entre eux.

Il nous reste enfin à étudier une dernière forme de responsabilité de l'architecte devant le Conseil d'Etat, celle de sa responsabilité subsidiaire.

Rejet de la responsabilité subsidiaire de l'Architecte

Lorsque le maître de l'ouvrage ne peut reprocher à l'architecte qu'un manque de surveillance des travaux, le Conseil d'Etat conclut à sa responsabilité subsidiaire en cas d'insolvabilité de l'entrepreneur. L'architecte, n'étant pas l'auteur direct de la mal-façon, n'en supporte pas directement les conséquences.

Nous ne pouvons retenir cette théorie qui, sous une apparence séduisante, se révèle peu équitable au fond.

En effet, si l'entrepreneur est solvable, l'architecte n'est nullement inquiété et ne subit pas, même indirectement, les conséquences de sa négligence. Si, au contraire, l'entrepreneur est insolvable, l'architecte doit seul réparer, parfois entièrement,

une faute qu'il n'a pas commise lui-même. Ainsi, dans un cas comme dans l'autre, la condamnation est injuste, parce que trop légère ou trop lourde. Nous repoussons donc, sans plus insister, cette théorie que le Conseil d'Etat est seul à défendre.

L'étude de la jurisprudence du Conseil d'Etat se rapportant à l'architecte a été, pour nous, des plus utiles. Elle nous a permis de dégager certains principes généraux sur lesquels nous nous appuierons pour établir la responsabilité de l'architecte, telle que devra la déterminer le législateur dans la Réglementation légale de cette profession.

TITRE VI

Sur quoi doit porter la responsabilité de l'Architecte

Théorie Nouvelle

Pour répondre à cette question, nous nous inspirons du principe suivant : au point de vue professionnel, celui qui exerce une activité quelconque ne peut être responsable que des obligations inhérentes à l'exercice de sa profession.

Aussi pour établir quelle doit être à l'égard de son client la responsabilité de l'architecte, nous nous appuyerons sur la définition que nous avons donnée de ce dernier, car elle précise ses attributions personnelles.

Nous examinerons donc successivement ce que doit être la responsabilité de l'architecte comme conseiller artistique et technique du maître de l'ouvrage, puis comme auteur d'un projet. Ensuite nous répondrons à cette question délicate : l'exécution des travaux engage-t-elle la responsabilité de l'architecte ? Enfin pour épuiser entièrement le sujet, nous indiquerons comment doivent se répartir entre l'architecte et l'entrepreneur les conséquences du préjudice qu'ils ont causé au maître de l'ouvrage ?

CHAPITRE XIII

La responsabilité de l'Architecte conseiller artistique et technique de son client

Consulter un architecte, c'est avoir confiance dans sa science et dans sa discrétion. Ainsi s'explique la double responsabilité que nous lui ferons supporter comme conseiller artistique et technique de son client.

1° Il doit répondre de la valeur de ses conseils

L'architecte n'a pas le droit de profiter de sa supériorité en la matière pour induire en erreur celui qui met en lui toute sa confiance. Aussi doit-il supporter le préjudice qu'il cause, par ses conseils, au maître de l'ouvrage. Ce principe nécessite toutefois quelques explications.

Il convient de préciser tout d'abord, que les conseils dont l'architecte est responsable sont uniquement ceux qui intéressent sa profession.

De plus, si le maître de l'ouvrage n'a pas fidèlement suivi ses avis, l'architecte ne peut être mis en cause.

Enfin l'architecte n'engage sa responsabilité que dans la mesure où il lui est possible de prévoir l'avenir. La théorie de l'imprévision lui est applicable. Il n'est donc responsable que s'il n'a pas tenu

compte d'événements prévisibles. Pour apprécier l'erreur commise, les tribunaux devront se reporter au moment où l'architecte donnait le conseil qu'on lui reproche.

2° Il est tenu au secret professionnel

Nous avons dit que celui qui fait appel à l'architecte doit également pouvoir compter sur sa discrétion.

Au cours de la consultation, le client peut être amené à faire certaines confidences qu'il prie l'architecte de ne pas révéler. Celui-ci, manquant à cet engagement, commet une faute lourde dont il doit supporter les conséquences.

Telle est la double responsabilité qui pèse, selon nous, sur l'architecte comme conseiller artistique et technique du maître de l'ouvrage.

CHAPITRE XIV

La responsabilité de l'Architecte, auteur d'un projet

Le rôle caractéristique de l'architecte consiste, avons-nous dit, à concevoir et à confectionner les documents artistiques et techniques nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage. Sa responsabilité comme auteur porte donc sur les vices de conception et de confection du projet qu'il a établi.

**1^o L'Architecte est responsable des vices de conception
du projet**

Quels sont les vices de conception susceptibles d'être reprochés à l'architecte ? — Il doit répondre de l'inadaptation de l'ouvrage aux exigences du programme, des infractions graves aux principes généraux et essentiels de composition, de l'inobservation des lois et règlements, des erreurs dans les procédés de construction adoptés, enfin de n'avoir pas tenu compte des vices du sol.

A. — *Inadaptation de l'ouvrage aux exigences du programme.*

Celui qui fait bâtir peut imaginer, pour la construction qu'il projette, soit un programme dont les données sont totalement ou partiellement impossibles à respecter par suite de leurs conditions de réalisation, soit une solution inapte à remplir le but poursuivi.

L'architecte s'aperçoit nécessairement de ces erreurs et doit les signaler au maître de l'ouvrage ; sinon, en laissant ce dernier croire à la possibilité de réalisation du programme, il s'engage à en respecter les conditions.

Cependant, bien qu'ayant fait des réserves sur le programme, et que le client ait refusé d'y apporter la moindre modification, l'architecte aura peut-être la faiblesse d'accepter d'en établir les plans. Que décider lorsque, après la réalisation matérielle du projet, le maître de l'ouvrage, s'apercevant de l'inadaptation de l'édifice à sa destination, se retournera contre l'architecte ?

Selon nous, il convient de conclure au partage de responsabilité entre l'architecte et son client. Le premier a eu le tort de s'incliner devant le maître de l'ouvrage, pour une chose qu'il savait être contraire aux intérêts de ce dernier. Le second a commis l'imprudence de maintenir sa décision, alors qu'il en connaissait les inconvénients graves.

Pour nous, de deux choses l'une : ou le maître de l'ouvrage modifie son programme suivant les conseils de l'architecte, qui devient alors responsable de l'inadaptation de l'édifice à sa destination, ou bien le maître de l'ouvrage refuse de s'incliner devant les arguments de son conseil et celui-ci doit se récuser.

B. — *Infractions graves aux règles générales et essentielles de composition*

Les données du programme ne sont pas les seules qui s'imposent à l'architecte pour la conception de son projet. Il doit respecter également les règles générales et essentielles de composition relatives au milieu auquel est destiné l'édifice et à l'édifice lui-même. La forme du terrain, sa situation, sa nature, son orientation, le climat et les vents qui y règnent, les horizons qu'on y découvre, sont autant de causes qui influent sur la composition d'un édifice ; elles expliquent, par exemple, le caractère différent des façades d'une même construction, l'emploi de tel matériau. Si l'architecte néglige ces données autres que celles du programme, il risque de composer un édifice inhabitable ou d'un usage incommode, et le maître de l'ouvrage, victime de ces erreurs, pourra lui en demander réparation.

L'architecte ne pourrait mépriser également les

règles générales et essentielles de composition se rapportant à l'édifice lui-même, sans engager sa responsabilité; il répondrait, par exemple, de l'impossibilité de meubler certaines pièces d'un immeuble par suite de leur forme excentrique, du manque d'aération ou d'éclairage de certains locaux.

La responsabilité de l'architecte en cette matière est d'autant plus lourde que sa formation professionnelle ne lui permet pas d'ignorer les règles générales et essentielles de composition des édifices.

C. — *Inobservation des lois
et règlements applicables (1)*

La législation du bâtiment est une science indispensable à l'architecte ; elle fait l'objet d'un enseignement particulier dans les écoles préparatoires à l'exercice de cette profession. Aussi l'architecte qui ne tient pas compte, pour la composition de son projet, des lois et règlements en vigueur, commet une faute lourde, dont il doit seul supporter les conséquences envers le maître de l'ouvrage. Celui-ci, en effet, ne saurait être responsable de telles infractions car, n'étant pas « du bâtiment », il n'a pas à en connaître la législation spéciale.

Il n'en est pas de même des servitudes conventionnelles grevant le terrain à bâtir. Que l'architecte ignore leur existence, cela est naturel ; mais qu'il

(1) En grande Bretagne « le devoir de veiller à l'observation des lois et règlements, incombe non pas à l'architecte, constructeur, ou au client, mais à l'autorité publique compétente ». — (Rapport déposé par M. de Lafontaine, secrétaire de la section Britannique au Congrès Internat. des Architectes réunis à Paris en 1937.

néglige de se renseigner auprès de son client, cela est inexcusable. Trois cas sont à envisager :

L'inobservation des servitudes conventionnelles n'engage pas la responsabilité de l'architecte, qui s'est préalablement informé de leur existence auprès du maître de l'ouvrage et qui a obtenu de ce dernier des renseignements erronés. Dans cette hypothèse, l'architecte n'a commis aucune négligence dans l'exercice de sa profession.

Second cas : le maître de l'ouvrage et l'architecte se partagent les conséquences de la non observation des servitudes conventionnelles ; le premier n'a pas révélé leur existence au second et celui-ci ne s'en est pas inquiété. Chacun supporte ainsi les effets de sa négligence.

Enfin si le maître de l'ouvrage révèle à l'architecte l'existence de servitudes conventionnelles pendant la phase de l'établissement du projet, l'architecte est seul responsable de leur inobservation.

Nous avons examiné ainsi les vices de conception se rapportant exclusivement à la composition du projet ; étudions à présent ceux qui ont trait à la solidité de l'édifice.

D. — *Erreurs dans les calculs de résistance des matériaux*

La stabilité d'une construction dépend des calculs de résistance des matériaux qui la composent. Malheureusement, malgré tous les soins dont ils sont l'objet, ces calculs ne sont pas à l'abri des erreurs (1)

(1) En sens contraire : Corberand « La responsabilité des Architectes et des Entrepreneurs », p. 25. Thèse, Paris 1929.

et peuvent être ainsi la cause de graves désordres dans l'édifice. Qui doit, en définitive, en supporter les conséquences ?

Si la prescription décennale n'est pas révoquée, le maître de l'ouvrage peut se retourner contre son architecte, directement et seul responsable envers lui. Mais l'architecte qui a confié l'établissement de ces calculs à des Bureaux d'Etudes spécialisés, n'a-t-il pas le droit, à son tour, d'appeler en garantie ses collaborateurs indépendants ? (1)

Avant de répondre à cette question, précisons que ces « Bureaux d'Etudes » basent leurs calculs sur les données fournies par l'architecte, d'où les trois réponses suivantes :

Lorsque les données établies par l'architecte sont erronées et que les calculs effectués sur ces données par le Bureau d'Etudes sont exacts, l'architecte doit seul répondre des conséquences de sa faute.

Si les erreurs dans les données établies par l'architecte sont aggravées par des erreurs de calcul imputables au « Bureau d'Etudes », l'un et l'autre se partageront les conséquences du dommage causé au maître de l'ouvrage par leur faute respective.

Enfin si aucune faute dans les données ne peut être reprochée à l'architecte, celui-ci ne supportera pas les conséquences du préjudice causé au maître de l'ouvrage par l'erreur de calcul imputable au « Bureau d'Etudes ». Ce dernier seul sera tenu de réparer le dommage dont il est l'auteur.

(1) L'Architecte, avons-nous dit dans notre premier livre, ne pouvant s'entourer dans son agence de tous les spécialistes que nécessite la construction des édifices, est parfois obligé de recourir à des collaborateurs extérieurs organisés en « Bureaux d'Etudes ».

Les Bureaux d'Etudes ne sont pas assimilables, en effet, aux collaborateurs directs de l'architecte, liés à lui par un contrat de travail. Indépendants, au contraire, ces Bureaux sont par rapport à l'architecte de véritables loueurs d'ouvrage et celui-ci peut se retourner contre eux, de même que le client contre lui.

Cependant, dans le dernier cas, la responsabilité de l'architecte serait engagée si le maître de l'ouvrage pouvait lui reprocher d'avoir choisi un « Bureau d'Etudes » non spécialisé ou inférieur à la hauteur de sa tâche. Responsable du choix de ses collaborateurs, il incombe à l'architecte de se renseigner sur leurs capacités avant de leur confier un travail.

Ce qui vient d'être dit pour les calculs de résistance des matériaux s'applique également aux différentes études de détails faites par les « Bureaux d'Etudes », sur la demande et sur les indications de l'architecte, pour la mise au point de certaines spécialités de la construction projetée.

E. — *Vices du sol*

L'étude de la nature et de la résistance du sol incombe à l'architecte, parce qu'elle lui dicte le procédé de construction qu'il doit adopter. Il lui appartient donc de faire exécuter des sondages. Mais ceux-ci le renseignent seulement sur la nature du sol en quelques points précis, sans pouvoir lui révéler les défauts du terrain (puits, ancienne carrière, trous de mines, etc.), qui peuvent exister entre chaque point de sondage. Seul l'entrepreneur, en exécutant les travaux de terrassement, s'aperçoit de

ces accidents du sol non signalés sur le plan de fouille établi par l'architecte.

Dès lors, ou l'entrepreneur est consciencieux ou il ne l'est pas. Dans le premier cas, il signale immédiatement ces vices imprévus, à l'architecte, qui prend toutes les dispositions nécessaires dont il est responsable. Dans le second cas, l'entrepreneur camoufle l'accident de terrain, n'en fait pas part à l'architecte et continue les travaux comme si de rien n'était. Comment éviter à l'architecte une condamnation pour des vices du sol qu'il ne pouvait connaître et que l'entrepreneur lui a cachés ?

Nous proposons la solution suivante : l'architecte établira un « plan de sondage » (1) qui, reconnu exact par le maître de l'ouvrage, ne pourra plus être remis en discussion après la construction de l'édifice.

Dès lors, si après l'achèvement des travaux, des désordres se produisent dans l'ouvrage, qui ont pour cause un accident de terrain situé en un lieu autre que ceux où ont été effectués les sondages, la responsabilité de l'architecte s'établit facilement.

Celui-ci est seul responsable, s'il n'a pris aucune mesure ou des mesures insuffisantes pour remédier aux accidents imprévus du sol qui lui ont été signalés par l'entrepreneur, pendant l'exécution des travaux de terrassement.

Par contre, si l'entrepreneur qui a connu ces

(1) Autrement dit, sur le plan du terrain, l'Architecte indiquera les différents endroits où il aura effectué les sondages.

accidents du sol ne les a pas révélés à l'architecte pendant les travaux de fondation, ce dernier doit être mis hors de cause. L'entrepreneur supportera seul la réparation du préjudice subi par le maître de l'ouvrage.

Enfin l'architecte, qui a pris toutes les précautions désirables pour remédier à toutes les défectuosités du sol qu'il lui était possible de connaître avant ou au moment de l'exécution des travaux de fondation, ne peut être inquiété pour les désordres de l'édifice imputables à des accidents de terrain ou à des changements dans la nature du terrain, imprévisibles et postérieurs à l'exécution de ces travaux.

2° L'Architecte est responsable des vices de confection du projet

Après avoir découvert « le parti », c'est-à-dire la solution la meilleure au programme posé pour la construction envisagée, l'architecte doit mettre au point ses études. La phase de la confection des documents artistiques et techniques nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage commence.

L'architecte devient alors le « chef d'orchestre » d'une pléiade de collaborateurs spécialisés dont il coordonne les travaux. C'est qu'en effet les documents divers indispensables à l'exécution de l'édifice, concourant au même but, doivent nécessairement concorder entre eux. Ils traduisent en langage différent la même œuvre. Dès lors, leur défaut de concordance engage la responsabilité de l'architecte qui a la charge de les établir.

De plus, ces documents doivent être suffisamment précis et détaillés, pour permettre à l'entrepreneur de réaliser une exécution parfaite de l'ouvrage. Aussi l'architecte répond également de leur insuffisance ou de leur imprécision.

En un mot, l'architecte est responsable des erreurs commises dans la confection des documents artistiques et techniques indispensables à la réalisation matérielle de l'ouvrage.

La signature du Maître de l'ouvrage décharge-t-elle l'Architecte des vices du projet

Poursuivi pour un vice quelconque du projet, l'architecte ne pourrait-il pas objecter que la plainte du maître de l'ouvrage est mal fondée, car celui-ci l'a approuvé, en y apposant sa signature avant de le faire exécuter ?

Nous repoussons cette fin de non recevoir. En effet, si l'examen d'un projet permet à un professionnel spécialisé d'en découvrir les vices, ceux-ci apparaissent le plus souvent au maître de l'ouvrage lors de l'exécution des travaux ou même après leur achèvement, lorsqu'une cause quelconque les fait ressortir.

En apposant sa signature sur le projet, le maître de l'ouvrage reconnaît simplement que l'architecte a exécuté le travail dont il l'a chargé, sans pour cela se prononcer sur la valeur de ce travail, qu'il lui est difficile encore d'apprécier.

Aussi pendant les dix années qui suivent la réception des travaux, le maître de l'ouvrage conserve toujours le droit de poursuivre l'architecte, pour les vices de conception ou de confection du projet.

CHAPITRE XV

Les vices d'exécution de l'ouvrage engagent-ils la responsabilité de l'Architecte

Le rôle de l'architecte, avons-nous dit, ne se borne pas à concevoir et à établir les documents nécessaires à la réalisation matérielle de l'ouvrage. mais il consiste encore à prévoir la marche des travaux, à en organiser les phases successives et à coordonner les efforts de ceux qui sont chargés de les exécuter (1).

L'architecte répond donc des ordres qu'il donne pour la marche des travaux, non de leur fausse interprétation ou de leur inexécution, puisqu'il n'en choisit pas les « exécutants » et que ceux-ci ne sont ni ses préposés ni ses co-obligés. (2)

Mais, responsable des ordres qu'il donne pour la réalisation matérielle de son projet, l'architecte doit-il répondre en outre des vices d'exécution de l'ouvrage ?

Après avoir précisé ce qu'il faut entendre par vice d'exécution et indiqué la réponse des architectes et

(1) C'est en ce sens que l'on peut dire : « L'Architecte dirige les travaux ».

(2) Chargé d'organiser la réalisation matérielle d'un projet dont il n'est pas l'auteur, l'Architecte répond cependant des vices de ce projet, car en ne les signalant pas au maître de l'ouvrage avant l'exécution des travaux, il ne remplit pas son rôle de conseiller artistique et technique et commet ainsi une faute lourde dont il doit logiquement supporter les conséquences.

Toutefois, le maître de l'ouvrage partagera cette responsabilité s'il a refusé à l'architecte de corriger les erreurs du projet.

de ceux qui font construire, nous exposerons notre théorie.

Ce qu'il faut entendre par vices d'exécution

On appelle vices d'exécution les malfaçons commises par l'entrepreneur dans la réalisation matérielle du projet. Ces vices se répartissent en trois groupes : manque de concordance entre le projet et l'ouvrage, pose défectueuse des matériaux, emploi de matériaux de mauvaise qualité.

Le premier devoir de l'entrepreneur est de se conformer strictement aux documents établis par l'architecte. Avant de signer le marché qui le lie au maître de l'ouvrage, l'entrepreneur peut en discuter les clauses, formuler des observations, faire des réserves ou même se récuser si les conditions du projet lui paraissent d'une réalisation dangereuse ou au-dessus de ses moyens. Mais, par son acceptation, il s'engage à exécuter fidèlement les documents établis par l'architecte et devient responsable des manques de concordance entre l'ouvrage et le projet.

Si la pose des matériaux exige parfois de l'habileté et un sens artistique développé, elle nécessite toujours beaucoup de soins et oblige même l'exécutant à tenir compte d'éléments étrangers à la construction, telle la température. Le coulage du béton, par exemple, ne peut se faire lorsqu'il gèle ; un béton frais doit être protégé de l'ardeur d'un chaud soleil d'été, etc.

Des règles strictes régissent donc la pose des matériaux ; malheureusement, soit par inhabileté, soit par négligence ou malveillance, elles ne sont pas toujours observées. Aussi en commettant ou en lais-

sant commettre ces fautes professionnelles, l'entrepreneur engage sa responsabilité, d'autant plus lourdement que ces malfaçons peuvent être invisibles au moment de la réception des travaux et se révéler tardivement par les graves désordres qu'elles occasionnent à l'édifice.

Enfin l'entrepreneur doit seulement faire usage de matériaux de bonne qualité dans la catégorie prescrite pour chacun d'eux par l'architecte. Autrement, il commet une faute lourde, dont les conséquences lui incombent.

Tels sont les vices d'exécution que le maître de l'ouvrage peut reprocher à l'entrepreneur.

L'architecte doit-il en être responsable ?

Ce que soutiennent les architectes

Depuis l'affirmation de leur autonomie professionnelle, les architectes n'ont cessé de soutenir et ils soutiennent encore aujourd'hui que leur responsabilité ne peut porter sur les vices d'exécution de l'ouvrage imputables à l'entrepreneur seul.

Les arguments dont ils se servent pour défendre cette opinion, exposée bien souvent devant les tribunaux, ont été exprimés avec une vigueur particulière dans deux documents : un avis du Conseil des Bâtiments civils en 1837 (1) et le rapport présenté par un architecte français au dernier Congrès international des architectes tenu à Paris en juillet 1937. (2)

(1) Lebon. 1837, p. 262. (Arrêt du 20 juin 1837).

(2) Rapport présenté au nom de la Société Centrale des Architectes diplômés par le Gouvernement par Jean Favier, architecte S. A. D. G., en collaboration avec M^e Pierre Favier, avocat à la Cour de Paris.

Le rapprochement de ces deux textes est fort curieux : il prouve la continuité des efforts des architectes pour se libérer des vices d'exécution, il montre également que la force des arguments invoqués par eux il y a cent ans, loin de s'amoin-drir, ne fait qu'accroître avec les procédés actuels de construction.

La lecture de quelques extraits de ces documents nous permettra de dégager les arguments qu'ils renferment.

Voici d'abord l'avis, donné en 1837 par le Conseil, des Bâtiments civils au ministre de l'Intérieur, « sur les règles et usages en vigueur au sujet de la responsabilité des architectes employés par l'Administration ».

Simplement destinés aux architectes des départements et des arrondissements, les arguments invoqués par ce texte peuvent cependant s'appliquer à notre profession en général, puisque, toujours, les honoraires qu'elle comporte sont indépendants des bénéfices réalisés par l'entrepreneur.

Après avoir montré que « leur intérêt comme leur devoir les porte (les architectes) à vouloir l'exécution la plus parfaite possible parce que du succès des travaux qu'ils dirigent dépend leur réputation », le Conseil des Bâtiments civils déclare : « les vices d'exécution ne peuvent jamais faire encourir aux architectes qu'une responsabilité purement morale » et non une « responsabilité pécuniaire ni d'autres peines, à moins qu'ils n'aient trahi leurs devoirs en entretenant avec les entrepreneurs des intelligences coupables ».

Par contre, ajoute le Conseil : « ce sont les

entrepreneurs qui répondent exclusivement de la solidité et de la durée des ouvrages dans les limites déterminées par les dispositions du Code Civil, sans que ni les combinaisons des plans, ni les prescriptions du devis, ni la surveillance exercée par les architectes puissent les décharger en tout ou en partie de cette responsabilité, et en effet... ils doivent, avant de s'engager à exécuter les travaux, avoir pris une connaissance complète des projets et devis... La surveillance exercée par l'architecte ne peut justifier, ni même excuser les malfaçons qu'ils commettent, parce qu'ils ont contracté, non envers l'architecte, mais envers l'Administration, l'obligation d'exécuter suivant les principes de bonne construction. Il est trop certain, d'ailleurs, qu'ils peuvent toujours éluder la surveillance la plus active... Enfin comme ils reçoivent le prix fait pour les constructions, et que, par conséquent, les malfaçons ne peuvent avoir d'autre but que celui d'accroître leurs bénéfices, il paraît juste que, seuls, ils supportent les frais des réparations à faire. »

Malgré de tels arguments, sans cesse repris depuis, les tribunaux civils n'acceptent pas encore cette théorie. Aussi, cent ans après cet avis du Conseil des Bâtiments civils, un architecte français présentait en juillet dernier au Congrès international des architectes, un rapport dont nous détachons ces lignes :

« Si l'on tient compte des véritables spécialités qui se sont révélées dans l'entreprise, spécialités qui, chaque jour, s'étendent davantage, il est permis d'affirmer l'impossibilité humaine absolue d'un contrôle quotidien comportant l'analyse de tous les

produits employés et la vérification de chaque geste de l'ouvrier. »

En lui faisant supporter les vices d'exécution, constate l'auteur avec regret, les tribunaux transforment l'architecte en « exécutant responsable, en entrepreneur créateur ayant tous les risques de l'ouvrage sans en avoir l'entreprise générale... » aussi, conclut le rapporteur : « nous estimons que la jurisprudence a créé contre l'architecte une situation de fait contre laquelle il y a lieu de réagir énergiquement. Si l'architecte doit répondre, comme tout individu, de ses fautes personnelles, il est inadmissible qu'il ait à répondre des fautes des autres... »

Nous ne devons pas répondre des vices d'exécution, soutiennent les architectes, parce que nous ne sommes pas des exécutants, et parce que notre surveillance est impuissante à empêcher les malfaçons de l'entrepreneur que nous n'avons pas, comme lui, intérêt à commettre.

Notre responsabilité morale est donc seule engagée par ces vices, mais jamais notre responsabilité pécuniaire sauf dans le cas où nous aurions trahi nos devoirs « en entretenant avec les entrepreneurs des intelligences coupables ».

Telle est la thèse des architectes. Indiquons à présent :

Ce que leur oppose le Maître de l'ouvrage

Celui-ci trouve normal que l'architecte soit responsable des vices d'exécution parce qu'il doit et peut les empêcher.

Il le doit en vertu de son contrat. Ne s'est-il pas

engagé à exercer sur les travaux une surveillance efficace moyennant une rémunération ! En laissant l'entrepreneur commettre des malfaçons, l'architecte est doublement coupable : il n'a pas respecté ses engagements, il a perçu injustement des honoraires pour une surveillance qu'il a mal ou n'a pas exercée du tout.

Grâce à sa formation professionnelle et à sa connaissance approfondie du projet, il peut contrôler efficacement le travail de l'entrepreneur. Si ce dernier commet des malfaçons, l'architecte est donc en état de les découvrir. Si elles existent, c'est qu'il les a tolérées ou ignorées. Dans un cas comme dans l'autre, il s'y est associé et doit dès lors en répondre

Ajoutons que le maître de l'ouvrage considère la présence de l'architecte sur le chantier comme une garantie morale et pécuniaire de bonne exécution des travaux. Garantie morale parce que l'entrepreneur se sentant surveillé par un professionnel averti exécutera avec plus de soin son ouvrage et hésitera davantage à frauder. Garantie pécuniaire, parce que, dans le cas de malfaçons, le maître de l'ouvrage pourra se retourner non seulement contre l'entrepreneur, qui en aura été l'auteur direct, mais aussi contre l'architecte qui les aura permises par son manque de surveillance.

La théorie adoptée par le maître de l'ouvrage, défendue également par les tribunaux civils, est contraire à celle que soutiennent les architectes. Il appartiendra au législateur de clore le débat en lui donnant, dans la réglementation légale de cette profession une solution équitable.

Nous allons exposer celle qui nous semble susceptible de pouvoir être adoptée.

Théorie nouvelle

Rendre l'architecte responsable des vices d'exécution de l'ouvrage en invoquant contre lui un défaut de surveillance des travaux, c'est baser sa responsabilité sur un fondement que nous ne pouvons admettre, parce qu'il ne peut être nettement défini, parce qu'il fait supporter à l'architecte des malfaçons commises à son insu et enfin parce qu'il méconnaît son rôle.

N'avons-nous pas démontré, en effet (1) : qu'il est impossible de trouver le critérium de la surveillance normale de l'architecte sur le chantier, que cette surveillance même active ne met pas obstacle aux vices d'exécution et que le rôle de l'architecte, pendant le cours des travaux, consiste, non à surveiller l'entrepreneur, mais à lui fournir les renseignements et documents artistiques et techniques dont il peut avoir besoin.

Partant de ce principe, nous proposons la théorie suivante :

L'architecte est responsable des ordres qu'il donne pour la marche des travaux, car il lui appartient de la déterminer. Par contre, n'étant ni un exécutant, ni un surveillant de chantier, il ne doit pas répondre de l'inexécution ou de l'interprétation défectueuse de ses ordres, ni des malfaçons commises par l'entrepreneur pendant les travaux. Ce dernier en est seul responsable : à chacun son métier.

(1) Livre 1^{er}, Chap. III, pages 62 et suivantes.

Est-ce à dire que les malfaçons constatées par l'architecte lors de ses visites au chantier doivent le laisser indifférent ? Loin de nous cette pensée.

L'architecte a tout intérêt à signaler ces vices d'exécution à l'entrepreneur qui traduit matériellement son projet, car sa réputation dépend de la perfection de cette traduction. De plus, en professionnel consciencieux, il doit avertir son client des malfaçons qu'il constate au cours des travaux. Mais cette obligation n'est que morale, puisque la surveillance du chantier ne rentrant pas dans ses attributions ne peut engendrer pour lui une obligation contractuelle.

Par contre, lorsque la construction est achevée, l'architecte, avons-nous dit (1), doit constater, lors de la réception des travaux, si l'ouvrage exécuté par l'entrepreneur est la traduction fidèle du projet établi. Il s'y est engagé par contrat vis-à-vis de son client. (2)

S'il ne remplit pas ou remplit mal cette obligation contractuelle (non plus morale), il commet une faute lourde et devient ainsi responsable des vices d'exécution visibles pour lui, sans sondage ou analyse, qu'il ne signale pas à son client.

N'étant pas responsable en principe des vices d'exécution, l'architecte doit cependant répondre de ceux qui ont pour origine un vice de confection du projet. Le manque de concordance ou l'imprécision des divers documents nécessaires à la réalisation

(1) Voir chapitre VII, définition de l'architecte.

(1) Voir Livre I^{er}, Chap. I^{er}.

matérielle de l'ouvrage peuvent être cause, en effet, des erreurs commises par l'entrepreneur.

Précisons enfin que l'architecte, n'étant pas omniscient et, par suite, ne pouvant connaître jusque dans leurs détails d'application les différentes spécialités qui interviennent dans la construction de l'édifice (1), ne doit en aucun cas répondre de leur exécution défectueuse.

Ainsi, la responsabilité de l'architecte, portant sur les vices d'exécution de l'ouvrage, est fondée sur ces attributions professionnelles : les ordres qu'il donne pour la marche des travaux et l'examen qu'il doit faire de l'édifice lors de la réception des travaux et la confection du projet. Cette responsabilité se justifie donc pleinement.

La conclusion de ce chapitre est la suivante : l'architecte chargé d'organiser l'exécution matérielle de l'ouvrage est responsable des vices de conception du projet, des ordres qu'il donne pour la marche à suivre des travaux, des malfaçons visibles pour lui sans sondage ou analyse chimique qu'il n'a pas signalées à son client lors de la réception de l'ouvrage, enfin des vices d'exécution qui ont pour origine un vice du projet.

D'une application très simple et ne prêtant à aucune interprétation arbitraire, notre théorie respecte les intérêts du maître de l'ouvrage, celui-ci n'acceptant les travaux qu'en connaissance de cause; elle évite la condamnation injuste de l'architecte qui ne supporte plus les malfaçons commises à son insu,

(1) Il s'agit d'ouvrages qui font presque toujours l'objet de brevets d'invention exploités par des entrepreneurs spécialisés.

elle est conforme, enfin, à la distinction faite entre les attributions de l'architecte et celles de l'entrepreneur.

CHAPITRE XVI

La responsabilité de l'Architecte chargé de vérifier les mémoires de l'entrepreneur

Nous avons vu que la mission de l'architecte chargé de vérifier les mémoires des entrepreneurs, commence normalement dès l'ouverture du chantier (1). Certains ouvrages destinés à être cachés par la suite nécessitent une vérification concomitante à leur exécution.

L'architecte est donc tenu de prendre, pendant le cours des travaux, les attachements et notes qui lui seront indispensables pour contrôler les mémoires des entrepreneurs. Dès lors, sa responsabilité est engagée s'il n'a pas constitué, ou d'une manière insuffisante, cette documentation lui permettant de remplir convenablement cette mission. (2)

L'architecte est encore responsable des erreurs matérielles qu'il commet lors de sa vérification. C'est ainsi qu'il répond des erreurs de calculs, de mesurage, des omissions ou doubles emplois, de la fausse application de la série des prix ou des conditions du marché.

Enfin, il convient également de faire supporter à l'architecte ses erreurs grossières d'estimation. Il

(1) Supra Livre 1^{er}, Chap. IV, p. 65 et suivantes.

(2) Il est évident que cette première source de responsabilité ne s'applique pas à l'architecte qui ne serait chargé de vérifier les mémoires qu'après l'exécution des travaux.

doit être suffisamment averti des choses de sa profession, pour évaluer avec assez d'exactitude le coût des matériaux et celui de la main-d'œuvre. Toutefois on ne pourrait lui reprocher des erreurs légères d'évaluation, celle-ci étant fonction d'un coefficient personnel d'appréciation.

Après avoir ainsi précisé sur quoi doit porter la responsabilité de l'architecte, il nous reste à indiquer comment répartir entre l'architecte et l'entrepreneur la réparation du préjudice qu'ils ont causé au maître de l'ouvrage.

CHAPITRE XVII

Comment répartir entre l'Architecte et l'entrepreneur la réparation du préjudice qu'ils ont causé au Maître de l'ouvrage

Se déduisant des chapitres qui précèdent, notre théorie sur la répartition, entre l'architecte et l'entrepreneur du préjudice qu'ils ont causé au maître de l'ouvrage, ne nécessite pas un long développement.

Exerçant deux professions distinctes, l'architecte et l'entrepreneur doivent répondre seulement des obligations qui leur sont particulières.

L'architecte est exclusivement responsable des conseils qu'il donne à son client, des vices de conception du projet, des ordres qu'il édicte pour la marche à suivre des travaux, des erreurs matérielles ou des erreurs grossières d'estimation qu'il commet au cours de la vérification des mémoires, enfin, de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de vérifier

les parties de mémoires correspondant à des travaux cachés de l'édifice parce qu'il n'a pas pris pendant la construction de l'ouvrage les notes et attachements qui s'imposaient.

Seul responsable en principe des vices d'exécution, l'entrepreneur partage avec l'architecte les conséquences des malfaçons apparentes lors de la réception des travaux que celui-ci n'a pas signalées au maître de l'ouvrage et de celles qui ont pour origine un vice de confection du projet. L'un et l'autre répondent ainsi de leur faute respective.

Enfin, leurs obligations étant distinctes, l'architecte et l'entrepreneur ne peuvent, en principe, être condamnés solidairement. Le second n'est pas le préposé du premier ; de plus, n'étant pas des co-obligés l'article 1.200 du Code Civil ne leur est pas applicable (1).

Toutefois la solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur s'impose lorsqu'on peut leur reprocher des dispositions concertées entre eux au préjudice du maître de l'ouvrage.

Cette fraude commune constitue, en effet, un délit dont les co-auteurs sont tenus de supporter solidairement les conséquences, en vertu de l'article 55 du Code Pénal.

Ainsi prend fin l'étude que nous avons entreprise dans le but de préciser sur quoi doit porter la responsabilité de celui qui exerce la profession d'architecte.

(1) Le fait que la solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur n'est pas expressément stipulée par les articles 1.792 et 2.270 du Code civil, qui établissent leur responsabilité, nous est indifférent, puisque nous repoussons le texte actuel de ces articles.

APPENDICE

La Réglementation légale à l'Etranger (1)

(1) La documentation de cet appendice nous a été fournie par le Bureau International du Travail.

Appelé pour la première fois à réglementer la profession d'architecte, le législateur français ne peut se désintéresser des solutions diverses données à ce problème par les législations étrangères.

A l'égard de l'architecte, les Nations européennes se répartissent ainsi : les pays à réglementation complète où l'exercice de la profession et l'usage du titre d'architecte sont légalement réglementés ; les pays à réglementation incomplète, où seul le titre d'architecte jouit, dans certains cas, d'une protection légale ; enfin les pays sans réglementation, où l'exercice de la profession et l'usage du titre d'architecte demeurent libres.

Pays à réglementation complète

Ce sont : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne avant la révolution de 1936, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

Allemagne. — L'histoire de la réglementation légale de la profession d'architecte comprend trois phases.

Avant 1934, l'exercice de la profession et l'usage du titre d'architecte étaient libres. Par contre, un décret du 31 mars 1931 réglementait l'usage du titre de « Baumeister » (maître constructeur) et le réservait aux entrepreneurs ayant subi avec succès soit un examen spécial, soit celui d'une école technique supérieure, portant sur la « construction des super-

structures, fondations et travaux souterrains » et ayant complété ces études théoriques par deux années de pratique.

Ce décret provoqua les protestations véhémentes des architectes mécontents de voir le titre de « maître constructeur » officiellement protégé, alors que le leur ne jouissait encore d'aucune mesure protectrice. Ces doléances ne devaient pas rester vaines. En 1934, plusieurs ordonnances du président de la « Chambre d'Empire des Beaux-Arts » réglementaient la profession d'architecte. Pour l'exercer, il fallait être inscrit à ladite Chambre et pour cela, faire partie de la Fédération des Architectes en justifiant d'aptitudes professionnelles déterminées et de certaines qualités morales. Quant au titre d'architecte, seuls les membres de la « Chambre d'Empire des Beaux-Arts » y avaient droit. Ces ordonnances organisaient la profession, accordaient à ses adeptes le monopole des constructions et édictaient des sanctions sévères pour réprimer les infractions aux règles qu'elles établissaient.

Mise en application, cette réglementation légale se révéla trop stricte : elle paralysait l'activité du Bâtiment, là où il n'existait pas d'architecte remplissant les conditions ci-dessus exigées pour pouvoir exercer (1). Une réglementation plus souple devenait nécessaire. Elle fut réalisée le 28 juillet 1936, par une nouvelle ordonnance du président de la « Chambre d'Empire des Beaux-Arts ». Cette réglementation est divisée en trois chapitres. Le premier donne, tout

(1) Lire dans *La Construction Moderne* du 23 mai 1937 : « La nouvelle Réglementation professionnelle des Architectes en Allemagne ».

d'abord, la définition de l'architecte et impose à ce dernier l'obligation d'être membre de la « Chambre d'Empire des Beaux-Arts ». Il distingue ensuite trois catégories d'architectes : a) ceux qui exercent la profession libérale d'architecte et qui sont par là-même les mandataires de leurs clients ; b) les architectes-entrepreneurs ; c) les architectes au service d'une administration (1). Il déclare enfin : « Sont exempts de faire partie de la « Chambre impériale des Beaux-Arts » : a) les architectes qui exercent leur profession d'une façon restreinte ou occasionnelle ; b) les architectes qui ont une activité principalement artisanale et qui sont incorporés dans d'autres organisations légales. » Toutefois, précise l'article, « l'exemption de faire partie de la Chambre des Beau-Arts ne supprime pas le devoir d'en suivre la réglementation » (2)

Le chapitre II édicte les obligations civiques (3), morales (4), professionnelles qui s'imposent à tous

(1) Voici la traduction que donne M. Othmar Curiger : « l'activité d'architecte s'exerce : a) d'une manière indépendante en tant que mandataire du maître de l'ouvrage ; — b) en liaison avec une activité artisanale y compris celle d'un commerce de matériaux, par exemple en tant que détenteur d'une exploitation dans l'industrie du bâtiment en tant qu'associé dans une telle exploitation ; — c) dans les conditions de service ou d'emploi. (Traduction de la « Nouvelle Réglementation professionnelle des Architectes en Allemagne ». *La Construction Moderne* du 23 mai 1937).

(2) Traduction déjà citée.

(3) « L'architecte, dans le cadre de l'exercice professionnel, prend la responsabilité envers le peuple allemand de la conservation de la beauté architecturale des villes et des sites, ainsi que de la salubrité des villes et des campagnes. » (Traduction citée).

(4) « L'architecte doit se rendre digne de la considération et de la confiance attachées à sa profession, tant dans le cadre de sa fonction qu'en dehors de sa situation professionnelle ». (Traduction citée).

les architectes et précise les règles particulières à chacun des trois modes d'exercice de cette profession.

Le troisième chapitre énonce les mesures pénales « qui seront infligées à quiconque enfreindra les règlements de la présente ordonnance » (1) et fixe les dispositions transitoires rendues nécessaires par l'application de cette réglementation.

Autriche. — La loi du 2 janvier 1913, le décret-loi du 7 mars de la même année et une série d'ordonnances s'échelonnant de 1913 à 1930 forment la législation concernant « les techniciens civils autorisés ». Ceux-ci, organisés en « Chambres » sont répartis en 9 catégories. L'une d'elles est réservée aux « ingénieurs pour l'architecture et les superstructures. »

Pour pouvoir exercer leur profession, ces techniciens doivent justifier de leurs études techniques dans certaines écoles déterminées, d'un stage de pratique professionnel sanctionné par un examen spécial et de leur inscription sur le registre de la Chambre correspondant à leur activité.

Le rôle des Chambres « des techniciens civils autorisés » est de défendre et de représenter les intérêts professionnels.

Espagne (avant la Révolution de 1936). — En vertu du décret royal du 27 décembre 1929, l'exercice de la profession et le port du titre d'architecte sont réservés aux titulaires d'un diplôme universitaire d'Architecte affiliés à l'un des six Collèges officiels d'Architectes dont la mission est de sauvegarder les

(1) Même traduction.

intérêts matériels et moraux de la profession et d'établir des règles pour son exercice.

Grèce. — La loi du 7 mai 1930 réglemente l'exercice de la profession et l'usage du titre d'architecte.

Cette réglementation distingue deux catégories d'architectes :

1° Les titulaires du diplôme d'architecte délivré par l'Ecole supérieure polytechnique ou par une école étrangère équivalente et les personnes assimilées à ces diplômés (en vertu d'une décision du Conseil des Travaux publics), qui peuvent exercer la profession d'architecte pour n'importe quelle construction et porter le titre d'architecte, mais qui sont tenues d'être membres de la Chambre technique de Grèce.

2° Les titulaires de diplômes inférieurs ou du permis accordé après examen par le Ministère des Communications, qui peuvent entreprendre seulement des travaux d'architecture peu importants et précisés par la loi.

Hongrie. — Seuls, les titulaires du diplôme d'une école polytechnique hongroise ou d'une école étrangère équivalente, peuvent porter le titre et exercer la profession d'architecte. (Loi du 24 mars 1923).

Les architectes et ingénieurs sont groupés en une Chambre générale qui se subdivise en Chambres provinciales. Cet organisme est chargé de veiller aux intérêts matériels et moraux de ces professions. L'inscription à cette Chambre est obligatoire pour exercer la profession libérale d'architecte.

Italie. — Aux termes de la loi du 24 juin 1923, « le titre d'ingénieur et celui d'architecte appar-

tiennent exclusivement aux personnes ayant obtenu les diplômes correspondants des établissements d'enseignement supérieur légalement autorisés à les délivrer » et à celles qui possèdent des titres universitaires étrangers équivalents.

En vertu de l'article 5 du décret royal du 23 octobre 1925 (n° 2.537), nul ne peut exercer la profession d'architecte, s'il n'en possède le titre et s'il ne figure pas au registre de cette profession.

Les architectes sont obligatoirement inscrits au Syndicat national fasciste des Architectes. Celui-ci est rattaché à la Confédération des Syndicats professionnels et artistiques, et cette Confédération, comme toutes les autres (celle de l'Industrie, du Commerce, du Crédit, du Travail... par exemple), dépend du Ministère des Corporations. De même, le Syndicat national des Architectes se divise en syndicats régionaux, qui se subdivisent à leur tour en sections provinciales.

Un règlement du 25 octobre 1925 délimite les attributions de l'architecte et de l'ingénieur, mais aucune disposition légale ne rend incompatible l'exercice de la profession d'architecte avec l'une quelconque des professions commerciales en général et avec celle d'entrepreneur en particulier.

Pologne. — Le décret présidentiel du 16 février 1928 reconnaît à trois catégories de personnes le droit de faire acte d'architecte :

1^{re} catégorie. — Seuls peuvent porter le titre d'architecte et exercer cette profession sur tout le territoire de la République, sans aucune limitation quant à l'importance ou à la nature de la cons-

truction envisagée, ceux qui peuvent justifier :
1° d'un diplôme délivré par la Faculté d'Architecture ou une école technique supérieure polonaise ou par une école étrangère équivalente ; — 2° d'un stage de trois années dans un service public ou dans une entreprise privée ; — 3° de la passation d'un examen sur la législation du Bâtiment et sur les règlements administratifs concernant l'exercice de la profession d'architecte.

2° catégorie. — Les titulaires d'un diplôme d'Enseignement technique supérieur de mécanique, d'Art des mines, etc... peuvent, en justifiant d'une pratique de trois années et après avoir subi avec succès l'examen de législation du Bâtiment, remplir les fonctions d'architecte pour certains travaux peu importants se rattachant à leur activité professionnelle principale.

3° catégorie. — Peuvent porter le titre de « Maître constructeur », et jouer le rôle d'architecte à l'occasion de petits travaux en dehors des onze plus grandes villes de la République : a) les titulaires d'un diplôme délivré par une école secondaire d'Etat, ou reconnue par l'Etat, spécialisée dans l'enseignement de la construction, qui ont accompli six années de pratique et subi avec succès l'examen de législation ; — b) ceux qui, ayant reçu un enseignement de degré moyen, subissent avec succès un examen correspondant au programme d'une école secondaire de construction et justifient de douze années de pratique.

Roumanie. — Aux termes du décret royal du 22 novembre 1932 : nul ne peut porter le titre d'architecte et exercer cette profession 1° s'il n'est citoyen

Roumain ; — 2° s'il n'est titulaire du diplôme délivré par l'Académie d'Architecture de Bucarest ou par une école étrangère assimilée ; — 3° s'il ne fait partie du Corps des Architectes. Cet organisme, qui a pour objet de veiller aux intérêts matériels et moraux de ses membres, possède une commission disciplinaire chargée de réprimer les infractions à la réglementation ci-dessus.

Le décret royal accorde aux architectes le monopole de l'établissement des projets et de la surveillance des travaux sauf pour les constructions publiques, les constructions peu importantes et celles à caractère purement technique comme : les ponts, les quais etc... Cependant cette réglementation prononce l'incompatibilité de la profession d'architecte avec une activité commerciale quelconque, par suite, avec la profession d'entrepreneur.

Tchécoslovaquie. — La législation autrichienne de 1913 concernant les « techniciens civils autorisés » est encore en vigueur.

Pays à Réglementation Incomplète

En Belgique, en Grande-Bretagne et en Yougoslavie, le titre d'architecte jouit dans certains cas d'une protection légale.

Belgique. — La loi du 11 septembre 1933 protège le titre d'ingénieur - architecte, que nul ne peut porter s'il ne possède le diplôme universitaire lui conférant ce droit.

Grande-Bretagne. — L'usage du titre d'architecte est libre ; seul celui « d'architecte enregistré » fait l'objet d'une réglementation.

En vertu de la loi du 31 juillet 1931, pour porter le titre « d'architecte enregistré », il faut soit appartenir à l'Académie royale Britannique ou à l'Académie royale Ecossaise ; soit avoir subi avec succès l'examen d'architecte fixé par le Conseil d'Enregistrement ; ou l'examen prévu par la Commission de l'Enseignement.

Le registre professionnel est tenu à jour par le Conseil d'Enregistrement des architectes du Royaume Uni. Ce Conseil comprend une commission d'enseignement de l'architecture, un comité d'admission et un de discipline.

Une amende de 50 livres (de 100 livres en cas de récidive) sanctionne l'usurpation du titre « d'architecte enregistré ».

Yougoslavie. — Aux termes de la loi du 28 février 1929, nul ne peut porter le titre d'architecte, s'il n'y est autorisé en vertu du diplôme national universitaire ou d'un diplôme étranger équivalent.

Pays sans Réglementation

L'exercice de la profession et l'usage du titre d'architecte demeurent libres : au Danemarck, en France, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse.

Toutefois, dans ce dernier Etat, la réglementation légale de la profession d'architecte est à l'étude.

* * *

Ainsi la législation de la plupart des Pays d'Europe protège l'activité professionnelle et le titre d'architecte. Voilà qui contribue encore à augmenter l'impatience avec laquelle les architectes français attendent du législateur la Réglementation de leur profession !

Conclusion

Réglementer la profession d'architecte, c'est en déterminer les attributions, et en préciser la nature juridique, pour baser sur elles : 1° les conditions d'exercice de cette profession, les règles concernant l'usage du titre d'architecte, l'intervention obligatoire de celui-ci ainsi que l'interdiction pour l'architecte de cumuler les fonctions d'entrepreneur ; — 2° la responsabilité que cette profession fait encourir à celui qui l'exerce ; — 3° les droits de celui qui la pratique.

Aussi, étant donné l'importance de la définition de la profession d'architecte, nous avons consacré la plus grande partie de notre premier Livre à la recherche des éléments professionnels et juridiques qui la composent. Ce faisant, nous nous sommes particulièrement attaché à démontrer que l'architecte, qui doit être un artiste-technicien averti, ne peut cependant connaître jusque dans tous leurs détails d'exécution les différentes spécialités intervenant dans la construction des édifices. Le progrès, avons-nous dit, impose la division des fonctions, or l'architecte ne saurait échapper à cette loi. De même nous nous sommes appliqué à différencier aussi nettement que

possible les attributions de l'architecte de celles de l'entrepreneur et, pour remédier à la confusion qui règne entre ces deux professions, nous en avons recherché les sources et indiqué comment les tarir. Certes, notre définition de la profession d'architecte peut paraître quelque peu touffue, mais nous avons estimé qu'il était indispensable de préciser avec soin ses attributions, car elles sont encore aujourd'hui insuffisamment connues.

On nous reprochera peut-être d'avoir consacré dans notre second Livre un important développement à la jurisprudence actuelle concernant l'architecte. Mais nous avons tenu à montrer, par de nombreuses décisions judiciaires aussi récentes que possible, les conséquences funestes de la méconnaissance par le Code Civil de la profession d'architecte, telle que nous l'entendons aujourd'hui. La Réglementation légale de cette profession remédiera à cette lacune, en définissant la responsabilité de l'architecte basée sur ses attributions, car celui-ci ne doit répondre que de ses propres fautes et seulement dans les limites de ses fonctions. La Révision de la Section III « Des devis et marchés », du troisième chapitre (1) du titre VIII (2) du Livre III du Code Civil s'impose urgente au législateur.

Mais cette réforme, pour être entreprise, suppose préalablement déterminées les attributions de tous ceux qui, à un titre quelconque, interviennent dans la construction des édifices. Il est nécessaire, en effet, de délimiter exactement le rôle de tous les parti-

(1) « Du Louage d'ouvrage et d'industrie. »

(2) « Du Contrat de Louage ».

cipants, car chacun doit répondre seulement de ce qui lui incombe et, pour éviter les conflits d'attributions, il est indispensable que ces professions soient nettement réglementées. Pour nous, la Réglementation de la profession d'architecte doit être le premier chapitre de la réglementation générale de toutes les professions du Bâtiment.

Les architectes ont hâte de voir leur profession réglementée. Malheureusement le mécanisme parlementaire exige pour cette réglementation deux étapes. Une première loi définira la profession d'architecte, en édictera les conditions d'exercice, posera les règles concernant l'usage du titre d'architecte et rendra obligatoire l'intervention de ce dernier. Tel est l'objet de la seconde proposition de loi Brandon (1) actuellement soumise à l'examen de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts de la Chambre. Une seconde loi, dont les Sociétés d'architectes adhérentes à la C. T. I. (2) se préoccupent déjà, établira la responsabilité et les droits de l'architecte.

Nous souhaitons, nous aussi, que la Réglementation légale de la profession d'Architecte ne se fasse pas trop attendre et si nous pouvons espérer avoir apporté notre modeste pierre à ce magnifique édifice qu'elle doit être, nous aurons atteint notre but.

FIN

(1) Proposition de loi n° 1.486. (XVI^e législature. — 2^e session extraordinaire de 1936. Annexe au procès-verbal de la 3^e séance du 15 déc. 1936.

(2) Confédération des Travailleurs Intellectuels.

TABLE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

I° TRIBUNAUX CIVILS

Cour de Cassation

	<i>Pages</i>
1863. — Req. 15 janvier. D. P. 1863-1-421	114
1874. — Req. 25 mars. D. P. 1874-1-285	114
1885. — Req. 11 novembre. D. P. 1886-1-39	111-121
1888. — Civ. 23 octobre. D. P. 1889-1-90	111
1898. — Req. 20 juin. D. P. 1898-1-367	114
1903. — Civ. 16 juillet. D. P. 1904-1-831	115
1904. — Req. 16 mai. D. P. 1905-1-352	114-152
1924. — Req. 12 nov. D. H. 1924 p.681. — C. M. 1923-26, p. 212	117-125-126
Req. 26 nov. G. P. 1925-1-144. — C. M. 1923-26	114-126
1926. — Civ. 3 novembre D. P. 1927-1-77. — C. M. 1926-28 p. 37	69-121
1927. — Req. 20 juillet. C. M. 1926-28, p. 145	122
1928. — Req. 9 janvier D. P. 1931-1-104. — S. 1928-1-87. C. M. 1926-28, p. 217	69-122
Req. 18 décembre C. M. 1926-28, p. 339	69-122
Civ. 19 déc. D. H. 1929, p. 66. — C. M. 1926-28, p. 337	69-116-122
1929. — Req. 18 février. S. 1929-1-205	116
Req. 27 février. S. 1929-1-128	117-118-119
Req. 19 juin, D. P. 1930-1-168. — C. M. 1929-32, p. 13	125
1931. — Req. 5 janvier. C. M. 1932-35, p. 112. — <i>L'Architecture</i> , 15 juillet 1932	111-125
Req. 11 mai. <i>L'Architecture</i> , 15 mars 1932	126
Req. 20 juillet. <i>L'Architecture</i> , 15 janvier 1932	114-124
1932. — Req. 21 mars. <i>L'Architecture</i> , 15 février 1933 ...	111
Req. 6 juin. <i>L'Architecture</i> , 15 novembre 1932 ..	122
1933. — Req. 7 mars. G. P. 1933-1-917. C. M. 1932-35, p. 102	121
1934. — Req. 4 décembre. S. 1934-1-180	116
1935. — Civ. 2 avril. C. M. 1932-35, p. 373. <i>L'Architecture</i> , 15 décembre 1935	111-112-126
1936. — Req. 28 janvier. S. 1936-1-136	118

Cours d'Appel et Tribunaux

	<i>Pages</i>
1845. — Cour de Pau. 13 mars. D. P. 1845-2-124	110
1900. — Cour de Nancy, 10 novembre. — D. P. 1901-2-418	115
1903. — Trib. Civ. Seine. 2 fév. <i>Le Droit</i> , 11 juillet 1903	121-123
1911. — Trib. Civ. Seine. 23 février. <i>La Loi</i> , 15 avril 1911	121
1922. — Trib. Civ. Nantua. 13 avril. D. P. 1923-2-41	121
1923. — Trib. comm. Marseille, 23 fév. D. P. 1926-2-157	121-123
Trib. Civ. Seine. 22 mars. — D. P. 1926-2-157.	121-123
Trib. Civ. Seine. 23 mars. D. P. 1926-2-159	123
Trib. Civ. Beauvais, 11 déc. — C. M. 1923-26, p. 39	123
1924. — Cour de Paris. 1 ^{er} juillet. — C. M. 1923-26. p. 150	126
Trib. Civ. Seine. 24 juillet. — D. P. 1926-2-157 ..	123
Trib. Civ. Seine. 16 déc. 1924. — D. P. 1926-2-160	121
1927. — Cour de Douai. 2 février. — C. M. 1926-28, p. 61	113
Cour de Douai. 8 mars. — C. M. 1926-28, p. 85 ..	116
1928. — Trib. Civ. Seine, 11 fév. — C. M. 1926-28, p. 289—	124
Trib. Civ. Lyon. 8 mars. — S. 1929-2-101	113
Trib. Civ. Lille. 12 juin. — G. P. 27 oct. 1928. — C. M. 1926-28, p. 318	122
Trib. Civ. Arras. 7 novembre. — G. T. 29 mars 1929. — C. M. 1929-32, p. 2	118
1929. — Cour de Nancy. 22 mai. — <i>L'Architecture</i> , 15 dé- cembre 1935	111-112
Cour de Paris, 8 nov. — C. M. 1929-32, p. 37 ...	115
1930. — Cour de Paris. 30 octobre. — D. P. 1932-2-105 ..	122
Cour de Pau. 20 novembre. — C. M. 1929-32, p. 244	89
Trib. Civ. Cusset. 24 décembre. — <i>L'Architecture</i> 15 février 1932. — C. M. 1929-32, p. 229	20
1931. — Trib. Civ. Rouen. 6 mai. — D. H. 1931, p. 407 ..	112
Cour de Paris. 23 juillet. — D. H. 1931, p. 466. — C. M. 1929-32, p. 297	113
Cour de Rennes, 27 nov. — C. M. 1932-35, p. 112	124
1932. — Cour de Douai. 19 janv. — Rec. Douai 1932, p. 314	125
Trib. Civ. Seine. 4 avril. — C. M. 1929-32, p. 371	118-126
Trib. Civ. Seine. 27 juin. — C. M. 1932-35, p. 25	115-126
Trib. La Réole. 22 juillet. — D. P. 1933-2-89	113
Trib. Civ. Seine. 21 déc. — C. M. 1932-35, p. 37 ..	112
1933. — Cour de Paris. 11 février. — <i>L'Architecture</i> 15 septembre 1933	119-126
Trib. Civ. Seine. 31 mars. — C. M. 1932-35, p. 38	116
Cour d'Aix. 23 avril. — <i>L'Architecture</i> , 15 janv. 1933	119
Trib. Civ. Reims, 6 juillet. — C. M. 1932-35, p. 137	123
Trib. Civ. Mantes, 28 juill. — G. P. 1933-2-786	111-114-117
Trib. Civ. Seine. 28 nov. — C. M. 1932-35, p. 148	111

	<i>Pages</i>
1934. — Trib. Civ. Seine. 19 février. — C. M. 1932-35, p. 229	118
Cour de Dijon. 27 avril. — D. H. 1934, p. 438	110
Cour de Paris. 25 oct. — C. M. 1932-35, p. 286	111-112
Cour de Paris. 24 nov. — <i>L'Architecture</i> , 15 fév. 1935	118
Cour de Paris. 13 mars. — G. T. 1935-2-340. —	
— C. M. 1932-35, p. 388. — <i>L'Architecture</i> , 15 août 1935	120-126
Trib. Civ. Seine. 31 décembre. — G. P. 1936-1-4.929	121

II^e CONSEIL D'ÉTAT

1837. — 20 juin. — L. 1837, p. 262	151
1840. — 3 mars. — L. 1840, p. 81	142-153
1845. — 23 décembre. — L. 1845, p. 590	145
1846. — 29 juillet. — L. 1846, p. 415	147
1847. — 12 mai. — L. 1847, p. 279	144
1851. — 5 avril. — L. 1851, p. 239	142
26 juillet. — L. 1851, p. 527	153
1854. — 9 février. — L. 1854, p. 83	147
9 mars. — L. 1854, p. 179	151
30 mars. — L. 1854, p. 259	147
1855. — 25 janvier. — L. 1860, p. 795	149
12 juillet. — L. 1855, p. 518	151-163
13 décembre. — L. 1855, p. 730	146-149-152-156-157-164
1858. — 18 février. — L. 1858, p. 154	143
1859. — 10 mars. — L. 1859, p. 187	144
28 juillet. — L. 1859, p. 544	144
1860. — 8 août. — L. 1860, p. 588	151
1861. — 14 février. — L. 1861, p. 121	147
1861. — 14 février. — L. 1861, p. 121	147
2 mai. — L. 1861, p. 328	148
1862. — 27 février. — L. 1862, p. 165	143
1864. — 19 mai. — L. 1864, p. 412	152
1866. — 2 mai. — L. 1866, p. 420	158
1868. — 17 janvier. — L. 1868, p. 45	148
5 mars. — L. 1868, p. 257	153
1869. — 21 janvier. — L. 1869, p. 71	158
2 juin. — L. 1869, p. 561	147
1870. — 27 avril. — L. 1879, p. 496	159
11 mai. — L. 1870, p. 571	142
4 août. — L. 1870, p. 1.010	149
1871. — 19 juillet. — L. 1871, p. 102	149
1873. — 10 janvier. — L. 1873, p. 39	148
21 février. — L. 1873, p. 191	143-149

1873. — 9 avril. — L. 1873, p. 336	151-152
1874. — 23 janvier. — L. 1874, p. 83	144
10 juillet. — L. 1874, p. 673	152
17 juillet. — L. 1874, p. 690	150
31 juillet. — L. 1874, p. 770	152
1876. — 16 juin. — L. 1876, p. 582	144
4 août. — L. 1876, p. 779	153
1877. — 23 mars. — L. 1877, p. 319	143
23 novembre. — L. 1877, p. 925	158
1878. — 13 décembre. — L. 1878, p. 1.030	149
1880. — 23 juillet. — L. 1880, p. 684	149
3 décembre — L. 1880, p. 972	150
1881. — 16 décembre. — L. 1881, p. 1.014	153
1882. — 16 juin. — L. 1882, p. 592	149
10 novembre. — L. 1882, p. 871	150
1883. — 2 janvier. — L. 1883, p. 123	148
1884. — 26 décembre. — L. 1884, p. 961	153
1885. — 23 janvier. — L. 1885, p. 97	149
24 avril. — L. 1885, p. 442	145-153
26 décembre. — L. 1885, p. 1.013	145
1886. — 15 janvier. — L. 1886, p. 47	144
17 décembre. — L. 1886, p. 904	145
1887. — 11 mars. — L. 1887, p. 225	158
13 mai. — L. 1887, p. 397	149
5 août. — L. 1887, p. 645	153
1888. — 7 décembre. — L. 1888, p. 944	158
1889. — 13 décembre. — L. 1889, p. 1.170	153
1890. — 28 mars. — L. 1890, p. 367	149
1890. — 20 juin. — L. 1890, p. 593	159
13 juillet. — L. 1890, p. 568	151
1891. — 6 février. — L. 1891, p. 91	148
5 juin. — L. 1891, p. 418	149
26 décembre. — L. 1891, p. 823	142-143
13 mars. — L. 1892, p. 301	153
1892. — 21 mars. — L. 1892, p. 277	149
3 juin. — L. 1892, p. 535	159
23 décembre. — L. 1892, p. 971	152
1893. — 24 mars. — L. 1893, p. 291	154-156
1894. — 16 février. — L. 1894, p. 147	153
1894. — 30 novembre. — L. 1894, p. 642	158
8 août. — L. 1894, p. 566	152
1895. — 11 mai. — L. 1895, p. 429	157
26 juillet. — L. 1895, p. 623	142-145
22 novembre. — L. 1895, p. 747	157
27 décembre. — L. 1895, p. 879	157
1896. — 7 février — L. 1896, p. 131	142

	<i>Pages</i>
1896. — 6 mars. — L. 1896, p. 237	158
19 juin. — L. 1896, p. 510	158
24 juillet. — L. 1896, p. 604	147
1897. — 25 juin. — L. 1897, p. 491	149
2 juillet. — L. 1897, p. 519	151-153
17 décembre. — L. 1897, p. 814	155
1898. — 6 mai. — L. 1898, p. 365	156
2 décembre. — L. 1898, p. 766.	142
1899. — 28 avril. — L. 1899, p. 326	142-143
19 mai. — L. 1899, p. 411	145-149
1900. — 11 mai. — L. 1900, p. 344	154
7 août. — L. 1900, p. 571	147
1901. — 29 mars — L. 1901, p. 375	151
29 novembre. — L. 1901, p. 841	148
1902. — 28 février. — L. 1902, p. 168	157
11 juillet. — L. 1902, p. 538	142
1904. — 11 novembre. — L. 1904, p. 705	148
1906. — 25 mai. — L. 1906, p. 469	158
1908. — 17 janvier. — L. 1908, p. 65	158
31 juillet. — L. 1908, p. 105	142-149
1910. — 13 mai. — L. 1910, p. 409	144
17 juin. — L. 1910, p. 483	153
7 décembre. — L. 1910, p. 881	146
1912. — 4 décembre. — L. 1912, p. 1.147	149
1913. — 8 janvier. — L. 1913, p. 10	149
1915. — 26 novembre. — L. 1915, p. 335	146
1921. — 16 février. — L. 1921, p. 175	145
1923. — 20 juin. — L. 1923, p. 505	142-143
1927. — 6 avril. — L. 1927, p. 456	155
2 novembre. — L. 1927, p. 1.007	152
1929. — 5 janvier. — L. 1929, p. 24	143
1930. — 4 décembre. — L. 1930, p. 1.028	144
1931. — 23 juillet. — L. 1931, p. 837	147
1933. — 24 mai. — L. 1933, p. 563	148
2 novembre. — L. 1933, p. 993	158
1934. — 21 juillet. — L. 1934, p. 867	152
1935. — 20 février. — L. 1935, p. 228	153

BIBLIOGRAPHIE

LES AUTEURS

- AUBRY et RAU. — « Cours de Droit civil français ». — Du Mandat.
- L. AUCOC. — « l'Institut de France ».
- BAUDRY LACANTINERIE et WAHL. — « Traité théorique et pratique du Droit civil ». — Du Mandat.
- E. BOILEAU. — « Le livre des métiers ».
- A. BONPAIX. — « Les Architectes ». — Thèse Paris 1887.
- CAPITANT et CUCHE. — « Précis de législation industrielle ». 4^e édition.
- COLIN et CAPITANT. — « Cours élémentaire de Droit civil français ». 7^e édition.
- CORBERAND. — « La Responsabilité des architectes et entrepreneurs. » Thèse Paris 1929.
- O. CURIGER. — « La nouvelle Réglementation professionnelle des Architectes en Allemagne ». Article publié dans la Revue Hebdomadaire « La Construction Moderne » du 23 mai 1937.
- C. ENLART. — Article « Maître d'œuvre » dans la « Grande Encyclopédie ».
- FENET. — « Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil ». Tome 14.
- GUILLEMOT-SAINT-VINEBAULT. — « Manuel juridique de l'Architecte ».
- GUILLOUARD. — « Traité des Contrats aléatoires et du Mandat ».
- HERMANT. — Articles publiés dans les « Annales de la Société Centrale des Architectes », années 1874-75
- JOSSERAND. — « Cours de Droit civil positif français ». — 2^e édition.
- P. LEBRET. — Communication à la Salle des Sociétés savantes (*L'Architecture*, 15 février 1932).
- LOUVET. — « L'Art d'Architecture et la profession d'architecte ».
- LUCAS. — Article « Architecte », dans la « Grande Encyclopédie ».
- TH. MAKCHEEF. — « La Situation des Architectes en U. R. S. S., d'après le nouveau règlement ». Article publié dans la Revue Hebdomadaire, « La Construction Moderne » du 20 juin 1937.

- G. MINVIELLE. — « Histoire et Condition juridique de la profession d'architecte ». — Thèse Bordeaux 1921.
- PLANIOL-RIPERT. — « Traité pratique de Droit civil français ». Tome XI. — Du Mandat.
- POMARET. — « Pour la Jeunesse » (Recueil d'articles parus dans le « Petit Provençal » 1934.)
- TASSIN. — « L'architecte est-il bien le mandataire de son client ? » Conférence donnée à la Société Centrale des Architectes le 26 mars 1936. — *L'Architecture*, 25 juillet 1926.)
- TROPLONG. — « Droit civil expliqué ». — Du Mandat.
- VITRUE — « De l'Architecture ». (Traduction empruntée à l'article « Architecte » de M. Ch. Lucas dans la *Grande Encyclopédie*.

DOCUMENTS HISTORIQUES, PROFESSIONNELS ET PARLEMENTAIRES

- « **L'Art des origines à nos jours** ». — Ouvrage publié sous la direction de M. L. Deshairs, directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts décoratifs.
- « **Dictionnaire raisonné de l'Architecture française du XI^e au XVI^e siècle** », par Viollet-Leduc.
- « **La Grande Encyclopédie** ». — Aux articles « Architecte » et « Maître d'œuvre ».
- « **Protection et organisation de la profession chez les architectes** ». Rapport du Bureau International du Travail (Commission consultative des Travail-intellectuels. 5^e Session. Genève, octobre 1935.)

Rapports et Etudes présentés au XIV^e Congrès international des Architectes, tenu à Paris du 19 au 25 juillet 1937, par MM. :

Cart De LAFONTAINE, secrétaire de la Section britannique du Comité permanent international des Architectes.

Constantin CIOGOLÉA, membre de la Section roumaine du Comité permanent international des Architectes.

J. FAVIER, architecte S. A. D. G., en collaboration avec P. FAVIER, avocat à la Cour de Paris, au nom de la Société centrale des Architectes diplômés par le Gouvernement.

L. LA BEAUME, vice-président de l'Institut américain des Architectes.

J.-H. MARKHAM, membre de la Section britannique du Comité permanent international des Architectes.

Siegfried THEISS, président de la Section autrichienne du Comité permanent international des Architectes.

Projet de « Réglementation de la profession d'Architecte » établi par la Sous-Commission des Architectes de la Confédération des Travailleurs Intellectuels. — (Texte communiqué par le secrétariat du Syndicat des Architectes diplômés par l'Etat).

Première proposition de loi de M. R. BRANDON « relative à l'exercice de la profession d'Architecte et à l'usage du titre d'Architecte ». — N° 2.545. (Chambre des Députés. XV^e législature. Session extraordinaire de 1933. Annexe au procès-verbal de la séance du 17 novembre 1933).

Rapport fait au nom de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts chargée d'examiner la proposition de loi de M. BRANDON « relative à l'exercice de la profession d'architecte et à l'usage du titre d'Architecte », par M. Charles Pomaret, député. — N° 4.284 (Chambre des Députés. — XV^e législature. Session extraordinaire de 1934. Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 13 décembre 1934.)

Proposition de loi de M. POMARET « tendant à assurer le placement immédiat et régulier de la jeunesse française ». N° 151. (Chambre des Députés. — XVI^e législature. Session de 1936. Annexe au procès-verbal de la séance du 5 juin 1936.)

Seconde proposition de loi de M. BRANDON « relative à l'exercice de la profession d'Architecte et à l'usage du titre d'Architecte ». — N° 1.486. (Chambre des Députés. — XVI^e législature. — 2^e Session extraordinaire. Annexe au procès-verbal de la 3^e séance du 15 décembre 1936).

REVUES PROFESSIONNELLES

L'Architecture.

Art National.

La Construction Moderne.

TABLE DES MATIÈRES

Table des abréviations	7
------------------------------	---

INTRODUCTION

Faillite de la loi des 2 et 17 mars 1791	9
Nécessité de la réglementation légale de la profession d'architecte s'impose	10
Histoire de la réglementation de la profession d'archi- tecte en France	12
Ce que doit être la réglementation légale de la profes- sion d'architecte. Les problèmes qu'elle pose ..	18
Les droits de l'architecte concernant le paiement de ses honoraires et la propriété artistique de son œuvre	19
Plan de l'ouvrage	21

LIVRE PREMIER

LA DÉFINITION DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE et ses corollaires	23
---	----

TITRE I^{er}

LE RÔLE DE L'ARCHITECTE	27
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'Architecte, conseiller artistique et technique.</i>	28
CHAPITRE II. — <i>L'établissement du projet.</i>	31
La recherche du « parti »	31
La mise au point du projet. (Les bureaux d'études)	34
CHAPITRE III. — <i>L'Architecte pendant l'exécution des travaux</i>	39
L'architecte doit-il être entrepreneur ?	39

Les causes de confusion entre les attributions de l'architecte et celles de l'entrepreneur. Leurs remèdes.	43
Les attributions de l'architecte	60
CHAPITRE IV. — <i>La vérification des mémoires</i>	65

TITRE II

NATURE JURIDIQUE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE	69
CHAPITRE V. — <i>Rappel des trois principales théories sur la Nature juridique de la profession libérale d'architecte.</i>	70
Intérêt de la controverse	70
<i>Première théorie</i> : l'architecte mandataire.	72
<i>Deuxième théorie</i> : l'architecte successivement loueur d'ouvrage et mandataire	76
<i>Troisième théorie</i> : l'architecte loueur d'ouvrage.	77
CHAPITRE VI. — <i>Théorie nouvelle</i>	79
Comment se pose le problème de la définition juridique de la profession d'architecte.	79
Quel que soit le mode d'exercice qu'il adopte pour sa profession, l'architecte est un loueur d'ouvrage. (Définition générique)	81
L'architecte au service d'une Administration est lié à elle par un contrat de travail.	86
Celui qui exerce la profession libérale d'archi- tecte est lié à son client par un contrat d'entreprise	87
Intérêt de la distinction entre le contrat de travail et celui d'entreprise.	89

TITRE III

DÉFINITION DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE et ses corollaires	91
CHAPITRE VII. — <i>Définition de la profession d'archi- tecte</i>	92
CHAPITRE VIII. — <i>Les Corollaires</i> :	93
1° Les Conditions d'exercice de la profession d'architecte en France	94

2° Règles concernant l'usage et la protection du titre d'architecte	100
3° L'Intervention obligatoire de l'architecte pour toute construction	101
4° Interdiction pour l'architecte d'agir en entrepreneur et inversement	103

LIVRE SECOND

LA RESPONSABILITÉ DE L'ARCHITECTE	105
-----------------------------------	-----

TITRE IV

SUR QUOI PORTE LA RESPONSABILITÉ DE L'ARCHITECTE DEVANT LES TRIBUNAUX CIVILS	109
CHAPITRE IX. — <i>Exposé de la jurisprudence civile</i> . . .	110
L'architecte répond seul, en principe, des vices de conception du projet	110
L'architecte est responsable des conseils qu'il donne à son client et des engagements qu'il contracte envers lui	113
L'architecte répond avec l'entrepreneur des vices d'exécution	114
L'architecte répond des erreurs qu'il commet en vérifiant ou réglant les mémoires	120
L'architecte peut être condamné solidairement avec l'entrepreneur	124
CHAPITRE X. — <i>Rejet partiel de la jurisprudence civile</i>	127
Ce que l'on peut garder de cette jurisprudence.	127
Les tribunaux civils font supporter à tort les vices d'exécution à l'architecte	128
Comment expliquer cette jurisprudence civile ..	134
La solidarité de l'architecte et de l'entrepreneur à l'égard du maître de l'ouvrage ne se justifie pas telle que la conçoivent les tribunaux civils.	135

TITRE V

SUR QUOI PORTE LA RESPONSABILITÉ DE L'ARCHITECTE	
DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT	140
CHAPITRE XI. — <i>Exposé de la jurisprudence du Conseil</i>	
<i>d'Etat</i>	141
Responsabilité exclusive	141
Responsabilité solidaire	147
Responsabilité partagée	148
Responsabilité subsidiaire.....	150
Cas d'irresponsabilité de l'architecte	152
CHAPITRE XII. — <i>Examen de la jurisprudence du</i>	
<i>Conseil d'Etat</i>	160
Principes à retenir	160
Rejet partiel de la solidarité de l'architecte et de	
l'entrepreneur établie par le Conseil d'Etat.	164
Rejet de la responsabilité subsidiaire de l'archi-	
tecte	166

TITRE VI

SUR QUOI DOIT PORTER LA RESPONSABILITÉ	
DE L'ARCHITECTE	
(Théorie nouvelle)	168
CHAPITRE XIII. — <i>La responsabilité de l'architecte</i>	
<i>conseiller artistique et technique de son client.</i> ..	169
1° L'architecte doit répondre de la valeur de	
ses conseils	169
2° Il est tenu au secret professionnel	170
CHAPITRE XIV. — <i>La responsabilité de l'architecte</i>	
<i>auteur d'un projet</i>	170
1° L'architecte est responsable des vices de con-	
ception du projet, c'est-à-dire :	
a) de l'inadaptation de l'ouvrage aux exi-	
gences du programme	171
b) des infractions graves aux règles géné-	
rales et essentielles de « composition », .	172

c) de l'inobservation des lois et règlements applicables. (Cas de responsabilité partagée avec le maître de l'ouvrage)	173
d) des erreurs dans les calculs de résistance des matériaux. (Cas de responsabilité partagée avec les Bureaux d'Etudes). ..	174
e) des vices du sol. (Notre théorie du « plan de sondage »)	176
2° L'architecte est responsable des vices de confection du projet	178
La signature du maître de l'ouvrage décharge-t-elle l'architecte des vices du projet ?	179
CHAPITRE XV. — <i>Les vices d'exécution de l'ouvrage engagent-ils la responsabilité de l'architecte ?</i> ..	180
Ce qu'il faut entendre par vices d'exécution. ..	181
Ce que soutiennent les architectes	182
Ce que leur oppose le maître de l'ouvrage	185
Théorie nouvelle	187
CHAPITRE XVI. — <i>La responsabilité de l'architecte chargé de vérifier les mémoires des entrepreneurs</i>	190
CHAPITRE XVII. — <i>Comment répartir entre l'architecte et l'entrepreneur la réparation du préjudice qu'ils ont causé au maître de l'ouvrage</i>	191

APPENDICE

LA RÉGLEMENTATION LÉGALE A L'ÉTRANGER

<i>Pays à Réglementation complète (où l'usage du titre d'architecte et l'exercice de cette profession sont réglementés)</i>	197
Allemagne	197
Autriche	200
Espagne (avant la révolution de 1936)	200
Grèce	201
Hongrie	201
Italie	201
Pologne	202
Roumanie	203

Tchécoslovaquie	204
<i>Pays à Réglementation incomplète (où le titre seul est</i>	
légalement protégé)	204
Belgique	204
Grande-Bretagne	204
Yougoslavie	205
<i>Pays sans Réglementation</i>	205
Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas,	
Suède, Suisse	205
CONCLUSION	207
Table des Arrêts et Jugements	211
Bibliographie	217

Vu : *Le Doyen,*
ALLIX.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
Georges SCILLE.

26 octobre 1937.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

